la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

22e année. — Numéro 374. — Nouvelle série numéro 73

JUIN 1953. — Prix : 70 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR
Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 73 - Juin 1953

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

La grève de la Régie Renault

La situation des ouvriers avant la grève

De nouveau la Régie Renault vient d'être le théâtre d'une grève dont l'importance réelle fut encore grossie par la publicité que lui fit la presse.

Pourquoi cette grève ? Il est bien évident qu'à la base de ce mouvement il y avait le profond mécontentement des ouvriers qui voyaient leur pouvoir d'achat diminuer chaque jour.

Au début de l'hiver, l'automobile, après bien d'autres secteurs de l'industrie, subit une crise. Les horaires de travail baissèrent dans les plus grosses entreprises et des licenciements furent opérés. Chez Renault les licenciements furent peu nombreux par rapport à l'importance de l'entreprise. Des ouvriers de certains services d'entretien furent touchés ainsi que des femmes ayant appartenu à un atelier dissous.

Par contre, les horaires de travail furent diminués, passant de 48 heures à 45, puis à 40. Ainsi le retour aux 40 heures devenait une réalité mais la paie de l'ouvrier s'en ressentait sérieusement. Car non seulement c'était 8 heures de paie en moins, mais 8 heures supplémentaires majorées de 30 pour cent qui étaient déduites du salaire. Un ouvrier spécialisé, qui gagnait jusque-là 33.000 francs par mois environ, voyait son salaire tomber à 24.000. Beaucoup gagnaient moins que ce chiffre, que la moindre fête légale diminuait encore.

La situation n'était guère favorable à une riposte ouvrière, d'autant plus que les travailleurs avaient encore présent à l'esprit le souvenir des grèves aventureuses des staliniens du 12 février et du 4 juin 1952. Mais depuis six mois, la maigre paie des travailleurs passait tout entière à l'alimentation. Nombre d'entre eux s'imposaient de ne déjeuner que d'un casse-croûte : la viande avait disparu de leur table. La misère n'était pas la même pour tout le monde. Il est bien évident que l'ouvrier qui gagne 25.000 francs par mois, qui n'a pas d'enfants et qui vit avec une femme qui travaille, ne meurt pas de faim et peut attendre des jours meilleurs ; au père de famille de 3 ou 4 enfants, 10.000 francs de moins sur la paie font un trou très sérieux dans le budget, mais qui sera peut-être moins sensible que chez un ouvrier seul vivant dans une chambre d'hôtel à 8.000 et 10.000 francs par mois, ou chez une travailleuse seule avec un ou plusieurs enfants à charge.

De toute façon, la situation des travailleurs de chez Renault devenait de plus en plus critique. A cette gêne extrêmement douloureuse s'ajoutait le sentiment chez les ouvriers qu'on se payait carrément leur tête. Car dans de nombreux secteurs on faisait 8 heures de moins, mais on sortait la même production.

Nous avons là un exemple frappant de ce que vaut la productivité en régime capitaliste. Grâce à l'autofinancement, c'est-à-dire à la plus-value réalisée sur le travail des ouvriers, la direction de la Régie a pu pratiquer des investissements énormes qui ont augmenté sa productivité dans des proportions considérables. Mais quand la production n'est plus absorbée par « le marché », on se garde bien de baisser les cadences et d'en profiter pour accorder un peu plus de loisirs aux travailleurs.

En régime capitaliste, le bénéfice de la production résultant d'une augmentation de la productivité n'est pas destiné à soulager la peine des travailleurs et à augmenter leur niveau de vie, mais à servir de moyens de lutte contre la concurrence. C'est d'ailleurs le leitmotiv que reprend le président-directeur de la Régie dans tous les bulletins qu'il adresse au personnel : « Il faut produire plus pour être mieux armé contre nos concurrents français et surtout étrangers », répète-t-il sans cesse. Autrement dit la productivité est une arme au service des capitalistes dans la guerre économique qu'ils se livrent entre eux et non un moyen d'accroître le standard de vie des producteurs. En régime capitaliste, productivité égale surexploitation éhontée avec cadences infernales et longues journées de travail pour tous quand les « affaires » marchent ; chômage, misère, pour les uns et surexploitation encore renforcée pour les autres quand les « affaires baissent ».

C'est ainsi que dans certaines entreprises on a tout simplement mis une partie du personnel ouvrier au chômage. Mais les autres ont continué à travailler à la même cadence. C'est notamment le cas de S.I.M.C.A. qui, après avoir licencié une partie du personnel, a appliqué un horaire de 54 heures par semaine aux autres ouvriers.

Chez Renault, les licenciements ont été relativement peu importants. Par contre, on a imposé aux ouvriers 40 heures de travail par semaine, soit environ 16,6 % de présence en moins. Mais on leur a en même temps imposé une baisse de salaire de près de 30 %, tout en s'efforçant d'augmenter les cadences individuelles.

Pour réduire les horaires et surtout la paie la direction prétexta, à la fin de 1952, que le marché de l'automobile étant redevenu normal il était nécessaire de réorganiser la production. Pour cette « réorganisation », elle demandait au personnel de faire un effort et des sacrifices. Mais parallèlement elle maintenait intégralement le salaire des ingénieurs et des cadres. Ainsi donc ceux qui auraient dû montrer l'exemple de l'effort et des sacrifices continuaient à toucher intégralement leur traitement tandis qu'on n'hésitait pas à rogner de près de 30 % les salaires les plus bas.

On comprend aisément que, dans ces conditions, le mécontentement des ouvriers fut grand et qu'il ne tarda pas à se manifester.

La grève des fonderies, prélude à la grève

La première manifestation importante de ce mécontentement fut la grève des fonderies de cylindres au début d'avril. Cette grève fut déclenchée spontanément, et si ensuite les syndicats l'appuyèrent (sic) de quelques paroles, elle fut avant tout le fait des ouvriers eux-mêmes. Le tract du comité de grève des ateliers de fonderie des cylindres (ateliers 61, 40, 41 et 44) posait des revendications précises :

« 1) *Nous opposer à la volonté manifeste d'agents de maitrise tels que Laurent et Barbier qui*

veulent nous faire exécuter le travail de 42 heures et demie en 40 heures ;

2) Nous voulons obtenir le même horaire pour tous, sans augmentation de cadence ;

3) Nous demandons, à l'unanimité, le déplacement des chefs d'atelier MM. Laurent et Barbier ;

4) Nous demandons que le coefficient de paie pour les ouvriers des cubilots soit aligné sur celui des chaînes ;

5) Le rajustement des nouveaux embauchés au même niveau que les anciens (en effet il est anormal de payer des ouvriers qui font le même travail à un salaire inférieur) ;

6) Le retour aux anciens temps. »

Si l'on considère que cette grève éclata au moment où la C.G.T. menait sa campagne contre les poursuites des dirigeants syndicaux, où elle réussissait partiellement à entraîner pour ces objectifs divers secteurs de la Régie Renault dans des arrêts de travail limités, on comprendra qu'il a fallu une forte pression de la base pour que les mots d'ordre du moment ne transpirent pas dans le tract du comité de grève. On le comprendra encore mieux quand on aura constaté que, contrairement à l'habitude, aucun tract des syndicats et particulièrement de la C.G.T. ne fut publié *pendant* le déroulement de la grève.

La C.G.T. prétendit après la grève que l'unité des ouvriers des fonderies avait fait capituler la direction en l'obligeant à céder sur les revendications et en lui imposant notamment une augmentation horaire de 15 francs. La direction publia un démenti par affiche.

En fait, les ouvriers des fonderies obtinrent partiellement satisfaction. Les deux chefs d'atelier furent consignés, des « temps » furent « revus », ce qui se traduisit pour quelques-uns par une augmentation d'environ 15 francs de l'heure par rapport à ce qu'ils auraient dû toucher en étant « coulés ». Ainsi donc cette première grève se termina par un premier succès, mais pas aussi éclatant que le prétendirent démagogiquement les syndicats.

Le déclenchement de la grève

C'est dans cette atmosphère qu'éclata la grève du 15 avril. L'arrêt du travail fut brutal et débuta par la sellerie alimentant la chaîne des 4 CV dans l'île Seguin. L'atelier où éclata ce mouvement est celui de l'usine qui comprend la plus forte proportion des syndiqués S.I.R. (Syndicat Indépendant Renault, affilié à la C.T.I., organisation syndicale partiellement noyautée par les gaullistes et affirmant une position d'association capital-travail). On a dit que c'était le syndicat indépendant Renault (S.I.R.) qui avait déclenché la grève de la sellerie.

On a vu plus haut que le mécontentement des ouvriers était grand et que ce mécontentement était le fruit d'une situation devenue intolérable pour l'ensemble des travailleurs. Le terrain était donc favorable pour un mouvement dans lequel les ouvriers n'avaient plus grand-chose à perdre. Un ouvrier travaillant à la « Frégate » s'exprimait ainsi : « Bien sûr, si on fait grève et si l'on est battu, la direction en profitera pour virer une partie des grévistes. Moi j'ai quatre gosses, si je suis viré je toucherai presque autant au chômage qu'à venir faire le guignol toute la journée. Je n'ai pas grand-chose à perdre, ça ne peut plus durer. »

Dans quelques départements, notamment au 18 (boîtes de vitesses), la C.G.T. avait réussi à entraîner les ouvriers dans des débrayages partiels pour protester contre l'arrestation des militants syndicaux. En fait, les ouvriers profitèrent de l'occasion qui leur était offerte de « faire quelque chose » non pas pour défendre des bureaucrates syndicaux en lesquels ils n'ont absolument plus confiance, mais pour défendre leur bifteck.

C'est au cours d'une réunion organisée par le S.I.R. au département 74 que les ouvriers, encouragés par le succès relatif obtenu par les ouvriers des fonderies, décidèrent de se mettre en grève.

Le mouvement était parti. Un ouvrier nous raconte : « Je cassais la croûte tranquillement : lorsque je me suis retourné, tout le monde était arrêté. »

Le déroulement de la grève

Dès le lendemain, 16 avril, le S.I.R. publia un tract disant notamment : « Le S.I.R. appelle les travailleurs à être solidaires de ceux qui sont en lutte. Il rappelle que notre chance de succès est de rester sur le terrain strictement professionnel... Les travailleurs de la Régie ne permettront pas la politisation de leurs revendications. »

Le lendemain, malgré une certaine confusion, le mouvement gagnait spontanément d'autres ateliers de l'île.

La direction « lock-outa » une partie des ouvriers qui n'avaient plus de travail du fait de l'arrêt de la sellerie. Elle précisait que les ouvriers seraient rappelés par lettre individuelle et que ceux qui préféraient prendre leur compte pouvaient passer au bureau.

Les ouvriers mis en grève malgré eux nourrissaient de nombreuses illusions ; l'un d'eux déclarait : « Ça ne peut plus durer, crever de faim pour crever de faim, il vaut mieux aller huit jours à la pêche et avoir quelque chose. »

La direction, croyant probablement pouvoir noyer rapidement le poisson, avait annoncé que la journée du 16 avril serait payée aux ouvriers non grévistes qui avaient été mis à pied. Mais les syndicats, mis au pied du mur par la spontanéité du mouvement, furent obligés de prendre position.

Dans l'après-midi du 16 avril, Linet, député communiste, parlant aux ouvriers du département 12, voulut essayer de lier la lutte pour la libération de Le Léap et des autres emprisonnés aux revendications ouvrières. Plusieurs ouvriers n'appartenant à aucun syndicat le rappelèrent à l'ordre et il dut faire machine arrière, déclarant que « c'était aux ouvriers de décider eux-mêmes des formes de lutte et que l'on ne pouvait empêcher ceux qui le voulaient de continuer à travailler ».

Le 17 avril, un tract du S.I.R. annonçait un référendum pour l'ensemble de l'usine et insistait : « Mais surtout pas de politique ! » Les quatre syndicats s'étaient réunis le matin *sur l'initiative de la C.G.T.* Le S.I.R. était pour la grève générale de l'usine. Les autres syndicats étaient partisans d'attendre et de prendre contact avec les autres entreprises. Néanmoins ils ne pouvaient se dérober à une consultation du personnel. Le lundi 20 avril, les quatre syndicats (C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.I.R.) lançaient aux ouvriers un appel à l'unité d'action et leur proposaient de se prononcer dans un référendum :

1) Pour une grève totale par département ;

2) Pour une grève de harcèlement par chaîne, atelier ou département.

Une place était également réservée aux « observations ».

En même temps que cet appel était diffusé, une édition spéciale de l'*Humanité* proposait l'unité d'action au groupe socialiste pour soutenir la lutte organisée par les syndicats. Cette proposition fut renouvelée le 21 avril par une lettre ouverte de la section du P.C.F. au groupe socialiste.

Pendant ce temps les travailleurs votaient. Le vote, commencé le lundi, n'était pas terminé le

vendredi. On ne connait pas le résultat général. Seuls, les résultats partiels furent publiés dans les départements où ils eurent lieu.

La tendance était à la grève générale. Beaucoup d'ouvriers furent trompés, croyant avoir voté pour la grève générale à l'échelle nationale alors qu'en fait, abusés par le libellé du bulletin, ils avaient voté pour la grève générale... par département. Au département 18 (boites de vitesses), particulièrement, la majorité avait voté pour la grève générale... par département. Lorsque par deux fois Linet et les responsables syndicaux vinrent pour faire débrayer l'atelier, les ouvriers firent la sourde oreille. On les avait eus avec le vote, mais on ne les posséderait pas avec les grèves de harcèlement.

Les travailleurs sentaient confusément que ça ne tournait pas rond et s'interrogeaient sur ce qui allait se passer. Les syndicats traînaient en longueur. Dans leur communiqué du 21 avril, ils se félicitaient de la nette volonté de lutte qui se dégage des premiers résultats du référendum et proposaient pompeusement de faire de la journée du 22 avril (jour de paie) une grande journée de solidarité. Dans de nombreux secteurs la collecte fut mal accueillie. Les ouvriers disaient : « D'une part, les grévistes de l'île ont touché cette paie comme nous, ce n'est qu'à la prochaine qu'ils auront des journées en moins. D'autre part, si on doit, nous aussi, se mettre en grève on ne voit pas pourquoi des grévistes devraient aider d'autres grévistes. »

Le lock-out

Dès le mardi 22 avril, la direction lock-outait tous les ouvriers du département 74 (chaîne de montage des 4 CV). Le vendredi matin 24, les ouvriers de l'atelier d'usinage 4 CV (département 76) trouvèrent les portes fermées.

Un tract du S.I.R. réclamait la grève générale de l'usine, se plaignant du manque d'empressement des autres syndicats. La réaction des ouvriers devant les portes fermées fut de peu d'importance. Seuls quelques groupes pénétrèrent dans les ateliers derrière des responsables cégétistes, qui furent ensuite arrêtés pour... violation de domicile.

Pendant ce temps M. Lefaucheux adressait au personnel une lettre dont le contenu fut largement repris par la presse.

Ce vendredi 24 avril les syndicats prirent la décision « énergique » de convoquer un meeting dans l'île Seguin. Beaucoup d'ouvriers qui commençaient à désespérer reprirent brusquement confiance et par milliers gagnèrent le meeting croyant en rapporter des décisions concrètes. Mais là encore ce ne furent que bavardages. «Nous saluons les grévistes, l'unité d'action se développe, unis et confiants les travailleurs imposeront leurs revendications, par des débrayages, des dépôts de cahiers de revendications, des pétitions, etc., etc. »

La semaine suivante, la direction lock-outa plusieurs ateliers, les uns après les autres, et finalement le 6 mai elle décida le lock-out général. Dès le matin, tout le monde savait que la direction avait décidé de fermer l'usine. Le comité d'entreprise en était officiellement informé à 11 h. 30. A 12 h. 30, sur la place Nationale, Blanc, secrétaire de F.O., déclarait avec enthousiasme : « C'est une grande victoire, la grève du département 74 a obligé Lefaucheux à fermer l'usine. »

Le soir, après un spectacle offert par le comité d'entreprise avec la participation d'Yves Montand, les délégués des différents syndicats de l'automobile se réunirent. A cette réunion, Linet, secrétaire syndical C.G.T. et député communiste, donna des précisions sur l'attitude à prendre : « Demain nous ferons échec à Lefaucheux en nous rendant tous dans nos ateliers. Nous continuerons la lutte sur le lieu du travail. » L'ouvrier le plus naïf savait que, le lendemain, la police occuperait les lieux, mais cela n'empêchait pas Linet de jouer à fond la carte de la démagogie.

Le lendemain, quelques centaines d'ouvriers rôdèrent aux abords de l'usine. Un meeting eut lieu au siège des syndicats C.G.T. et C.F.T.C. Tous les orateurs, des staliniens au S.I.R., clamèrent la victoire ouvrière.

Tout était calme. La direction rappela une partie du personnel le lundi 11 mai, une autre partie le mardi 12, et le mercredi 13 c'était la rentrée générale.

Pour fêter ce grand jour, un tract signé C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.I.R. vanta le succès de la lutte. C'était un succès parce qu'on avait obligé Lefaucheux à rouvrir ses portes (de même que ç'avait été une victoire de l'obliger à les fermer). C'était un succès d'avoir imposé la libération des secrétaires syndicaux C.G.T.

Tous les syndicats se félicitèrent du succès de la lutte ; seuls les travailleurs eurent le très net sentiment d'avoir été dupés.

Dans cette lutte on a dit que certains étaient payés pour faire grève. Il ne faut rien exagérer. Mais ce qui est certain, c'est que les grévistes de la sellerie, environ 500, ont touché six fois 2.000 francs. Avec les secours qu'ils ont pu recolter à droite et à gauche (mairie de leur localité, cantine du comité d'entreprise, etc.) ils ont touché presque autant que s'ils avaient travaillé. Par contre, les lock-outés du 74 et du 76 (près de 8.000) n'ont touché, eux, que 500 francs du comité de solidarité.

On a dit aussi que cette grève était une manœuvre dirigée contre les nationalisations. Il est bien certain que les ennemis des nationalisations se réjouissent chaque fois qu'ils voient qu'un conflit social met en difficulté la direction d'une entreprise nationalisée. Mais ce sont là des aspects tout à fait secondaires de la question qui intéressent beaucoup plus les journalistes et les politiciens que les ouvriers en lutte.

Nos conclusions

La cause fondamentale et indiscutable de cette grève fut la baisse du standard de vie de près d'un tiers pour l'ensemble du personnel. Après six mois de cette situation, il était indispensable que les ouvriers réagissent. Le fait qu'ils aient attendu six mois avant d'entrer en lutte montre qu'ils avaient assez peu confiance dans l'issue de la lutte, les nombreuses trahisons antérieures des dirigeants syndicaux ayant engendré un scepticisme difficile à vaincre.

Depuis déjà longtemps les travailleurs pensent que, seule, une grève générale à l'échelle nationale pourrait faire aboutir leurs revendications. La grosse majorité d'entre eux entreraient d'enthousiasme dans la lutte. Malheureusement, pour un tel mouvement non seulement ils savent qu'ils n'ont pas de direction, mais aussi que les syndicats qui prétendent les diriger feront tout pour les détourner de cet objectif.

Néanmoins quand la situation devient intolérable, il faut réagir, même dans les pires conditions. Ce sont les conditions économiques devenues insupportables qui ont contraint les ouvriers à réagir. Ils sont entrés en grève sans trop d'illusions, avec la crainte que les syndicats ne sabotent leur action, mais aussi avec la ferme volonté de reconquérir leur pouvoir d'achat.

Dans cette lutte les syndicats ne les ont aidés en aucune façon ; au contraire ils l'ont freinée tant qu'ils ont pu, limitant leur activité à sauver l'étiquette de leur boutique.

Les staliniens et la C.G.T. avaient déterminé leur attitude avant que se déclenche la lutte. Dès le début d'avril, ils avaient lancé le mot d'ordre de grève de harcèlement, nouvelle version des grèves tournantes (résolutions du comité confédéral). En spéculant sur les revendications ils avaient animé quelques actions pour la libération des emprisonnés (protestations, pétitions, délégations, débrayages limités). Mais lorsque les ouvriers des fonderies entrèrent en lutte pour des revendications sérieuses, ils restèrent à l'écart, se contentant d'exploiter le succès des ouvriers *après* que ceux-ci l'eurent acquis eux-mêmes.

Quand éclata la grève du 74 et que l'affaire devint plus importante, les staliniens ne purent l'ignorer et se placèrent en tête du mouvement. Mais en même temps, de bouche à oreille, ils expliquaient que cette grève était une machination du S.I.R. de connivence avec la direction qui voulait en profiter pour licencier du personnel. A cela ils ajoutèrent une foule de manœuvres pour conduire le mouvement dans l'impasse des grèves de harcèlement.

Le lendemain de la grève, le 17 avril, ce sont eux qui prirent l'initiative de réunir les quatre syndicats. Le cartel ainsi constitué, les staliniens avaient la grève en main. La grève avait éclaté sans eux pour des objectifs qui n'étaient pas les leurs. En faisant quelques concessions dans les formes (éviter de parler de Molino et autres slogans de leur politique) il leur fallait transformer la grève des ouvriers de chez Renault en une « lutte de harcèlement ». Le référendum qui fut organisé illustre bien leur machiavélisme. Ils demandaient aux ouvriers de voter, soit pour une grève générale de département (ce qui est une forme de grève de harcèlement), soit pour des actions de harcèlement par chaîne, atelier, ou département, qui n'étaient qu'une variante de la première solution. Le bulletin de vote comprenait une colonne « observations » que de nombreux ouvriers utilisèrent pour réclamer la grève générale à l'échelle nationale. Mais il est bien évident que cette concession machiavélique faite à la démocratie ne pouvait avoir aucune influence décisive. Grève générale par département ! Pourquoi pas la grève générale individuelle !

Les staliniens ne voulaient pas d'une généralisation de la grève pour des raisons que leur politique explique parfaitement. En effet, les staliniens ne veulent que des actions qu'ils puissent contrôler entièrement. Quand les ouvriers ne manifestent que peu d'empressement pour la lutte, ils crient très fort et s'engagent même dans des aventures (12 février, 4 juin 1952). Mais quand les ouvriers sont bien dans le bain, les staliniens sont beaucoup plus prudents, car ils risquent d'être débordés. C'est pourquoi ils freinent au maximum.

Dans cette grève engagée sur un terrain revendicatif, les ouvriers pouvaient aller très loin. Mais les travailleurs, après les nombreuses expériences qu'ils ont faites avec les staliniens, se méfient de leur politique. C'est pourquoi, dans le but de freiner la lutte, en jetant la confusion, les staliniens affirmèrent leurs positions politiques dans une édition spéciale de l'*Humanité* diffusée en même temps que l'appel du cartel d'unité d'action. De plus, ils adressèrent deux lettres ouvertes au groupe socialiste de chez Renault pour lui demander de réaliser l'unité pour soutenir la lutte des syndicats. Or ils savent très bien que même s'il existe quelques socialistes chez Renault, il y a des années qu'ils ne se sont pas manifestés politiquement dans l'entreprise. Qu'aurait pu répondre le groupe socialiste de chez Renault puisqu'il n'existe pas ? Mais cela permet aux staliniens de faire ressortir devant les ouvriers qui sont dans leur grande majorité ignorants de toutes ces questions que, eux, grands démocrates et unitaires, ont tout fait pour réaliser l'unité. Si la lutte échoue, ce ne peut être que la faute des socialistes, diviseurs permanents qui n'ont même pas daigné répondre aux propositions d'unité.

Le S.I.R., lui, était partisan de la grève de toute l'usine. Le S.I.R. est partisan de l'association capital-travail. Si cette position peut avoir un certain écho dans quelques entreprises de moyenne importance où des patrons placés dans des conditions économiques favorables peuvent faire quelques concessions aux ouvriers en échange de la paix sociale, cette politique est absolument vouée à l'échec dans une usine comme Renault où chaque concession aux travailleurs devient rapidement une concession de la bourgeoisie à toute la classe ouvrière. Dans une entreprise comme Renault, seule une organisation *révolutionnaire* posant hardiment les problèmes sur un terrain de classe peut, dans une période de lutte, déborder les staliniens et faire plier la direction. Mais le S.I.R. est un syndicat non seulement réformiste, mais réactionnaire. L'exploitation démagogique qu'il a voulu faire de la greve lui est retombée sur le nez. Les ouvriers avaient besoin de riposter, les staliniens avaient besoin de freiner leur action. Le S.I.R. a cru que le moment était venu de s'implanter dans l'usine en prenant la tête d'un important mouvement. Il était pour la grève de toute l'usine, mais se gardait bien de parler de grève générale nationale qui poserait un problème politique, car il est « contre la politique ». Mais quand la bourgeoisie intervint politiquement en faisant occuper l'usine par sa police, ses positions « apolitiques » s'écroulèrent. Et quand les staliniens manœuvrèrent politiquement pour saboter un mouvement qui avait une base solide, le S.I.R. qui voulait la grève de toute l'usine, se laissa imposer la grève générale... par département.

En fait, s'il est possible à des organisations démagogiques comme le S.I.R. d'attirer l'attention de certains ouvriers en spéculant sur des préjugés tels que l'apolitisme, il est absolument impossible de tromper les ouvriers et de les entraîner dans des aventures quand les problèmes se posent sur le terrain concret de la lutte de classes. Si les ouvriers, sans avoir rejeté définitivement les staliniens, se méfient de leur politique, c'est que ceux-ci, tout en se déclarant partisans du socialisme, le trahissent en pratique. A plus forte raison se détournent-ils des organisations qui préconisent ouvertement la possibilité de s'entendre avec les patrons.

Les positions de la C.F.T.C. et de F.O. n'ont été que celles de suiveurs. Ils n'ont d'ailleurs fait connaître aucune position indépendante et se sont contentés de signer les affiches du cartel rédigées par la C.G.T. S'ils eurent cette attitude, c'est que, comme la C.G.T., ils ne voulaient pas de cette grève. Mais ils n'avaient rien à proposer et ne pouvaient rester en dehors d'un conflit engagé par les ouvriers, surtout à quelques jours des élections de délégués.

La direction de la Régie, elle aussi, a pu sauver la face. Devant le mécontentement provoqué par les bas salaires elle a pu, en rétablissent les 48 heures, imposer une accélération des cadences et un renforcement de la discipline. Car les ouvriers qui sortent d'une lutte où ils n'ont rien obtenu sont bien obligés de mettre les bouchées doubles pour combler le déficit de leur maigre budget. Les travailleurs, eux, payent les pots cassés. Alors que

cet hiver ils faisaient 40 heures, aujourd'hui, avec les beaux jours, ils sont cloués 48, 50 et même 54 heures par semaine devant leur machine.

∴

En conclusion, cette grève a démontré une fois de plus que la classe ouvrière a encore de nombreuses ressources de dynamisme et de capacité de lutte, mais elle a aussi démontré une fois de plus que ce qui lui manque, c'est une direction révolutionnaire capable de la guider dans une voie socialiste. Les travailleurs ne reculent ou ne font preuve d'apathie que lorsqu'ils sentent la trahison.

Les révolutionnaires qui veulent faire quelque chose de positif doivent s'acharner à bâtir l'avant-garde sincère, intègre et qualifiée qui sera capable d'ouvrir une voie révolutionnaire aux travailleurs. Ils doivent se détourner des solutions de facilité, soi-disant plus rapides, qui consistent à militer dans les organisations déjà existantes où ils gaspillent leur énergie et font perdre leur temps aux travailleurs qui ont la force de surmonter leur écœurement pour s'intéresser aux problèmes sociaux. En bannissant la politique en général, sous prétexte que des politiciens sans scrupules utilisent l'énergie ouvrière à des fins inavouables, on détourne les travailleurs d'une intervention consciente dans les événements et on travaille à les rendre indifférents et apathiques.

C'est par une politique conséquente et constante que les révolutionnaires pourront redonner confiance aux travailleurs.

J. ARNAUD.

A propos de la lettre de Bourguiba

Au risque de paraître mal choisir mon moment, alors qu'il convient de « serrer les rangs » face au colonialisme français déchaîné, je voudrais une fois pour toutes exprimer ce que pensent pas mal de copains, ce qu'ils n'osent dire tout haut : notre devoir est de mettre en garde les nations opprimées d'Afrique du Nord, et d'ailleurs, contre un chauvinisme qui se cache mal derrière leurs revendications nationales pleinement justifiées.

Bravo quand Louzon nous parle de l'action ouvrière en Tunisie, de la belle figure de Farhat Hached et de l'avenir de l'U.G.T.T. ! Bravo quand Habib Bourguiba met en boite le Hauteclocque et clame le droit des Tunisiens à l'indépendance !

Nous sommes tous unis contre l'absurde « tradition impériale » qui ruine par surcroît notre pays, contre cet esprit mesquin de petit boutiquier qui, au lieu d'œuvrer bravement pour un monde nouveau, tente de masquer sa faillite par des moyens stupides et ruine sa patrie en Indochine au nom du patriotisme. Nous souhaitons tous la victoire du mouvement ouvrier ou paysan des colonies, à condition qu'il soit démocratique et internationaliste.

Mais quand on vient me parler de « la puissance de l'Islam jusqu'aux contreforts des Pyrénées », je m'en fous comme de la puissance de Louis XIV ou de Napoléon. Si c'est pour réveiller en Chine la seule haine du blanc, en Afrique du Nord un panislamisme antilaïque, qu'on lutte, qu'on nous le dise franchement.

Je conçois aisément que des êtres incultes et opprimés soient plus facilement perméables à la haine aveugle et au nationalisme étriqué qu'à des idées généreuses de libération universelle. Mais c'est justement le rôle des élites, de ceux qui s'intitulent eux-mêmes « des chefs capables, sincères et courageux », de montrer le bon chemin. Je suis peut-être naïf et ne comprends rien aux ressorts secrets de l'histoire des peuples, mais je croyais que la libération des opprimés de tous les pays était liée à un idéal de justice sociale et de paix universelle. Le réveil des nationalités a conduit l'Europe du XIX[e] siècle vers l'impasse, le fascisme et la guerre : un réveil analogue des peuples d'Afrique et d'Asie, s'il n'est pas animé par une nette tendance socialiste (comme il semble en être ainsi dans le Sud-Est asiatique), ne nous prépare-t-il pas des lendemains inquiétants ?

J.-D. MARTINET.

Lettre d'un camarade français de Tunisie

Le problème tunisien me passionne.

La *R.P.* est nécessaire car ici nul ne peut faire entendre sa voix, si ce n'est pour servir le monstre colonialiste. Heureusement, nos amis tunisiens restent confiants en l'avenir et ne chargent pas le prolétariat de l'outre-Méditerranée de crimes commis par une minorité dans la Régence.

Le malheur c'est qu'une minorité s'agite et que la majorité laisse faire ce qu'elle ne tolérerait pas dans la métropole.

Je ne vous en dirai pas plus long aujourd'hui. Vous êtes d'ailleurs très souvent plus et mieux renseignés à 2.000 kilomètres que nous qui sommes sur place, mais avec des moyens d'information limités.

— Bravo à Hébert pour son article courageux. De même pour le papier de Louzon.

— Très intéressante la lettre de Bourguiba.

Promesses gouvernementales... non honorées

Il s'agit des promesses faites par le gouvernement français à diverses délégations de la C.I.S.L. relativement à la libération des militants syndicaux tunisiens.

Le 5 mai, Oldenbroek a élevé une vigoureuse protestation dont nous retiendrons deux paragraphes :

« La promesse d'une prochaine libération des leaders syndicalistes, faite en décembre dernier par le Résident général de France en Tunisie à la délégation de la C.I.S.L. et confirmée par le gouvernement français à la délégation de la C.I.S.L. le mois dernier à Paris, se trouve être un non-sens étant donné la politique actuelle des autorités françaises.

» Etant donné nos multiples interventions auprès du gouvernement français et étant donné son refus d'honorer les promesses faites aux représentants de la C.I.S.L., l'opinion publique mondiale saura, sans nul doute, à qui donner raison. »

Le Comité de Défense Sociale organise un *meeting de protestation* contre la répression en Afrique du Nord, le mercredi 17 juin 1953 à 20 h. 45, salle des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris-5.

Prendront la parole des syndicalistes FO, CFTC, CNT, Autonomes, Indépendants.

Les amis de l'U.G.T.T. assisteront tous à ce meeting !

Pour manifester votre solidarité aux syndicalistes tunisiens, venez tous, le 17 juin, aux « Sociétés Savantes ».

La médecine en U.R.S.S.

L'avilissement de la science soviétique et la carence d'une médecine étatisée, voilà qui va paraître bien banal aux lecteurs de la *R.P.* Mais la valeur de l'ouvrage du Docteur Ida Lazarévitch (1), consacré à l'état actuel de la médecine en U.R.S.S., tient au fait qu'il a été écrit en prenant uniquement pour base les journaux soviétiques. Nous sommes fatigués des témoignages réfutables par de trop habiles partisans. Il s'agit ici d'une méthode différente : c'est en partant d'un domaine de sa compétence et en s'appuyant sur le témoignage de la presse officielle que l'auteur condamne l'expérience stalinienne.

Après lecture de ce bilan de faillite, un médecin français de bonne foi ne pourra plus, s'il est partisan de la médecine libérale, confondre ce service de la Santé publique bureaucratisé avec une médecine collectiviste ; s'il est « progressiste », il n'osera plus signer l'acte de condamnation de ses confrères soviétiques « empoisonneurs » sans se déconsidérer à ses propres yeux, même si Béria ne s'était par chargé de réfuter brutalement ses « erreurs ».

Quelle impression d'ensemble retire-t-on de la médecine soviétique en parcourant ce document ? Avant tout celle d'un effroyable gaspillage d'énergie humaine et d'un anéantissement de toute pensée scientifique libre. Si le nombre des médecins augmente de façon constante en U.R.S.S., on ne peut en dire autant de leur valeur professionnelle ; on sent à chaque page la fragilité de ce monde totalitaire, construit avant tout sur la violence. Voilà le résultat de trente années d'industrialisation inhumaine et de militarisation démente, dans toutes les branches de l'économie soviétique. Il faut espérer que la génération russe qui suivra voudra jouir plus pacifiquement des fruits d'une industrialisation nécessaire, mais trop accélérée, et que les éminentes qualités d'intelligence et de dévouement des médecins russes leur permettront enfin, sans fanatisme national, de reprendre la place de premier plan qu'ils méritent et qui fut la leur, même sous le tsar.

On ignore en effet en Occident que, dès le début du siècle, la médecine des « zemstvos », véritable médecine municipale, fut une médecine sociale, faite de désintéressement et de compétence relative, alors que le secteur privé était réservé à quelques personnalités des grandes villes. Ce n'est donc pas la « socialisation » de la médecine qui est cause de sa mauvaise qualité ; c'est le résultat de la bureaucratisation du régime dans tous les domaines. Et c'est en remontant à une tradition russe ancienne et véritablement socialiste que la médecine de ce pays a des chances d'être à la hauteur de son immense tâche.

Quant à la naissance ou à la renaissance éventuelle d'une médecine dite « libérale », le développement actuel de la nouvelle société soviétique la rend fort improbable : les habitudes sont prises ; le système de soins collectifs (souvent incohérent ou insuffisant) est entré dans les mœurs ; le client ne concevrait plus guère de payer son médecin ; le médecin ne trouverait que difficilement le matériel indispensable à l'ouverture d'un cabinet de consultation moderne, à plus forte raison d'une clinique ou d'un appareillage radiologique. Un retour à des formes périmées ne paraît ni souhaitable ni possible.

Quel que doive être son avenir, la science médicale russe traverse une période bien sombre. L'absence de liberté de pensée étouffe tout progrès scientifique ; l'argument d'autorité impose à tous la « doctrine pavlovienne », qui n'a rien de commun avec la pensée véritable de Pavlov : ce savant, loin d'être le matérialiste naïf pour images d'Epinal que nous a dessiné un film soviétique, était en philosophie un idéaliste fortement attaché à la culture chrétienne. Mais, au cours de ces deux dernières années, les meilleurs savants ont eu beau défendre pied à pied leur probité scientifique et leurs idées, il leur a fallu bien vite (du plus petit au plus grand) revenir sur les bancs de l'école « pour y apprendre la grande doctrine nerviste pavlovienne », disent les textes officiels.

Citons la « confession » de l'un d'eux, *le Professeur Guinetsinski*, membre de l'Académie des Sciences médicales de l'U.R.S.S. :

...Je n'avais pas assimilé l'esprit de combat de la science soviétique qui monte la garde, protégeant la pureté de la conception matérialiste du monde, et je n'ai pas justifié la confiance qui m'avait été accordée en tant qu'adjoint du directeur de l'une des plus importantes institutions de physiologie de notre pays. C'est pour cela que j'estime équitable que mon nom soit cité dans le nombre de ceux qui ont porté préjudice au développement de l'enseignement de I.P. Pavlov...

En reconnaissant entièrement juste la critique à laquelle fut soumise durant la session mon activité pédagogique et scientifique, je voudrais assurer l'opinion scientifique que j'appliquerai tous mes efforts au remaniement de mon œuvre, de façon à ne pas répéter les fautes que j'ai commises dans le passé.

Voilà le ton habituel de la presse scientifique russe d'aujourd'hui, comme on avait pu le constater déjà à la lecture du numéro spécial d'*Europe*, consacré aux théories biologiques de Mitchourine et Lyssenko. La doctrine pavlovienne, imposée à tous les médecins comme discipline de base, revue et corrigée par le M.V.D., paraît être devenue le fondement philosophique (si l'on peut parler d'une philosophie policière !) du centralisme bureaucratique, et la justification « a posteriori » de tous les privilèges de ceux qui occupent le haut de la pyramide soviétique. Cette géniale découverte du cerveau de Staline restera le meilleur témoignage de la naïveté de nos dictateurs modernes, qui ne doutent de rien et mettent Dieu, la biologie et la physiologie dans leur poche. Le culte hystérique des hommes de science russes comme Pavlov fait partie de « la lutte idéologique qui se déroule sur le front physiologique entre les représentants de la science nationale et les savants réactionnaires d'Occident et d'Amérique. En termes clairs, la dictature russe, à bout d'arguments et peut-être à bout de course, en est réduite à faire appel au chauvinisme le plus extravagant, comme elle fit appel au cours de la « grande guerre patriotique » aux popes et à l'amour de la terre des ancêtres.

Tel est le climat dans lequel le médecin soviétique exerce sa profession.

Les conditions matérielles de cet exercice ne sont pas plus réjouissantes.

L'excès de bureaucratisation entretient dans tous les secteurs de l'activité professionnelle une confusion invraisemblable, qui devrait faire frémir par avance nos « planistes » occidentaux. Des psychiatres et des physiologistes recommencent leurs études, quels que soient leur âge, leurs titres et qua-

---

(1) *Dr I. Lazarévitch :* « La Médecine en U.R.S.S. », Les Iles d'Or, Paris 1953. (Préface du Dr Jean Paraf).

lités : on leur ingurgite les nouvelles données de la « science pavlovienne » ; les accoucheurs apprennent que la douceur et la persuasion atténuent les douleurs de l'enfantement, et donnent des leçons de maintien à leurs futures accouchées. L'organisation des hôpitaux et des polycliniques fait l'objet de remaniements perpétuels : heureusement les nouvelles circulaires ne sont souvent appliquées que sur le papier, car le médecin russe n'est pas plus bête qu'un autre. Après trente ans de « socialisme », on manque de lits dans les régions les plus diverses de l'U.R.S.S., même pour hospitaliser des cas urgents. Les sanatoria sont bondés : on en est réduit en bien des cas à ne garder les malades que deux ou trois mois, et à traiter des tuberculeux contagieux à domicile, en les reclassant dans le travail productif au plus vite. Parmi les multiples documents apportés par le *Dr I. Lazarévitch*, voici les instructions publiées en 1950, à l'intention des assistantes sociales :

Certains médecins bourgeois ont émis l'idée que le plus sûr moyen d'extirper la tuberculose est d'isoler les personnes atteintes, comme on le fait pour la lèpre. Or des mesures aussi radicales ne sont pas nécessaires, la grande majorité des tuberculeux pouvant continuer à se livrer à un travail socialement utile, tout en étant pratiquement sans danger pour les personnes qui les entourent, à condition qu'ils observent un minimum d'hygiène. D'autre part, l'isolement de tous les contagieux n'est pas possible ; *l'entretien dans les sanatoria de milliers de malades constituerait un lourd fardeau pour l'Etat.*

Telle est l'opinion de médecins « socialistes », pour qui « le capital humain est la plus précieuse richesse ». En fait les phtisiologues russes sont aussi avertis que ceux de chez nous ; de telles déclarations leur sont imposées d'en haut, pour suppléer à la rareté de la main-d'œuvre et à sa mauvaise qualité.

On « récupère » de même les invalides de guerre et les grands blessés :

L'expertise médicale du degré d'incapacité de travail est un des remarquables progrès à l'actif de l'organisation soviétique de la Santé publique. Elle était inconnue dans la Russie d'avant la Révolution, et elle le reste dans tous les pays capitalistes modernes...

Dans les conditions de la réalité socialiste, un homme qui a été reconnu inapte au travail pour une longue durée peut, au bout d'un certain temps, sous l'influence du milieu social, se sentir de nouveau capable de travailler.

L'expertise ne s'appuie pas sur des données strictement médicales, mais tient le plus grand compte des besoins en main-d'œuvre.

Les problèmes pratiques les plus terre à terre ne sont pas résolus par le lourd appareil de contrôle administratif qui coûte fort cher à la collectivité et ne fait qu'aggraver le désordre planifié, par des circulaires contradictoires ou inapplicables.

Les objets les plus nécessaires font souvent défaut. On se plaint à maintes reprises du piteux état du parc d'ambulances, du manque de pièces de rechange et de réparateurs qualifiés. Cette ambiance de « médecine de guerre » rappelle ce que nous avons connu en France sous l'occupation, en mille fois plus grave étant donnée l'étendue du pays, sa transformation à un rythme frénétique, la persistance d'un régime de terreur durant plusieurs décades. De même les plaintes affluent au sujet d'appareils de radio-diagnostic, livrés en mauvais état ou vite détraqués, qu'il faut mettre au rebut, faute de pièces de rechange ou d'entretien correct. Des instruments encore plus usuels, même dans les grandes villes, sont inutilisables (seringues, aiguilles, stérilisateurs). On manque souvent de coton, d'articles de pansement, de plâtres, de lunettes ; les médicaments les plus courants font défaut dans les grandes pharmacies, par suite de négligence administrative, de gaspillages ou de malversation.

Tous ces faits ne sont pas des assertions gratuites et malveillantes, mais sont écrits noir sur blanc dans la presse médicale soviétique. Il ne s'agit pas de cas isolés, mais d'une carence atteignant tout l'immense territoire de l'U.R.S.S. Ces critiques sont tolérées sur le plan local car, selon I. Lazarévitch, « de cette manière les faiblesses signalées peuvent être atribuées à des causes accidentelles ou à des responsabilités individuelles » ; dès que ça va vraiment trop mal, on a recours à quelque bouc émissaire, souvent très haut placé, ce qui explique la « fluidité » spéciale des classes soviétiques.

Le son de cloche de la presse technique est donc bien différent de celui des savants occidentaux, retour d'U.R.S.S. Qui doit-on croire ? La presse russe officielle ou les morceaux de bravoure de nos médecins « progressistes » ?

Il est certain que le lourd passé russe, l'effort intensif d'industrialisation, les destructions dues à la guerre ne permettent pas une condamnation trop sommaire de la réalité soviétique. Cependant il est indispensable à l'homme d'aujourd'hui de ne pas se payer de mots et de juger un régime selon ses œuvres. Le jugement sera sévère en ce qui concerne le régime stalinien, mais il ne sera juste qu'à condition d'offrir autre chose que les slogans d'une médecine réactionnaire et à condition d'aider à construire une société socialiste libre.

« Le difficile en effet, écrit Albert Camus (dans sa préface au récent livre de Rosmer), est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. Ce problème est justement le nôtre. »

Jean-Daniel **MARTINET**.

Où va la Russie ?

Un camarade qui a été de longues années en Russie à l'époque immédiatement post-révolutionnaire a bien voulu répondre aux questions que nous lui posions sur l'avenir de la Russie.

— *Faut-il s'attendre au cours des prochaines années à des conflits intérieurs en Russie ?*

— Précisons d'abord que, contrairement à ce qui a été dit dans la *R.P.*, Boulganine ne doit pas être considéré comme l'homme des militaires, c'est un homme du Parti ; de même Béria est un homme du Parti ; ils ne représentent donc pas au sein du gouvernement les administrations dont ils sont les chefs. Il faut, au contraire, beaucoup plutôt considérer l'actuelle coalition gouvernementale comme une coalition des hommes du Parti, comme un effort suprême du Parti pour conserver le pouvoir, car la disparition de Staline, en diminuant le prestige du parti, rend plus à craindre les nouvelles forces qui sont déjà apparues et qui peuvent tendre à s'emparer du pouvoir.

— *Quelles sont ces forces ?*

— Elles sont au nombre de deux : 1° celle des « économistes », c'est-à-dire de tous ceux qui s'occupent, sous des formes diverses, de la production

et des échanges, et qui, même lorsqu'ils sont membres du Parti, se trouvent génés dans leur besogne propre par l'interférence de tous les « préfets » et « sous-préfets » (secrétaires de cellules, de rayons, de soviets, etc.), qui ont le pas sur eux et qui constituent un monde totalement séparé de celui des « économistes » ;

2° celle des militaires, auxquels les succès de la guerre ont procuré une popularité considérable (à Joukov notamment), et qui, eux, portent tous des noms vraiment « russes » (ni juifs, ni géorgiens, ni etc...).

Par contre, l'arrivée au pouvoir du M.V.D. n'est pas à envisager, car la police est tellement haïe et méprisée par toute la population qu'il lui serait absolument impossible de se maintenir comme groupe dirigeant de l'Etat.

Par ailleurs, la coalition d'hommes du parti qui constitue actuellement le gouvernement ne peut durer longtemps, étant donné l'immoralité foncière qui a toujours prévalu au sein des milieux dirigeants bolcheviks et qui fait que chacun ne pense jamais qu'à torpiller les autres, et par tous les moyens.

— Résumons donc. Ce que vous prévoyez est, en somme, d'une part et d'abord, une lutte d'hommes pour la prééminence, une lutte entre individus, entre ceux-là qui sont présentement les dirigeants du Parti et de l'Etat ; d'autre part, et cela peut-être à plus longue échéance, une lutte des économistes, ou des militaires, ou des deux, contre le Parti afin d'instituer le pouvoir de leur groupe à la place de celle du Parti.

— C'est exactement cela. J'ajoute que si ce sont les économistes qui triomphent, l'élimination du pouvoir du Parti pourra se faire en douce, sans même peut-être qu'il y ait dans les apparences quelque chose de changé ; au contraire, si ce sont les militaires qui procèdent à l'opération, celle-ci se fera probablement avec beaucoup plus d'éclat et de douleur.

— Encore une question, sur un autre sujet : que pensez-vous des Chinois, et qu'en pensent les Russes eux-mêmes ?

— Les Chinois sont le peuple le plus intelligent et le plus travailleur que je connaisse. Avec cela, on va loin !

Et c'est là également l'opinion des Russes.

Je me rappelle qu'à une époque où l'Entente était encore très active contre la révolution russe, j'exprimais mes craintes devant un ingénieur russe, un ingénieur de la vieille époque, formé au temps du tzarisme. Celui-ci me répondit aussitôt que la Russie n'avait rien à craindre des puissances occidentales. C'était un autre peuple qui lui faisait peur. — « Qui ça ? Les Allemands ? » — « Non ! pas plus les Allemands que les Français ou les Anglais. » — « Qui alors ? » — « Les Chinois. Car eux seuls sont capables de peupler les territoires qu'ils nous prendraient. Tout autre envahisseur, n'importe lequel des peuples européens est peut-être susceptible d'entrer en Russie, mais il s'y perdra. »

Et de fait, lorsque j'étais en Extrême-Orient soviétique (la province située entre le Baïkal et le Pacifique), il y avait dans cette région plusieurs centaines de milliers de Chinois, malgré toutes les interdictions qui leur étaient faites de franchir la frontière, contre à peine un million et demi de Russes ; dès que vous aviez besoin de quelque chose, quoi que ce soit, vous trouviez toujours un Chinois, et seulement un Chinois, pour vous le procurer. Si le rideau de fer était là aussi abaissé, si le Chinois pouvait entrer librement en Russie, tout cet Extrême-Orient sibérien serait peuplé par les Chinois aussi vite que l'a été la Mandchourie.

R. L.

Le mensonge de la récente amnistie

Nous donnons ci-dessous d'importants extraits d'une étude détaillée sur la pseudo-amnistie récemment proclamée en Russie. Cette étude a été publiée par « La Réalité russe », bulletin établi par un groupe de camarades qui sont à l'opposé des gardes-blancs russes, tout en étant des adversaires lucides du régime stalinien. Malheureusement, l'abondance des citations de sources officielles sur lesquelles s'appuie cette analyse nous empêche de la reproduire complètement ; nous en extrayons le chapitre intitulé : « Ceux qui ne sont pas amnistiés » et les conclusions. Ceux de nos lecteurs qui voudraient lire le texte complet et connaître ainsi la description détaillée des catégories de détenus amnistiables peuvent s'adresser à « La Réalité russe », 26, rue Friant (pavillon B), Paris (14e).

Le décret sur l'amnistie promulgué à Moscou le 28 mars dernier est qualifié, dans de très nombreux journaux français, de « mesure de clémence », « large », « importante », « d'une ampleur immense ». Les appréciations diverses sur le nombre des détenus qui devraient être libérés varient dans des proportions qui vont des *milliers* aux *millions*. Cette mesure n'aurait pas eu de *précédent* sous le régime antérieur ; de là la tendance à conclure à une atténuation relative du régime terroriste.

Examinons non pas à travers des hypothèses mais en nous limitant uniquement aux stipulations du décret si ces commentaires correspondent à la réalité.

Le décret est formel sur un point :

Pravda (28-3-1953). — 7. *Ne pas appliquer l'amnistie aux condamnés à un terme de plus de cinq ans pour crimes contre-révolutionnaires, vols importants de la propriété socialiste, banditisme et meurtre prémédité* (1).

Ouvrons le « Droit pénal soviétique », par V.D. Menjaguine et Z.A. Vychinskaïa (Editions juridiques d'Etat, Moscou 1950), à la page 221 et suivantes et nous y trouverons des précisions permettant de savoir ce qu'on entend en U.R.S.S. par crimes contre-révolutionnaires.

Cet ouvrage donne (p. 225) comme définition l'article 58-1 du Ou. K.R.S.F.S.R. abréviation de Code pénal de la R.S.F.S.R. :

Est considéré comme contre-révolutionnaire tout acte tendant à renverser, saper ou affaiblir le pouvoir des soviets ouvriers et paysans et des gouvernements ouvriers paysans que ceux-ci ont élus en se basant sur la Constitution de l'U.R.S.S. et les Constitutions des républiques alliées et autonomes, ou à saper ou affaiblir la sécurité extérieure de l'U.R.S.S. et les conquêtes fondamentales économiques, politiques et nationales de la révolution prolétarienne.

En raison de la solidarité internationale des intérêts de tous les travailleurs les mêmes actes sont considérés comme contre-révolutionnaires également quand ils sont dirigés contre tout autre Etat de travailleurs, même s'il ne fait pas partie de l'U.R.S.S.

Il faut considérer la grande extension de faits que permet de frapper cet article ; il suffit que *l'acte tende*, qu'il s'agisse seulement d'affaiblir le

(1) Tous les passages soulignés ont été mis en évidence par la « Réalité Russe ».

pouvoir ou la sécurité extérieure, *les conquêtes fondamentales*, les conquêtes *nationales*.

Ce texte a encore été étendu par l'article 58-4 cité pp. 234 et 235 qui précise la définition de crimes contre-révolutionnaires portant atteinte à la sécurité extérieure de l'U.R.S.S. Voici ce passage :

Aide par n'importe quel moyen à la partie de la bourgeoisie internationale, qui ne reconnaissant pas l'égalité de droits au système communiste se substituant au système capitaliste, tend à son renversement, ainsi qu'aux groupements sociaux et organisations subissant l'influence ou directement organisés par cette bourgeoisie pour pratiquer une activité hostile contre l'U.R.S.S.

Il est de notoriété publique grâce aux témoignages multiples de personnes déplacées et de quelques rares anciens déportés politiques rescapés que cette dernière formulation a permis de condamner tous ceux qui faisaient partie des restes de groupements politiques, sociaux ou religieux actifs, ou en avaient fait partie autrefois, ou étaient *soupçonnés de sympathiser* avec ces groupements. Le nombre de ces hommes et femmes, selon les témoignages cités, est considérable ; leur proportion est grande ; leur valeur morale est énorme. *Est-il conforme à la réalité alors, bien que le décret exclut ouvertement, nettement ces détenus de l' « amnistie », de qualifier celle-ci de large, d'importante, de lui attribuer une ampleur immense*, en minimisant le fait que ne se trouvent pas amnistiés les délits d'opinion ?

Il faut souligner les précautions qu'apportent sur ce point les *Izvestia* (28-3-53) :

Tout en amnistiant les gens qui ont commis des crimes ne présentant pas de grand danger pour l'Etat et qui par leur attitude consciencieuse ont démontré qu'ils avaient droit à revenir à une vie de travail honnête, l'Etat soviétique simultanément châtie les ennemis du peuple, les suppôts contre-révolutionnaires, les vols importants de la propriété socialiste, le banditisme et l'assassinat prémédité.

Ainsi donc la « pseudo-amnistie » fait soigneusement la distinction entre les adversaires d'opinion antistalinienne et ceux qui, dans les camps, ont fait les stakhanovistes, les entraîneurs au travail et les mouchards des autorités.

En raison de l'élasticité des motifs d'accusation, le groupe des condamnés pour délit d'opinion n'est pas simplement formé de survivants des élites mais bien d'une catégorie d'êtres humains méritant d'être pris en considération non seulement à cause de leur valeur morale, mais *aussi à cause de leur nombre*. Il va de soi que dans ces conditions la « pseudo-amnistie » *ne mentionne nullement* les condamnés politiques qui ont terminé leur peine et qui demeurent emprisonnés.

Parmi les non-amnistiés il y a l'important contingent des ex-prisonniers de guerre, *sujets russes*. Voici grâce à quel artifice juridique leur est octroyée la qualification de criminel contre-révolutionnaire. Ouvrons le « Droit soviétique pénal militaire » du professeur Tchkhivadze (Editions juridiques du Ministère de la Justice, Moscou 1948) à la page 427. Il y est traité à l'article 22 des « Dispositions sur les crimes de militaires », parmi les motifs d'inculpation il y a la « sdatcha v plen », le fait de se laisser faire prisonnier. En l'examinant à côté d'autres crimes de militaires, le manuel dit que ces crimes « par leur danger social sont équivalents à la trahison de la Patrie ». Déjà l'article 22, page 428, entraîne « la peine suprême : être fusillé et voir ses biens confisqués ». Ainsi donc les ex-prisonniers de guerre sujets russes qui sont encore dans les camps n'y survivent que grâce à la clémence du gouvernement stalinien. Mais si on leur applique l'équivalence de « trahison de la Patrie », il faut consulter l'article 58-1a exposé dans le premier manuel, page 228, dans la rubrique des crimes contre-révolutionnaires.

Article 58-1a. — *La trahison de la Patrie, c'est-à-dire les actes commis par les citoyens de l'U.R.S.S. au détriment de la puissance militaire de l'U.R.S.S., de son indépendance en tant qu'Etat ou l'intégrité de son territoire, tels que : espionnage, divulgation d'un secret militaire ou d'Etat, passer du côté de l'ennemi, s'enfuir à l'étranger ou s'y évader par avion sont châtiés par la mesure suprême de la sanction pénale ; être fusillé, tous les biens étant confisqués ; au cas de circonstances atténuantes, privation de liberté pour dix ans avec confiscation de tous les biens.*

Ainsi donc crime contre-révolutionnaire puni de plus de cinq ans d'emprisonnement et, par conséquent, non amnistié.

A ce groupe humain très important par son nombre, il faut ajouter les membres des familles des soldats évadés à l'étranger et n'ayant pas dénoncé ceux-ci. Là encore, crime non amnistié en raison de son caractère contre-révolutionnaire et de la gravité de la peine. Voici le texte cité, toujours d'après la même source, page 229 :

Article 58-1v. — *Dans le cas d'une fuite ou d'une évasion en avion à l'étranger d'un militaire, les membres majeurs de sa famille, s'ils ont contribué en quelque façon à la trahison qui se préparait ou qui s'est accomplie, ou si tout au moins ils en avaient connaissance, mais ne l'ont pas signalée aux autorités, seront châtiés de privation de liberté pour un terme à partir de cinq ans jusqu'à dix ans avec confiscation de tous les biens.*

Ne seront pas amnistiés non plus les militaires coupables de ne pas avoir signalé une trahison ou une tentative de trahison. Le texte précis à la page 229 dit :

58-1 g. — *La non-dénonciation d'une trahison qui se prépare ou qui est accomplie par un militaire entraîne une privation de liberté de 10 ans...*

Comme l'article 58-1 est très élastique il s'applique facilement aux écrivains, aux savants, aux artistes qui créent suivant des pensées non conformes à la ligne du Parti, et refusent de se rétracter ; ils sont qualifiés de contre-révolutionnaires et sont assimilés facilement aux coupables selon l'article 54-4 (*aide par n'importe quel moyen à la partie de la bourgeoisie internationale...* voir plus haut).

Le manuel déjà cité de Menchagine et Vychinskaïa fixe leur sort de la façon suivante (p. 235) :

Pour autant que les actes décrits par les articles 58-3, 58-4 et 58-5 *du Code pénal de la R.S.F.S.R. lorsqu'ils sont commis par des* citoyens de l'U.R.S.S. *constituent des formes particulières de la trahison de la Patrie, la responsabilité pénale pour le fait de les avoir exécutés en étant des citoyens de* l'U.R.S.S. *doit, selon la règle, être déterminée par les articles traitant de la trahison de la Patrie* (art. 58-1 a ou 58-1 b du Code pénal de la R.S.F.S.R.).

Nous avons vu que ces deux articles entraînent la peine capitale ou, en cas de circonstances atténuantes, dix ans de privation de liberté. Voilà donc pourquoi le groupe des hommes demeurant fidèles à leurs vues artistiques, littéraires ou scientifiques ne sera pas amnistié non plus ; il en est de même des croyants qui dépassent les cadres des Eglises étatisées.

Passons maintenant à ceux qui ne sauront rien de l'amnistie parce qu'ayant à répondre de *vols importants de la propriété socialiste*. Il ne faut pas oublier que selon les témoignages de personnes déplacées, d'anciens prisonniers de guerre allemands, de Juifs ayant quitté la Russie par application de l'accord Sikorsky il est pratiquement impossible à un paysan ou à un ouvrier russe de vivre en ne touchant que son salaire, tellement celui-ci est pitoyable. Le vol sévit donc à l'état endémique, ce qui est confirmé par la récente campagne de la presse *officielle* sur la vigilance. Mais comme le décret stipule que seuls les *vols importants* ne seront pas amnistiés, force est de voir, toujours suivant le manuel cité, à quel moment un vol est considéré comme important en Russie. Mais voyons d'abord quelles sont les peines correspondant aux vols de la propriété « socialiste », p. 270 et 271 ; il s'agit du texte de l'oukaze du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. du 4 juin 1947 « De la responsabilité pénale pour vol de la propriété étatique et collective » :

1. *Le vol, l'appropriation, la dilapidation ou tout autre vol de biens de l'Etat sont punis par la détention dans un camp de travail correctif pour un*

terme de 7 à 10 ans *avec confiscation des biens ou sans confiscation.*

2. *Le vol de biens de l'Etat lorsqu'il y a récidive, ainsi que le vol commis par un groupe organisé (bande) ou dans des proportions importantes sont punis par la détention dans un camp de travail correctif* pour un terme de 10 à 25 ans *avec confiscation des biens.*

3. *Le vol, l'appropriation, la dilapidation ou tout autre vol de biens kolkhoziens, coopératifs ou tout autre bien collectif sont punis par la détention dans un camp de travail correctif pour un terme* entre 5 et 8 ans *avec confiscation des biens ou sans confiscation.*

4. *Le vol des biens kolkhoziens, coopératifs ou tout autre bien collectif, commis en récidive ainsi que ceux exécutés par un groupe organisé (bande) ou dans de grandes proportions sont punis de détention dans un camp de travail correctif pour* un terme de 8 à 20 ans *avec confiscation des biens.*

Comme aucun de ces articles ne prévoit de peine inférieure à 5 ans, *aucun ouvrier ou paysan russe réduit au vol par la misère ne sera purement et simplement libéré* ; dans le meilleur cas certaines peines seront réduites de moitié.

Examinons à présent à quelles règles juridiques correspond le terme de *vols importants* utilisé par le décret. L'ouvrage mentionné expose dans les pages 283 et suivantes un chapitre intitulé : « Vol de biens de l'Etat ou de collectivités avec circonstances aggravantes ». Il y est dit :

Parmi les circonstances aggravantes l'oukaze du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. du 4 *juin* 1947 *classe : 1) la récidive du vol ; 2) l'exécution du vol par un groupe organisé (bande) ; 3) les grandes proportions du produit volé.*

Par vol en récidive, il faut entendre un vol qui n'est pas commis pour la première fois ; aussi sera vol en récidive un vol commis pour la seconde *fois, pour la troisième, etc.*

Généralement les vols commis par les ouvriers se réduisent à un morceau de charbon, une bobine de fil, une poignée de grains, mais pour représenter un complément de salaire, ils doivent être répétés à quantité de reprises : ces détenus seront donc jugés comme récidivistes et leur cas n'est pas amnistiable parce que considéré, selon le texte de l'oukaze, comme vol important.

Voyons d'après un exemple relatif à la récidive une illustration de l'importance des vols visés. Le manuel dit à la page 285 :

Si au contraire le criminel a volé par exemple quelques sacs de seigle kolkhozien et pour la seconde fois une machine à écrire dans une institution d'Etat, le second vol doit être désigné suivant l'article 2 de l'oukaze du 4 juin 1947 *prévoyant le vol en récidive de biens de l'Etat.*

Rappelons que dans un pareil cas la peine est de 10 à 25 ans et qu'un pareil détenu n'aurait droit à aucune réduction de peine.

Quant à la conception du vol en groupe le manuel cité dit, p. 286 :

L'assemblée plénière du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. dans son arrêté du 19 *mars* 1948 *« De l'application des oukazes du 4 juin* 1947 *» signalait qu' « il faut considérer comme groupe organisé ou bande un groupe de deux ou plus de personnes qui se sont au préalable organisées pour accomplir un ou plusieurs crimes.*

Ainsi deux camarades d'atelier qui se sont entendus pour sortir trois ou quatre journaux d'une imprimerie, selon les termes juridiques officiels, constituent une *bande* et leur cas n'est pas compris dans les stipulations de l'amnistie.

Une précision du manuel indique que la conception de *grandes proportions* ne doit pas seulement être interprétée au point de vue quantitatif, mais également selon la valeur particulière du produit volé et là encore la rigueur d'appréciation, conséquence d'un niveau de vie extrêmement bas, est grande. Voici le texte de l'ouvrage mentionné, p. 288 :

Il faut entendre par vol commis dans de grandes proportions *également le vol d'un bien d'Etat ou bien collectif qui a une* valeur considérable *dans telle ou telle autre condition* (*par exemple* vol de carburant, *vol de grains en période de semis, etc.*).

Remarquons bien que la notion de quantité n'intervient pas en pareil cas ; aussi les nombreux paysans qui, au printemps, au moment des semailles et aussi de l'épuisement des provisions individuelles, emportent une poche pleine de grains, commettent un vol important ; s'ils travaillent dans un sovkhoze ils encourent de 10 *à* 25 *ans* de détention : l'amnistie est refusée de droit aux détenus de ces catégories.

De même les nombreux chauffeurs qui pour compléter leur salaire misérable prélèvent un demi-litre d'essence consommée par eux-mêmes ou vendue pour remplir des briquets aux termes du manuel commettent un vol important ; pour eux, *pas d'amnistie non plus.*

L'amnistie est refusée aux criminels coupables de *banditisme.* Mais on entend par banditisme en Russie des faits qui sont tout autrement qualifiés en Occident. C'est ainsi que les « basmatches », c'est-à-dire les guérilleros nationalistes d'Asie centrale ont toujours été désignés comme des bandits. Il en est de même des paysans ayant résisté à la collectivisation ; mais aujourd'hui encore lorsque l'on veut confisquer les quelques ares de terrains dont des kolkhoziens ont arrondi leur piteux enclos individuel, les autorités ont vite fait de les assimiler aux bandits. Il est possible de trouver une trace à ce sujet dans notre source habituelle, manuel précité, p. 451 :

Au cas où une résistance *est faite contre le représentant de l'autorité par une bande armée (par exemple à l'occasion de l'arrestation de bandits) pareille* résistance *doit être considérée comme* banditisme.

Les lois russes considèrent comme bande des groupements très restreints et ne se préoccupent pas de ce que les armes peuvent être rudimentaires. Le manuel cité dit, p. 252 :

...Pour qu'il y ait bande il faut qu'y participent au moins deux personnes. *Le caractère armé d'une bande présuppose qu'au moins un des membres soit armé* (le caractère de l'armement dans ce cas n'a pas d'importance).

La simple volonté d'organiser une résistance groupée suffit pour entraîner l'accusation de banditisme. L'ouvrage de référence dit, p. 252 :

Pour qu'il y ait banditisme accompli, du point de vue objectif *suffit le seul fait de l'organisation d'une bande armée, même si cette bande* n'a exécuté aucune attaque.

C'est à la suite de pareilles dispositions draconiennes qu'un grand nombre de paysans (ceux coupables de résistance à la collectivisation ont *vingt* ans de détention) sont *en principe* exclus de l' « amnistie ».

Quant au meurtre prémédité, rappelons que dans cette catégorie même les enfants dévoyés *de* 12 *ans* appartenant à cette catégorie de détenus ne seront pas amnistiés. La présence de pareils enfants est confirmée par le manuel cité à la page 91 :

Conformément à l'arrêté du Comité central exécutif des Soviets et du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. daté du 7 *avril* 1935 *les personnes âgées* à partir de 12 ans *ont à répondre suivant le Code pénal pour avoir commis,* a) *des vols ;* b) *des violences ;* c) *des blessures ;* d) *des mutilations et* e) *des meurtres et tentatives de meurtre.*

Conclusions

Il faut examiner l'argumentation qui voit dans la présente pseudo-amnistie un symptôme de grand changement politique en raison de ce qu'elle serait un acte « sans précédent » en Russie. Ceci est contraire aux faits : le tsarisme dans sa dernière période a proclamé au moins deux amnisties : une fin 1905 et une en 1913 à l'occasion du tricentenaire de la dynastie des Romanov. Ces amnisties s'étendaient à *certaines catégories de politiques.* A l'époque elles provoquèrent l'indignation générale en raison de leur caractère restrictif. Mais l'amnistie de 1953 va beaucoup plus loin : *elle exclut nommément tous les politiques* (au cours

des dernières dizaines d'années, *il n'y a pas eu* de condamnation politique inférieure à cinq ans).

Au cours des premières années du pouvoir des Soviets, jusque dans les années 30, il y a eu *dix-sept* amnisties. Elles sont restées *théoriques* ; les naïfs, qui se sont présentés aux autorités, ont été immédiatement arrêtés.

Mais la pseudo-amnistie actuelle n'est encore, elle aussi, pour le moment que sur le papier ; il n'y a pas *une seule donnée officielle ou officieuse sur le nombre des amnistiés* ; voici un mois qu'elle est annoncée, il n'y a pas, dans *la presse officielle*, une ligne nommant une prison ou un camp entrouvert.

Parmi les amnisties précédentes, trois d'entre elles au moins s'étendaient à des condamnés politiques ; la cinquième amnistie de 1921 s'appliquait « aux personnes qui participèrent comme soldats aux organisations militaires des gardes-blancs » (voir la Grande Encyclopédie Soviétique, vol. 2, p. 493 (1926) ; la quinzième s'étendait « aux soldats des armées blanches » ; la neuvième, en 1923, devait *officiellement* et théoriquement amnistier » les participants à l'insurrection de Cronstadt ». Ce sont là des adversaires politiques. Rien de pareil dans l' « amnistie » 1953.

Résumons en reprenant l'analyse ci-dessus :
Demeurent dans les prisons et les camps :
Tous les coupables de *délits d'opinion* politiques, scientifiques, religieux ; tous les *résistants* politiques, sociaux, nationaux, ouvriers et paysans; les enfants criminels dévoyés par la misère ; *les ex-prisonniers de guerre* coupables d'avoir été prisonniers.

Voient leurs peines réduites ou sont *même simplement libérés :* les antisémites, les faux monnayeurs, les escrocs, les trafiquants, les coupables de viols, les sexuels brutaux profitant de leur situation privilégiée, les pédérastes, les voleurs de biens privés, les falsificateurs de poids et mesures, les distillateurs clandestins, les excitateurs de mineurs aux crimes, les « hooligans », les petits délits militaires, les coupables de petites absences au travail, *les directeurs responsables d'accidents, les violateurs de la législation du travail*, les abus de pouvoir, les concussionnaires, *les juges prévaricateurs, les tortionnaires.*

Ainsi restent en prison les hommes généreux ; voient atténuer leurs peines les délinquants bénins ou les criminels crapuleux ne visant pas le régime; sont libérés les technocrates et les bourreaux qui en présence de l'énormité de leur atrocité ont été condamnés pour la forme.

D'Elisabeth à Elisabeth

L'approche du couronnement de la nouvelle reine d'Angleterre a appelé l'attention sur cette institution bizarre et changeante qu'est la monarchie britannique. A une époque où les trônes s'écroulent comme des châteaux de cartes et où les salons des hôtels « fashionable » d'Europe sont hantés par des résidus d'anciennes cours, par des « rois en exil » couverts d'ans, la monarchie britannique demeure un objet de louanges, de snobisme et d'adoration. Les vieux et solides républicains du siècle dernier, les Payne, les Bradlaugh, les Dilke et les Carlyle, se retourneraient dans leurs tombes s'ils voyaient le déluge de courtisanerie qui remplit, en cette année de grâce de 1953, la terre, la mer et, plus encore, l'air. Est-ce que cette orgie de loyalisme forcené est le prélude d'un nouvel âge « élisabéthain », comme le proclament ses protagonistes ? Ou bien est-ce simplement que, dans la société tout comme dans la nature, le cygne chante plus fort lorsqu'il va mourir ? En tout cas, et quel que puisse être l'avenir, il peut être en ce moment intéressant de revoir brièvement l'évolution subie au cours de l'histoire par la monarchie britannique.

L'époque de la grandeur

C'est l'habitude, actuellement, de comparer l'aube du soi-disant âge « élisabéthain » qui aurait commencé, je présume, en 1952, à l'arrivée au trône de la seconde Elisabeth, avec le prétendu « âge d'or » de la première Elisabeth, la Tudor, dont le nom et le règne tirent leur lustre des grands hommes qui vécurent à cette époque et des grands mouvements qui s'y produisirent. Il est triste et désagréable de constater que les seules critiques que l'on entende faire, sur une comparaison aussi superficielle, proviennent d'Ecosse et qu'elles tournent autour de cette chose si peu importante que la première Elisabeth fut, en fait, la dernière reine d'Angleterre qui n'ait point occupé en même temps le trône d'Ecosse. Ce n'est vraiment là qu'une différence insignifiante. Les caractères de l'Angleterre élisabéthaine sont dus à des conditions d'un caractère infiniment plus profond que le simple fait que la première Elisabeth était d'origine galloise, tandis que la seconde est de descendance écossaise.

Ce moment d'histoire que fut l' « âge d'Elisabeth » tire sa gloire et son originalité de ce qu'il fut l'âge des pionniers, l'époque des « commencements ». La plupart des constituantes caractéristiques de l'empire britannique moderne datent de cette époque (1558-1603) : cela s'applique à l'empire britannique lui-même qui débuta alors, simultanément, par l'Irlande, l'Amérique et l'Inde ; cela s'applique à la flotte britannique qui ne devint qu'à ce moment une réalité, avec Drake et la défaite de la Grande Armada espagnole (1588) ; cela s'applique également au capitalisme britannique qui ne commença, lui aussi, à fonctionner efficacement qu'après la défaite de l'Espagne et la formation simultanée des Compagnies de l'Inde orientale et de la baie d'Hudson dont l'objet était de commercer respectivement avec l'Orient et le Nouveau Monde ; enfin, dans un domaine fort différent, c'est à cette époque que la littérature anglaise moderne prit forme avec Shakespeare et ses contemporains, cependant que la philosophie et la science anglaises modernes débutaient avec Bacon et Harvey. Quelles que puissent donc être la gloire et les réussites qui sont réservées à l'époque de la seconde Elisabeth, elles ne peuvent être manifestement de même ordre que celles de l'élisabéthain original, et, en conséquence, toutes les comparaisons entre les deux époques faites autrement que par besoin de rhétorique sont sans aucun fondement.

A un autre point de vue également, le règne d'Elisabeth I diffère grandement de celui d'Elisabeth II. Car la première Elisabeth fut le dernier monarque anglais qui « gouverna » aussi bien qu'il « régna » ; comme ses prédécesseurs, les autres Tudor, elle fut, en fait, sinon en nom, un autocrate, un monarque absolu qui pouvait, en certaines occasions, accepter gracieusement de prendre conseil de son loyal Parlement, mais qui, d'ordinaire, ne se sentait nullement dans l'obligation de le faire.

Ses successeurs Stuart, Jacques Ier et Charles Ier

étaient des hommes de faible envergure, pratiquement insignifiants : « après nous le déluge » ! Sous eux, les forces montantes du puritanisme, du républicanisme et du capitalisme naissant de la « Cité » de Londres se combinèrent pour balayer l'absolutisme monarchique en même temps que la vieille société féodale, au cours de la « Grande Rébellion » de 1642-60, cette révolution « bolchevique » d'où devaient émerger la Grande-Bretagne actuelle et ses institutions. Le balai de Cromwell, Bonaparte britannique, fit place nette. C'est depuis cette date qu'est inscrite dans la constitution et également pratiquée dans les faits cette règle que le roi « règne mais ne gouverne pas » — situation, pouvons-nous ajouter, dont le seul fait de l'envisager aurait suffi à frapper d'apoplexie cette emportée d'Elisabeth Tudor et son terrible père Henri VIII.

Le temps du mépris

Depuis lors, la monarchie anglaise a essayé à deux reprises de s'évader de la cage dorée dans laquelle l'oligarchie whig, successeur de Cromwell, la tenait enfermée. Mais au cours de la « glorieuse révolution » de 1688, comme elle s'appela elle-même, les whigs brisèrent la tentative du catholique Jacques II de restaurer l'absolutisme de ses prédécesseurs prérévolutionnaires, cependant que dans le siècle suivant, la tentative faite par George III de dompter l'Amérique afin de dompter ensuite l'Angleterre et de la ramener à l'absolutisme monarchique rata du premier coup, les « tuniques rouges » anglaises s'étant effondrées sous les salves des « résistants » américains et devant la tranchante logique de Thomas Payne.

Depuis cet échec de George III et de ses satellites pour reconquérir le « premier empire » de la Grande-Bretagne, son empire d'Amérique, la monarchie britannique a consisté essentiellement à servir d'enseigne, de figure de proue au vaisseau de l'Etat. Il convient d'ajouter que jusqu'aux dernières décades du XIX[e] siècle, cette figure fut de moins en moins populaire. Les articles consacrés à la mort des derniers rois de la maison de Hanovre seraient aujourd'hui l'objet de poursuites s'ils paraissaient, mettons, dans le *Daily Worker*, l'actuel quotidien communiste : « Pour l'immense majorité de ses sujets, le roi défunt (Guillaume IV) était un objet à la fois de pitié et de mépris, et d'autant plus grand était le mépris que plus grande était la pitié. » Ou ce jugement, encore plus dur : « S'il existe dans les Iles britanniques un seul homme ou une seule femme qui ait eu un mot de regret pour le défunt roi (George IV), son nom ne nous est pas encore parvenu. » Or, ces deux « éloges » de la monarchie britannique parurent dans... les augustes colonnes du *Times !* On conviendra que beaucoup d'eau a coulé dans la Tamise depuis le temps où ce pilier de la « respectable » société livrait à la postérité des appréciations aussi subversives.

Même encore en 1838, l'ambassadeur russe à Londres saluait le couronnement de la jeune Victoria de cette réflexion mélancolique qu'elle était destinée à être la dernière de la longue et glorieuse lignée des monarques britanniques. De fait, la cour resta extrêmement impopulaire jusqu'aux environs de 1870. Lorsque Charles Bradlaugh proclamait que les rois de la maison de Brunswick n'étaient que « de petits bonshommes à la poitrine constellée de décorations », il exprimait très exactement l'opinion de la plupart des « radicaux » britanniques de l'époque.

La royauté, symbole de l'empire

C'est l'arrivée de l'impérialisme qui délivra la monarchie de sa fâcheuse situation. Cela vers 1870. A partir de ce moment la monarchie britannique fut féodale dans sa forme, mais impérialiste dans sa substance. Depuis le jour où Disraëli, le vrai fondateur du culte britannique moderne de la monarchie, couronna Victoria comme impératrice des Indes (1875), jusqu'à aujourd'hui, la monarchie tire son importance du fait qu'elle est le symbole en titre du culte de l'empire. Comme telle, elle a fait un nouveau bail avec la vie. La classe dirigeante et expérimentée des tories qui gouverne la Grande-Bretagne n'est pas aussi folle que semblent parfois le croire ses critiques. Derrière la façade féodale du couronnement et des superstitions archaïques qui l'entourent, se tiennent des faits solides tant économiques que politiques. La monarchie moderne est essentiellement une institution bourgeoise. Ce malin et cynique aristocrate qu'était feu le marquis de Salisbury, premier ministre tory aux alentours de 1900, résuma parfaitement le changement survenu dans le caractère de la monarchie britannique, au cours de son oraison funèbre de la reine Victoria (1901). Après avoir dit qu'il croyait bien comprendre à la fois l'aristocratie et le prolétariat, il déclara n'avoir, par contre, aucune connaissance de la « grande bourgeoisie », mais, ajouta-t-il, lorsque je désirais savoir ce que pensait cette classe, « j'allais le demander à Sa Majesté, et jamais elle ne se trompa ».

Ajoutons, incidemment, que l'immense fortune personnelle de l'actuelle dynastie paraît bien provenir de spéculations faites d'après les règles strictes des affaires. Un détail, mais qui est bien également un signe de bourgeoisie.

Quel avenir a maintenant la monarchie ? Est-ce que la jeune Elisabeth sera réellement, à la différence de la jeune Victoria, la dernière de la dynastie ? Il est difficile de le prédire, du fait que, ainsi que nous l'avons ailleurs remarqué, « l'histoire des changements révolutionnaires en Grande-Bretagne n'est jamais qu'une histoire de reflets. Toutes les révolutions anglaises ont *commencé* effectivement en dehors de l'Angleterre ». Cependant, les tendances générales de notre époque et le présent déclin de l'empire britannique ainsi que son adoption de formes plus démocratiques sont de mauvais augure pour l'avenir de la monarchie britannique. Il est probable qu'en 2053, celui qui sera alors président des « Etats-Unis britanniques », muni d'un parapluie et couvert d'un chapeau melon, présentera très peu de ressemblance avec l'attirail médiéval de l'actuel couronnement, son huile sainte, ses carrosses dorés et sa couronne d'or.

C'est tout au moins ce que peuvent espérer ceux qui croient à l'évolution des formes politiques tout autant qu'à celle des formes biologiques.

F. A. RIDLEY.

« Comment pouvons-nous considérer notre temps comme une époque utilitaire? C'est une époque d'un romanesque infini. Les trônes s'écroulent, les couronnes sont offertes comme dans un conte de fées, et les êtres les plus puissants du monde, hommes et femmes, étaient il y a quelques années à peine des aventuriers et des exilés. »

DISRAELI.

Lettre d'un socialiste argentin

La dictature qui sévit en Argentine devient plus tyrannique et son caractère nazifasciste plus évident. L'apparence démocratique qu'elle cherche à conserver par l'appareil électoral n'est qu'un masque destiné à l'extérieur et fait pour contenter aussi une partie de la population qui, comme partout ailleurs, s'accommode d'une dictature tant qu'elle lui permet de manger et de s'amuser.

La situation économique devient chaque jour plus difficile ; le coût de la vie augmente et le chômage s'étend. Pour parer à cette situation, qui est la conséquence des grosses erreurs commises (industrialisation forcée, dépeuplement des campagnes, bureaucratie et inflation), Peron a lancé une campagne de répression de l'agio. La stabilisation des prix est obtenue par la persécution policière des petits commerçants. La presse annonce journellement les arrestations, et la population est invitée à dénoncer toute infraction. Une propagande très habilement menée a permis de dévier sur ce bouc émissaire l'inquiétude qui s'emparait de la population qui craint le chômage, le manque de certains aliments (viande, farine, fruits, etc.) et l'hiver qui s'approche.

Peron, menacé aussi par une crise de palais (le prétendu suicide de son beau-frère, Juan Duarte, son secrétaire privé, qui vivait intimement avec lui en est la preuve ; personne ne croit au suicide), a lancé une nouvelle vague démagogique. La C.G.T., son instrument politique, absolument asservie organisa le 15 avril une grande manifestation d'adhésion à Peron. Tous les employés — depuis les professeurs jusqu'aux balayeurs — furent obligés d'y assister, soumis à l'appel. Son discours fut, comme toujours, une attaque violente de l'opposition (privée de tout moyen d'expression et d'action). Deux bombes éclatèrent au milieu du discours. Une dans un souterrain, une autre dans une maison en réparation. Il y eut cinq morts et de nombreux blessés causés par la panique.

A ceux qui demandaient des représailles, le président répondit : « Allez-y vous-mêmes ». Ce fut l'ordre. Une bande d'incendiaires se dirigea vers la Maison du Peuple où il y avait, à ce moment-là, quelques employés de bureau et le secrétaire du parti socialiste, Dr. Ramón Muñiz. Ils forcèrent la porte et mirent le feu à l'imprimerie et à la librairie situées dans le sous-sol et au rez-de-chaussée. Dès les premiers coups de feu des assaillants, le secrétaire avertit le chef de police. On lui demanda si l'incendie avait commencé. Les pompiers, envoyés à 8 heures du soir, ne commencèrent leur travail qu'à 5 heures du matin pour protéger les maisons voisines ; la police laissa faire tranquillement les assaillants. Le secrétaire du parti, ceux qui travaillaient dans la maison (entre autres neuf femmes) durent s'enfuir par les toits quand tout le rez-de-chaussée était en flammes.

La destruction a été totale. L'imprimerie (très bien équipée, mais interdite depuis près de six ans — nos publications se faisaient dans d'autres ateliers très difficilement obtenus à cause de la surveillance policière), la librairie, les salles de conférences et surtout la « Biblioteca Obrera Juan B. Justo », fondée il y a près de soixante ans, et qui compte plus de 100.000 volumes et des collections complètes de journaux et revues ayant trait au mouvement ouvrier en Amérique latine, tout a été détruit d'une façon qui démontre un travail technique et non un travail improvisé par une quelconque bande. Il ne reste que les murs noircis et décrépits.

La même bande attaqua dans la nuit le siège des autres partis d'opposition (radicaux et conservateurs). Mais aucune destruction n'est comparable à celle de la Maison du Peuple ! Le Jockey Club, club aristocratique, propriétaire des champs de course, fut aussi attaqué, en grande partie brûlé. Sa collection fort belle de tableaux (des Goya, des Velasquez, des Renoir, des Degas, etc.), et sa bibliothèque presque entièrement brûlés. Ces actes de sauvagerie de style nazi, — car il y eut dans les rues des bûchers de livres, tableaux, papiers, etc. — furent protégés par la police, et les pompiers n'intervinrent que pour sauver les maisons voisines. La vague de violence et de terreur a continué les jours suivants par l'arrestation de tous ceux qui, devant ces attentats, faisaient montre d'indignation. Leurs photos et leurs noms furent publiés par tous les journaux.

La police a fabriqué de toutes pièces un procès contre les soi-disant terroristes qui auraient placé les bombes ; ce qui lui a permis d'emprisonner de nombreuses personnes, dont quelques-unes très éloignées de ces événements. L'ancien secrétaire du parti socialiste J. A. Solari, poursuivi depuis près de deux ans, est tombé entre ses mains, ainsi que le Docteur Carreira, avocat défenseur de nombreux camarades, et le docteur Palacios. En ce moment, nous vivons sous la menace de perquisitions et d'arrestations. L'imprimerie où se faisait le dernier numéro de *Nuevas Bases* (notre organe officiel) a été perquisitionnée, le journal saisi ainsi que le manifeste du Premier Mai.

Depuis l'avènement de Peron toute commémoration publique du Premier Mai est interdite, exception faite pour la C.G.T., qui en a fait une mascarade d'adhésion à la politique gouvernementale. La dernière manifestation a été une grande concentration devant la « Casa Rosada », siège du pouvoir exécutif. Dans son discours, Peron a attaqué violemment l'opposition et les U.S.A. en la personne de Braden, ambassadeur à l'époque de la première campagne présidentielle. Il a menacé tout le monde, surtout les pays étrangers dont les journaux parlent du chaos argentin. Il a dit textuellement : « Je vous demande de me laisser agir. N'agissez plus d'une façon collective, parce que cela permet de dire que nous vivons dans le désordre et qu'ici il n'y a pas de gouvernement. Je vous le demande, camarades, n'allez plus brûler, ne faites plus ces choses. Quand il faudra brûler, c'est moi qui me mettrai à votre tête pour aller brûler. Mais alors, si c'est nécessaire, l'histoire rappellera le plus grand incendie que l'humanité a allumé jusqu'à nos jours « (*sic*). Cette reconnaissance explicite de sa complicité dans les incendies dont nous parlons se passe de commentaires.

La situation actuelle du parti socialiste est la suivante : nous conservons de nombreuses maisons du Peuple dans les provinces et nos locaux et bibliothèques de quartiers. La perte matérielle de notre siège central est énorme, mais notre parti s'est resserré, s'est ressaisi. Tous le efforts de désagrégation faits par l'ex-socialiste Enrique Dickmann, son fils et une clique de traîtres et d'opportunistes ne nous ont pas affaibli, bien au contraire. Le parti socialiste reste toujours à la tête de l'opposition par sa critique inlassable des erreurs du gouvernement, qui conduit le pays à la ruine, et par sa lutte continuelle pour la défense des libertés démocratiques.

POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT D'

ANDRÉS NIN

C'est en ce mois de juin que tombe le dix-septième anniversaire de l'assassinat en Espagne d'Andrés Nin, secrétaire politique du P.O.U.M., première victime de la répression de la Guépéou contre le mouvement ouvrier révolutionnaire hors des frontières russes. La tactique qui fut appliquée par la suite, sur une grande échelle, dans toutes les « démocraties populaires », c'est en Espagne qu'elle fut d'abord essayée, contre le P.O.U.M. en général, et contre Andrés Nin et beaucoup d'autres militants en particulier.

On n'a pas déterminé de façon certaine les circonstances concrètes de l'assassinat de Nin, car il fut réalisé exclusivement par des agents russes ; d'où l'impossibilité d'obtenir des renseignements précis. Leur chef, le général Orlov, fut exécuté à son retour en Russie, certainement avec ses agents qui avaient eu pour mission en Espagne d'arrêter et d'exécuter Andrés Nin.

Un livre récent, dû à un ancien membre du bureau politique du parti communiste espagnol, vient confirmer maintenant, dans ses grandes lignes, ce que l'on savait ou supposait au sujet du crime. Dans ce nouveau récit, viennent s'ajouter des détails sur les tortures auxquelles fut soumis Nin dans la prison d'Alcala de Henares (aux environs de Madrid) afin de lui arracher des déclarations. Indépendamment des détails, qui peuvent avoir été imaginés par l'auteur pour essayer de se disculper tardivement de sa complicité dans l'assassinat, la déclaration de ce pseudo-repenti vient confirmer le fait qu'Andrés Nin fut assassiné par les agents de la Guépéou au service d'Orlov, et qu'avant de perdre la vie, il fut terriblement torturé. On le soupçonnait déjà, mais on n'en possédait aucun témoignage.

Pour expliquer sous quelle forme, et situer dans quel climat s'effectua cette première répression de la Guépéou hors de Russie, nous reproduisons ci-dessous une partie d'un travail écrit au mois d'octobre 1937 dans la prison de Valence par Juan Andrade, camarade et ami intime d'Andrés Nin.

•

Depuis longtemps, la presse adverse, celle du parti communiste, avait déchaîné une campagne effrénée contre le P.O.U.M., dont Nin était le secrétaire politique. Et c'est contre Nin que se cristallisait la haine. Un journal communiste de Lérida écrivait le 11 mai 1937 : « ...il faut exterminer Nin et son petit groupe d'amis... ». Et c'est dans le même sens, encore qu'en termes différents, que s'exprimaient d'autres journaux du même bord. Systématiquement se préparait une machination. L'attention de la persécution politique se concentrait sur Andrés Nin, parce qu'on songeait déjà à son extermination physique. L'intensité de la campagne avait crû dans des proportions terrifiantes dans le même temps qui précéda les *journées de mai*, mais après celles-ci elle atteint au paroxysme. On avait le sentiment d'un péril grave et permanent, car il apparaissait que cette situation ne pouvait aboutir qu'à un dénouement fatal. Voyons avec quelques détails comment fut préparé le crime et comment il se déroula.

La répression acharnée qui suivit les *journées de mai* obligea les camarades les plus en vue d'adopter quelques élémentaires mesures de sécurité personnelle. Les camarades qui militaient dans le P.S.U.C. (parti communiste catalan) pour le service de notre parti nous transmettaient des informations alarmantes et nous avertissaient qu'il existait un projet d'attentat contre les membres du Comité Exécutif du P.O.U.M. Les camarades qui nous approchaient intimement nous pressaient de prendre sans perdre de temps le minimum de précaution nécessaire à la protection de notre vie. Ces sollicitations, appuyées sur les renseignements de source sûre, conduisirent les membres du comité exécutif à se résoudre à ne plus manger ni dormir à leurs domiciles respectifs. Nous nous installâmes à l'hôtel Virreina où l'on mit en état, à notre intention, les lits de l'ancienne domesticité de cet aristocratique hôtel de la Rambla. Une camarade fut chargée de préparer nos repas ; le soin de notre protection fut confié à des camarades éprouvés, et l'on adopta toutes sortes de mesures préventives.

Selon la décision qui avait été prise, les membres du comité devaient éviter les contacts publics avec le parti, vivre en commun à l'hôtel Virreina, et y travailler tout le jour. Mais la consigne fut bientôt rompue, comme il arrive toujours en pareil cas. D'abord parce que certains camarades du comité exécutif estimaient qu'il n'y avait danger que pour quelques-uns et que les autres pouvaient s'affranchir de telles précautions. Pour ces derniers, c'est à peine s'ils modifièrent leur mode de vie. Quant à nous autres, nous ne fûmes que pendant une quinzaine de jours contraints de suivre le sévère régime qui avait été décidé ; les nécessités du travail politique quotidien mirent un terme à notre isolement, et nous nous remîmes à assumer directement les tâches du parti. Cependant, les réunions quotidiennes de la direction du parti avaient toujours lieu à la maison de la Virreina.

Le 16 juin 1937, à 8 heures du matin, eut lieu, comme à l'accoutumée, la réunion du comité exécutif. Je crois me souvenir que deux questions seulement y furent traitées : la procédure à suivre pour obtenir le droit de publier *La Batalla* et l'attitude que devait adopter le directeur dans le procès qui aurait lieu le lendemain contre lui, en tant que directeur de notre organe quotidien. Sur le premier point, on adopta des décisions concernant les moyens légaux que nous mettrions en œuvre pour obtenir l'autorisation de publier un nouveau quotidien en remplacement de celui qui avait été suspendu ; d'autre part, le directeur exposa la thèse qu'il pensait soutenir au cours du procès.

La décision de nous établir en permanence à l'hôtel Virreina n'ayant pas été respectée, comme je l'ai dit, la majorité d'entre nous, après les réunions du comité exécutif — qui se terminaient chaque matin aux environs de 11 heures — allait travailler dans les bureaux du local du

parti, où de nombreux camarades attendaient toujours notre arrivée. D'ordinaire Nin et moi quittions ensemble le palais de la Virreina et nous faisions à pied ce court trajet. Vers ce temps-là un stand avait été installé près du local du comité exécutif pour la vente des livres de l'*Editorial Marxista*. Nous nous y arrêtions un moment pour demander comment marchait la vente ; puis nous pénétrions au numéro 10 de la Rambla de los Estudios et nous nous installions dans nos bureaux pour continuer notre tâche.

Le 16 juin, il y avait quatre à cinq jours que nous ne faisions plus notre promenade accoutumée de l'hôtel Virreina au domicile social du comité exécutif. Le médecin m'avait, en effet, ordonné pour ma santé, quelque peu atteinte par le surmenage, un traitement par piqûres, et, depuis quelques jours, je me rendais directement, après les réunions, à la clinique du Secours Rouge de notre parti. Ce jour-là, comme je retournais à notre local — il était une heure moins le quart — je rencontrai ma compagne et deux camarades qui m'attendaient sur le chemin, en des points stratégiques, pour éviter que, dans l'ignorance de ce qui s'était passé, j'entrasse naïvement au numéro 10 de la Rambla de los Estudios et fusse également arrêté. En hâte ils me communiquèrent les faits. Aux environs de onze heures et demie de la matinée deux officiers de notre parti s'étaient présentés dans le bureau de Nin. Ils avaient à lui parler d'urgence « sur un sujet très important ». Ils expliquèrent rapidement de quoi il s'agissait. Quelques minutes auparavant, tandis qu'ils prenaient de la bière dans un bar de la Rambla Canaletas, un individu s'était approché d'eux — ils surent ensuite que c'était un agent de police — en leur demandant s'ils appartenaient au P.O.U.M. ; sur la réponse affirmative de nos camarades, l'individu en question leur dit qu'il était agent de police et que, conjointement avec deux de ses collègues qui étaient assis à une table du bar, il avait reçu l'ordre d'arrêter le comité exécutif du P.O.U.M. au local auquel ils allaient se rendre aussitôt. Ils en informaient nos camarades officiers pour qu'ils pussent le faire savoir immédiatement. En grande hâte ils informèrent Nin de cette communication ; malheureusement notre regretté camarade l'accueillit avec scepticisme, plaisanta même en la répétant à quelques-uns des camarades qui se trouvaient dans le local, et continua son travail.

Midi n'avait pas encore sonné lorsque trois agents de police se présentèrent en effet au local du comité exécutif. Ils avaient ordre de procéder à quatre arrestations : celles d'Andrés Nin, de Pedro Bonet, de Gorkin et de Juan Andrade. Seuls Nin, Bonet et Gorkin se trouvaient dans le local. Les policiers pénétrèrent directement dans le bureau de Nin, qui était le plus proche de la porte d'entrée. Ils lui présentèrent l'ordre dont ils étaient porteurs et en vertu duquel ils devaient le conduire à la Jefatura de Policia (local de la direction de la police). Confiant, Andrés Nin n'offrit pas la moindre résistance. Il profita des quelques minutes, qu'avec une parfaite correction les agents lui accordèrent, pour donner à son secrétaire quelques instructions concernant le travail en cours. J'ai la quasi-certitude que Nin croyait qu'il s'agissait simplement d'une détention de quelques heures. Pendant ce temps l'alarme était donnée à travers tout le local. Gorkin eut le temps de se mettre en lieu sûr, de même que Bonet, membre du comité exécutif, qui se trouvait également dans son bureau, au secrétariat administratif du parti, à trois mètres à peine de celui de Nin.

Ma compagne, en m'avertissant de ce qui s'était produit, me fit savoir aussi que les autres membres du comité exécutif étaient déjà rassemblés à l'hôtel Virreina et qu'ils me cherchaient pour prendre des décisions. Je m'y rendis. Je crois que tous s'y trouvaient déjà. Bientôt des camarades de confiance commencèrent à nous apporter de nouvelles informations, qui nous donnèrent immédiatement à entendre qu'il s'agissait d'une répression d'une grande envergure. On désigna des délégations pour faire quelques démarches. L'une d'elles se mit, en notre nom, en relations avec le Comité Régional de la C.N.T. et avec le Comité Péninsulaire de la F.A.I. L'impression qu'elle en retira fut franchement alarmante. La répression était de proportions extraordinaires et les dirigeants anarcho-syndicalistes, qui se trouvaient en mesure de connaître la portée qu'elle allait avoir, en étaient effrayés et ne savaient faire autre chose que de compatir à notre sort de victimes propitiatoires. Les dirigeants du mouvement libertaire usèrent d'un langage énigmatique, se refusèrent à donner des précisions, et la gravité de la situation ne nous en apparut que plus clairement.

D'heure en heure se dévoilait l'extension de la répression. A 4 heures de l'après-midi nous fûmes informés que ma compagne avait été arrêtée en même temps que celle de Gorkin, à laquelle elle était allée rendre visite ; et c'est ainsi qu'au cours de toute cette après-midi et des premières heures de la nuit nous parvenaient des informations concernant de nouvelles arrestations et perquisitions. La principale tâche que nous dûmes assumer fut la mise en route de l'appareil illégal du parti. Des commissions exceptionnelles furent nommées pour les différents travaux ; on adopta les précautions indispensables de sécurité personnelle.

La nouvelle la plus surprenante, comme aussi la plus alarmante, que nous apporta l'après-midi fut qu'Andrés Nin avait été emmené en automobile dans la direction de Murcie sous la garde de policiers. Oui, c'est bien le nom de Murcie qui fut d'abord prononcé ; dans la suite, on sut qu'il avait été conduit à Madrid. Cette nouvelle soulignait la gravité de la répression ; son intensité dépassait ce que nous avions pensé. On ne pouvait savoir que peu de chose par les centres officiels ou officieux, et ceux qui auraient pu nous donner des renseignements tremblaient à la seule idée que leur indiscrétion pût être découverte ; aussi refusaient-ils de parler.

Après une journée d'intense activité, nous allâmes dormir dans une maison que des camarades avaient trouvée, quelque temps auparavant, pour les membres du comité exécutif, et qui était tenue pour sûre. La police s'y trouvait déjà lorsque nous arrivâmes pour nous coucher et les agents n'eurent qu'à nous inviter à les suivre ; ils nous avaient cherchés toute la journée, et nous, naïvement, nous nous jetâmes entre leurs mains. A une heure du matin, nous étions quelques-uns de plus à pénétrer dans les locaux de la Jefatura de Policia de Barcelone.

Je ne m'étendrai pas sur le sort qui fut réservé aux membres du comité exécutif ; c'est un point de peu d'intérêt et d'ailleurs hors de propos. Transportés de Barcelone à Valence, puis à Madrid, nous fûmes, dans ces deux villes, enfermés dans des locaux séparés. Partout, dès que s'entre-bâillait la porte, nous demandions à nos gardiens ce qu'il était advenu de Nin. Personne ne répondait à notre question, mais le silence était déjà une réponse assez suspecte. Nous ne pûmes parvenir à aucune certitude, comme aussi bien la vérité n'a pu depuis se faire jour entièrement sur l'odyssée et la mort d'Andrés Nin.

On a pu cependant savoir l'essentiel de cette effroyable tragédie.

Nin fut emmené de Barcelone en automobile, le 16 juin 1937 à quatre heures de l'après-midi ; il était gardé par des agents russes de la Guépéou et par des agents madrilènes du parti communiste. On ne peut affirmer que la caravane se soit arrêtée à Valence ; mais il est certain qu'elle poursuivit son voyage jusqu'à Madrid. Dans la capitale, on enferma le prisonnier à la « Tcheka » secrète du Paseo de la Castellana (on appelait « Tchekas », en 1937, les prisons clandestines qu'utilisait la Guépéou). Le surlendemain, on le transféra dans un hôtel particulier et isolé à Alcalá de Henares. Et le 22 juin, un groupe d'officiers russes et polonais de la brigade Orlov, alors de garnison à El Pardo, l'arracha de cette prison clandestine et l'assassina secrètement sans qu'on ait pu déterminer les circonstances exactes de sa captivité et de sa mort.

Nous n'examinerons pas en détail comment les instigateurs et les complices de ce crime tenteront de le couvrir en calomniant la victime. Lorsque la découverte du rapt sanglant les eut jetés dans leur propre piège, leur organe central, mettant le comble à l'impudence, put imprimer en manchette : « La fuite de Nin le bandit » (le directeur du journal était Jesus Hernandez). Mais cela aussi laissons-le de côté, car cela fait partie de l'histoire de la politique intérieure dans le temps qui va de ce mois de juin jusqu'à octobre 1937, et ce sont là des pages honteuses ; rares, très rares furent alors les consciences qui ne se laissèrent pas domestiquer par la corruption ou par la terreur. Il nous faut cependant rappeler ici que d'autres devaient suivre le même chemin que Nin. La vague de protestations indignées qui s'éleva alors dans tout le monde prolétarien indépendant suspendit momentanément la main des bourreaux. Son action décidée devait sauver quelques vies, mais il était trop tard pour sauver Andrés Nin.

Nin avait-il la sensation précise que sa vie était en danger et que, depuis longtemps, on tramait sa mort ? Je crois pouvoir répondre par l'affirmative. Il connaissait assez les procédés de la Guépéou, les faits et gestes de ses agents à travers l'Europe et la haute valeur qu'ils lui attribuaient, à lui, comme à un ennemi de la bureaucratie soviétique et internationale. Aussi Andrés éprouvait-il toujours dans une certaine mesure le sentiment du danger que courait sa vie. Mais en même temps, il se reposait sur la certitude presque absolue que les procédés tchékistes ne pouvaient être appliqués en Espagne et il ne croyait pas non plus qu'on aurait assez d'audace pour affronter le scandale qu'un attentat contre lui ne pourrait manquer de produire.

Nin avait pour Victor Serge une estime extraordinaire. Bien qu'éloigné de l'Espagne, celui-ci sentait battre le pouls de la révolution et en annonçait l'évolution, les différentes étapes. Déjà dans la période qui précéda le 19 juillet 1936, la correspondance de Serge avec Nin avait toujours été très abondante. A partir de la révolution, leurs relations épistolaires acquirent à peu près un caractère de « lettres ouvertes ». Les lettres étaient adressées personnellement à Andrés, mais elles étaient saturées de conseils et d'avertissements pour tous ses amis intimes. Chaque lettre de Serge était un cri d'alarme, était une lucide mise en garde ; il exprimait sans cesse son angoisse devant la possibilité d'une catastrophe. Il prodiguait les avertissements à ses amis qui se trouvaient au centre de la lutte, et nous prévenait du déchaînement de la vengeance stalinienne.

Je me souviens parfaitement qu'en me les donnant à lire, Nin accompagnait presque toujours ces lettres d'une expression dans le genre de celle-ci : « Victor a raison ; il faudra prendre des précautions ». Mais il oubliait aussitôt ce qu'il venait de dire et continuait de mener sa vie habituelle. Il ne revenait sur ce thème que lorsqu'un camarade le lui rappelait ou qu'un ami étranger y faisait allusion. Le travail intense que nous imposait la révolution nous faisait perdre la notion exacte de ce qui se passait et nos yeux ne voyaient pas se tisser la trame du crime. C'étaient les camarades étrangers, ceux qui étaient venus lutter à notre côté qui, de loin en loin, se chargeaient de nous ramener à la réalité, dont nous avions assez tendance à nous écarter.

Il serait cependant injuste de dire que Nin n'avait pas conscience du rôle politique qu'en Espagne et dans le monde entier jouent les agents de la Guépéou. Il prévoyait même le degré de violence où atteindrait la campagne. Dans la procédure contre le comité exécutif du P.O.U.M. figure une déclaration où il rappelle que, dès le moment de son départ du Conseil de la Généralité, il savait tout ce qui devait arriver au P.O.U.M. Les faits confirmèrent ses prévisions, mais à coup sûr il ne supposait pas que les choses iraient jusqu'à son assassinat clandestin. Il croyait trop en la bonté humaine...

Juan **ANDRADE**.

J'ai été témoin à Barcelone

« Avec un certain nombre de camarades j'ai connu l'expérience amère d'un retour à Barcelone, pour y trouver que le POUM avait été supprimé en mon absence. Par bonheur, j'ai été prévenu juste à temps pour avoir pu filer, mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Tout milicien du POUM qui descendait du front à cette époque-là avait le choix entre se cacher immédiatement ou être immédiatement jeté en prison. Une réception vraiment agréable après trois ou quatre mois de front en première ligne ! La raison de cela était évidente : l'offensive sur Huesca venait de commencer, et le gouvernement craignait probablement que si les miliciens du POUM venaient à apprendre ce qui se passait, ils ne refusassent de marcher. Personnellement, je ne crois pas d'ailleurs que la fidélité des miliciens eût été ébranlée. Mais, en tout cas, ils avaient droit à connaître la vérité. Il y a eu quelque chose d'inexprimablement odieux dans ce fait d'envoyer des hommes au combat (quand j'ai quitté Sietamo, la lutte était engagée et déjà les premiers blessés, acheminés vers les ambulances, étaient cahotés sur les abominables routes) en leur cachant qu'au même moment, derrière leur dos, leur parti était supprimé, leurs chefs dénoncés comme traîtres, et leurs amis et parents jetés en prison. »

.. ..

« ...L'élimination du POUM est un signe avant-coureur de l'attaque imminente contre les anarchistes. Ce sont eux les ennemis que les communistes craignent réellement... Le seul espoir qui reste en ce qui concerne la révolution, et probablement aussi la victoire dans la guerre, c'est que la leçon leur serve et qu'ils soient décidés et prêts à se défendre avant qu'il ne soit trop tard. »

George ORWELL.

(**Extraits d'un article reproduit dans la *R.P.* du 25 septembre 1937.**)

A propos du livre de Rosmer

MOSCOU SOUS LENINE

Les lecteurs de la *R.P.* ont déjà lu dans le numéro d'avril l'avant-propos et la conclusion de l'ouvrage de Rosmer. Ils savent déjà que ce livre est un récit, un « long rapport », selon l'expression de l'auteur, sur les séjours qu'il fit en Russie soviétique de 1920 à 1924, au moment des premiers congrès de l'Internationale Communiste et du congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Mais dans quelle mesure, au cours de ces mêmes années, pouvait-on discerner les symptômes plus ou moins visibles du commencement de la ruine de ces mêmes espoirs nourris par les révolutionnaires de tous les pays du monde ?

Rosmer se défend de vouloir imposer à ses lecteurs quelque opinion que ce fût. Il se limite à son récit, j'allais écrire à son reportage. Il ne cherche pas à violenter le lecteur pour lui faire



Rosmer parle au nom de l'Internationale communiste, lors des funérailles de Kropotkine. (Moscou, 13 février 1920, cimetière des Novodievitchi.)

(Photographie extraite d'un recueil publié à Berlin en 1922 par la Confédération anarcho-syndicaliste. Ce document, qui nous est obligeamment prêté par l'Institut Français d'Histoire Sociale, fait partie du fonds P. Delesalle.)

Ce qu'ils ont certainement remarqué, c'est ce passage de l'avant-propos où Rosmer rappelle l'importance extraordinaire de la Révolution russe pour les militants qui, pendant la guerre de 1914-1918, avaient résisté au nationalisme :

« Pour les révolutionnaires de ma génération qui ont répondu à l'appel de la Révolution d'Octobre, ces années ont laissé en eux une empreinte profonde. Nous avons touché alors le plus haut de nos buts ; la foi internationaliste que nous avions gardée intacte durant l'entre-massacre des prolétaires trouva sa récompense quand surgit la nouvelle Internationale ; les honteuses abdications de 1914 étaient vengées ; la République soviétique annonçait la société socialiste, la libération de l'homme. De telles époques s'inscrivent dans la mémoire pour n'en plus sortir. »

L'intérêt du livre de Rosmer c'est qu'il constitue un témoignage de première main sur des années d'espoir.

admettre « sa » vérité. Mais il pose la question, la question brûlante pour nous tous :

« Staline continue-t-il Lénine ? Le régime totalitaire est-il une autre forme de ce qu'on avait appelé la dictature du prolétariat ? Le ver était-il dans le fruit ?... »

Plus de trente ans ont passé. Mais l'Histoire de ces premières années n'est pas encore écrite. Il existe beaucoup de fragments, mais ils attendent d'être rassemblés pour former le tableau véridique de la marche triomphale du stalinisme.

Une chose est certaine : ceux qui, un jour, brosseront ce tableau, écriront cette Histoire, ne pourront pas ignorer le témoignage d'Alfred Rosmer.

⁂

Dans *Moscou sous Lénine*, Rosmer ne donne pas de réponse à la grande question qu'il pose. Il laisse à chaque lecteur le soin de se faire son opinion. Chacun doit donc, avec son optique parti-

culière et selon l'orientation de son esprit et de ses efforts dans le mouvement ouvrier, noter les points positifs et les points négatifs, dont la récapitulation lui permettra de dire si, oui ou non, le ver était dans le fruit.

Le livre vaut beaucoup par ce que Rosmer nous dit des hommes de la Révolution russe, Lénine et Trotsky au premier plan. « Lénine et Trotsky dominaient d'une tête les hommes de la Révolution d'Octobre. » (p. 88) Mais, précisément, à propos du livre de Lénine, *Le Communisme de gauche, maladie infantile du communisme*, il rapporte une réflexion singulière que lui fit le Belge War Van Overstraeten :

« Quel livre dangereux ! me dit-il ; avec Lénine, il n'y a pas de risque ; avec lui la manœuvre servira toujours la classe ouvrière, et le compromis sera toujours conclu dans son intérêt ; mais songeons aux jeunes communistes, — et même à certains qui ne sont plus très jeunes, — sans expérience ni pratique des batailles ouvrières... Ils ne prendront dans ce manuel que l'accessoire, ce qui sera pour eux le plus facile et le plus commode ; ils négligeront le travail et l'étude. Ne possédant pas la base socialiste solide sur laquelle doivent s'ancrer manœuvres et compromis, ils seront portés à voir dans ceux-ci l'essentiel, une justification aisée de tous leurs actes. » (P. 81)

Cette réflexion de Van Overstraeten va plus loin et porte plus haut que la seule question des « compromis ». Elle peut tout aussi bien s'appliquer à la conception même du parti, ainsi qu'à la dictature du prolétariat : Ce qui paraissait admissible et même excellent avec Lénine et Trotsky le sera-t-il encore lorsque le pouvoir dans le parti et dans le pays passera en d'autres mains ?

Mais déjà, au deuxième congrès de l'Internationale communiste, il apparait que l'idylle nouée par les événements entre les bolchéviks et les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires s'achemine vers sa fin. Un autre curieux livre de Lénine, *L'Etat et la Révolution*, avait beaucoup contribué à ce rapprochement. Mais, en un certain sens, l'offensive antigauchiste de la *Maladie infantile* commença à démolir ce que *L'Etat et la Révolution* avait plus qu'ébauché. Ce furent Cronstadt et la N.E.P. qui firent le reste. Vint ensuite ce qu'on a très justement appelé la « bolchévisation » des partis communistes et des mouvements ouvriers. La mainmise du bolchévisme sur le mouvement révolutionnaire mondial constitua la préface du stalinisme.

Les syndicalistes révolutionnaires français qui constituaient la minorité de la C.G.T. n'avaient pas aimé la phrase fameuse de Lénine dans la *Maladie infantile* :

« Il faut savoir résister, consentir à tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, celer parfois la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir malgré tout la tâche communiste. »

Rosmer nous dit (p. 79) que cette phrase ne choqua nullement les délégués présents à Moscou lorsqu'ils la lirent pour la première fois. Il n'en fut pas de même ici. Ah ! ce « celer la vérité », qu'est-ce qu'il nous fit mal, et qu'est-ce qu'il nous fit comme mal ! Les dirigeants réformistes de la C.G.T. en firent une utilisation forcenée. Ça n'avait pas été très malin, en fait de tactique, de leur donner gratuitement une telle arme. Ils purent ainsi tenter de renverser les rôles. Les syndicalistes minoritaires ne comprirent pas du tout qu'ils pussent avoir quoi que ce soit à dissimuler dans la bataille ouverte qu'ils menaient pour ramener la C.G.T. dans la voie tracée par ses origines et par son action. C'étaient bien plutôt les dirigeants réformistes qui manœuvraient, rusaient et mentaient. La phrase de Lénine leur permit de nous attribuer leurs propres méthodes. Et nous nous demandions si ce n'était vraiment qu'une phrase malencontreuse, si ce n'était pas la révélation de tout un système. Trente ans après, est-il permis de se demander s'il n'y avait pas, dans cette phrase, un petit bout du ver ?

Les militants syndicalistes s'attacheront particulièrement, c'est compréhensible, à tout ce qui touche à la question syndicale dans le livre de Rosmer. A son tout premier contact avec le Comité exécutif de l'Internationale Communiste, Rosmer note un accrochage à propos d'une résolution sur la question syndicale dont Radek donne lecture. Le texte de Radek « mentionnait en bloc la trahison des chefs syndicalistes pendant la guerre ». Pardon ! rétorqua Pestaña, les dirigeants de la C.N.T. espagnole n'ont nullement trahi. Et Rosmer de rappeler que les militants des I.W.W. d'Amérique n'avaient pas trahi non plus. Mais c'est de mauvaise grâce que Radek modifia son texte. Et Rosmer note qu'il n'avait rien compris à leurs protestations. (P. 61)

On lira aussi avec intérêt, pp. 120-121, le désaccord avec Zinoviev à propos d'un appel aux ouvriers de tous les pays et aux ouvriers britanniques en particulier.

∴

Mais l'attention se fixera surtout sur les syndicats russes.

« J'allais chaque jour — écrit Rosmer p. 134 — aux bureaux de la C.G.T. russe où un local était réservé au Conseil International provisoire des Syndicats rouges. Là il n'y avait ni luxe ni trace de luxe d'aucune sorte : l'extrême pauvreté, le minimum de ce qu'il fallait pour pouvoir travailler. Peu ou pas de chauffage, surtout une terrible odeur de soupe de poisson qui imprégnait tout l'immeuble : seul menu, semble-t-il, de la cantine. Les syndicats étaient malgré tout les parents pauvres, non qu'on ne leur attachât pas d'importance (ils allaient être bientôt le centre d'un des plus graves débats du Comité central et du parti) bien au contraire ; on leur avait réservé de grandes tâches dans l'édification de la société communiste. Mais l'accent restait tout de même sur le parti ; c'est lui qui avait la part du lion dans les ressources de la République, en hommes et en moyens. »

De grandes tâches sans hommes ni moyens !

Le « grave débat » sur la question syndicale dont parle Rosmer fut, en fait, provoqué par une grave crise économique due à la « survie du communisme de guerre » :

« Ce qu'on a appelé après la deuxième guerre mondiale la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix, mais qui aurait paru alors une expression bien ambitieuse, c'était le problème que la République des Soviets devait résoudre. L'heure était venue de desserrer l'étreinte. » (pp. 164-165)

Les syndicats russes occupaient une place prépondérante au Conseil suprême de l'économie, mais ils s'acquittaient mal de leurs tâches. Trotsky présenta au comité central un projet de modification de la structure syndicale. Il proposait d'adjoindre aux directions syndicales les militaires que l'Armée Rouge démobilisait. Tomsky et Riazanov s'opposèrent. Cinq tendances se constituèrent, qui se réduisirent à deux : Trotsky, Sapronov et Boukharine, contre les tenants du statu quo, que soutenait Lénine.

« On sut et on comprit plus tard que ce que Lénine reprochait à la proposition de Trotsky c'était, avant tout, d'être inopportune. Il avait en tête une autre solution, infiniment plus profonde, puis-

qu'elle modifiait la structure même de l'économie soviétique en plusieurs points essentiels, celle que le parti devait faire sienne quelques mois plus tard : la N.E.P. » (pp. 166-167)

« La discussion se prolongeait, le congrès du parti allait se réunir quand éclata le soulèvement de Cronstadt. Nouvelle terrible et d'abord incroyable... » (P. 167).

Ici, une question vient immanquablement à l'esprit. Si les syndicats russes n'avaient pas été les « parents pauvres », si le parti n'avait pas eu « la part du lion », si les syndicats avaient pu discuter eux-mêmes de leur structure et de leurs tâches, si les syndicats avaient eu la capacité économique, y aurait-il eu Cronstadt ?

La N.E.P. consista essentiellement à substituer « l'impôt alimentaire » aux réquisitions. Dans la brochure éditée en français à Pétrograd en 1921, Lénine écrivait :

« ...La situation politique au début de 1921 s'est trouvée exiger impérieusement et d'urgence des mesures immédiates, décisives et exceptionnelles pour améliorer la situation du paysan et pour développer ses forces productrices. »

Et Lénine poursuivait :

« Pourquoi du paysan, et non de l'ouvrier ?

» Parce que pour améliorer la situation de l'ouvrier, il faut avant tout du blé et du combustible (1)... »

Lénine considérait Cronstadt comme « l'expression la plus vive des fluctuations politiques » résultant de l'empirement de la situation économique, de « l'empirement extrême de la situation des paysans »... (P. 46 de la brochure).

Il aura donc fallu Cronstadt pour que les grands dirigeants bolchéviks, Lénine en tête, perçoivent l'extrême gravité de la crise économique. Le rapprochement des dates le prouve : soulèvement de Cronstadt, 2 mars 1921 ; article de Lénine annonçant la N.E.P., 21 avril 1921. Il n'entre dans cette constatation aucune animosité, aucun parti pris, simplement le désir de savoir ceci : est-ce que Cronstadt aurait été possible si les syndicats russes avaient accompli leurs tâches essentielles dans l'économie soviétique ? Est-ce que ce n'est pas dans leur impuissance de construire un régime économique que sombrent les révolutions politiques ?

Quant à cette prépondérance paysanne dans l'économie russe, elle nous ouvre des abîmes de perplexité : n'est-ce pas là que gît le plus gros bout du ver ?

∴

On retrouve les préoccupations syndicales dans le chapitre consacré par Rosmer au congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge. Mais il serait difficile d'admettre que ce congrès pût constituer un succès quant au rassemblement primitivement espéré des syndicalistes révolutionnaires du monde. Pestaña et Borghi, dont les organisations avaient adhéré d'enthousiasme à la « troisième », n'étaient plus là. Il y avait bien des délégués espagnols : Nin, Maurin, Arlandis, Ibanez et Leval, mais la C.N.T. ne devait se prononcer sur l'adhésion qu'après le congrès. L'Union syndicale italienne de Borghi n'était pas représentée. Quant à la nombreuse délégation française, elle se déclarait dans sa grande majorité hostile à la « liaison organique » entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge. Pourtant, et malgré cette opposition, après des débats animés et parfois violents (Dimitrov n'alla-t-il pas jusqu'à demander l'exclusion de la délégation française ?), la liaison organique fut déclarée par le congrès « hautement désirable ». Ce qui fit dire à Tommasi qu'en approuvant ce texte, il venait de signer sa démission de secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine. Ce seul fait montre assez que la grosse majorité des syndicalistes révolutionnaires français, quoique amis de la Révolution russe et dont certains étaient membres du parti communiste français, étaient opposés à toute formule de liaison permanente entre les organisations syndicales et les organisations communistes. Et cela irritait beaucoup Trotsky.

Ainsi que le « celer la vérité », cette liaison organique votée à Moscou constitua une des meilleures armes des dirigeants réformistes et les aida à perpétrer la scission syndicale en France ; elle pour premier résultat de diviser profondément la minorité du congrès de Lille. Et s'il est incontestable que les dirigeants réformistes de la C.G.T. furent les auteurs de la scission, il est non moins patent qu'ils furent aidés en cela par un esprit scissionniste de gauche si répandu qu'il triompha sans peine au congrès minoritaire de décembre 1921.

A trente ans de distance, il apparait bien que ce fut une grosse erreur d'avoir tablé sur un changement réel des dirigeants de l'Internationale Syndicale Rouge en demandant, au congrès constitutif de la C.G.T.U. à Saint-Etienne, la modification de l'article des statuts de l'I.S.R. relatif à la liaison organique, le fameux article onze.

Je n'en veux pour preuve que cet extrait d'un article publié en 1933 par Andrés Nin et que Rosmer reproduit fort opportunément page 257 de son livre :

« L'adoption de cet accord mit fin à nos différends avec le syndicalisme révolutionnaire français. La concession était, au fond, de pure forme. Immédiatement après le congrès fut formé un comité d'action comprenant des représentants des deux Internationales. L'expérience ultérieure des luttes ouvrières montra avec évidence la nécessité d'une collaboration des deux organismes. D'autre part, le processus de différenciation à l'intérieur du mouvement syndicaliste révolutionnaire s'accéléra. Les éléments sectaires retournèrent à leurs positions, adoptant une attitude hostile à la Révolution russe et à l'I.S.R. Tandis que ceux qui avaient su profiter des leçons de la guerre et de la révolution russe s'orientèrent vers le communisme... »

Je coupe ici la citation, car, avec la suite, il y a une césure de taille. Il apparait pour l'instant que les membres du congrès de Saint-Etienne furent quelque peu roulés... Et ce qui paraît grave, dans ce tour de passe-passe, c'est qu'il devait conduire la C.G.T.U. entre les mains des « bolchévisateurs ». Voici la suite de la citation de Nin :

« Enfin, spectacle édifiant, certains qui, comme Monmousseau, craignaient que l'I.S.R. attentât à l'indépendance du mouvement syndical français, devaient, peu après, convertir la centrale syndicale révolutionnaire en une simple annexe du parti communiste, provoquant ainsi un effondrement progressif de son effectif au bénéfice évident de la C.G.T. réformiste. »

On peut légitimement se demander si, dans l'incompréhension bolchévique du syndicalisme révolutionnaire français, il n'y eut pas aussi un petit bout du ver.

∴

J'ai usé un peu trop largement sans doute de la liberté grande laissée par Alfred Rosmer à ses lecteurs, et je ne puis plus maintenant dire ce que je voulais dire sur d'autres passages de son livre.

Ce livre, il faut le lire et le faire lire. C'est un excellent instrument pour mesurer la distance qui sépare l'antistalinisme d'un révolutionnaire de l'anticommunisme vulgaire dont les fonds secrets américains et patronaux tentent de nous submerger.

M. CHAMBELLAND.

(1) Le bois apporté par les attelages des paysans

Villages et municipalités

Une fois de plus, il a été unanimement constaté, en cette année 1953, que les électeurs, au village, votent en bien plus grand nombre pour choisir leurs conseillers municipaux que pour élire leurs députés et conseillers généraux.

On a constaté : on n'a rien expliqué.

Pourtant, il y a un siècle, Alexis de Tocqueville voyait déjà, très justement, dans cet empressement à voter (chaque fois qu'il s'agit du cadre restreint de la commune) une survivance des pratiques paroissiales sous l'ancien régime.

Nos derniers rois avaient réduit à presque rien le droit de la paroisse rurale à s'administrer elle-même. Seules persistaient des apparences d'autonomie et de formes démocratiques. Néanmoins les paysans y restaient obstinément attachés. « S'agit-il d'élire des officiers municipaux ou de discuter quelque affaire commune, la cloche du village appelle les paysans devant le porche de l'église : là, pauvres comme riches ont le droit de se présenter. **L'assemblée réunie, il n'y a point, il est vrai, de délibération proprement dite, ni de vote** ; mais chacun peut exprimer son avis et le notaire, requis à cet effet et instrumentant en plein vent, recueille les différents dires et les consigne dans un procès-verbal » (1).

L'assemblée paroissiale pouvait donc bien émettre des vœux, mais l'action autonome lui était interdite. D'ailleurs, même pour ce qui concernait les vœux, elle ne pouvait les formuler que si on le lui permettait puisque, pour se réunir, elle devait solliciter la permission de l'intendant. Même unanime dans ses projets, « elle ne pouvait ni s'imposer, ni vendre, ni acheter, ni louer, ni plaider, sans que le conseil du roi le permît... J'ai vu des paroisses demander au conseil le droit de dépenser 25 livres ».

L'assemblée paroissiale élisait son **collecteur** et son **syndic**, mais il y avait beaucoup de fiction dans cette pratique, car « il arrivait souvent que l'intendant désignait à ce petit corps électoral un candidat qui ne manquait pas d'être élu à l'unanimité des suffrages. D'autres fois il cassait l'élection spontanément faite, nommait lui-même le collecteur et le syndic et suspendait indéfiniment toute élection nouvelle. J'en ai vu mille exemples » (2).

Le collecteur et le syndic, au bas de l'échelle administrative, étaient devenus de simples fonctionnaires gouvernementaux et « le subdélégué les faisait obéir à ses moindres caprices ». Leur sort n'avait rien d'enviable et pourtant !... « Pourtant ces derniers débris de l'ancien gouvernement de la paroisse étaient encore chers aux paysans et, aujourd'hui même, de toutes les libertés publiques la seule qu'ils comprennent bien c'est la liberté paroissiale. L'unique affaire de nature publique qui les intéresse réellement est celle-là. Tel qui laisse volontiers le gouvernement de toute la nation dans la main d'un maître regimbe à l'idée de n'avoir pas à dire son mot dans l'administration de son village : **tant il y a encore de poids dans les formules les plus creuses !** »

Formules les plus creuses, en effet, mais pour lesquelles on continue néanmoins de se passionner. Car le fait est là : pas plus aujourd'hui qu'en 1780 il n'existe d'autonomie communale et il en est ainsi parce que, depuis des siècles, l'administration centrale la regarde comme dangereuse, voire comme très dangereuse.

Au temps de Tocqueville, on n'était pas encore très loin de 1789 et l'on se souvenait avec effroi — même dans des milieux libéraux — de l'action spontanée de certaines municipalités révolutionnaires qui d'elles-mêmes avaient innové et s'étaient substituées aux assemblées nationales et aux pouvoirs issus d'elles.

Dès le début de la lutte contre les suspects « les municipalités et la plupart des villes de Bourgogne **devancèrent** les décrets et, quand elles les connurent, en **étendirent** singulièrement les dispositions » (3).

A Paris, lors de la Fédération du 10 Août, ce furent les délégués des assemblées primaires, représentant les cantons de France, qui prirent l'initiative des mesures terroristes. Et ce qui frappe aussi, dit encore Louis Jacob « c'est la rapidité avec laquelle les mesures législatives, quand elles étaient populaires et adaptées aux circonstances, étaient adoptées, mises en vigueur et parfois **élargies** par les révolutionnaires des départements ».

Il y eut même mieux.

« Si l'insurrection du Midi put être écrasée, si les fédéralistes marseillais ne réussirent pas à donner la main aux fédéralistes lyonnais c'est que les sociétés populaires de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Nièvre, des Bouches-du-Rhône, du Gard, du Vaucluse et des Basses-Alpes avaient organisé la résistance montagnarde » en se groupant. Un authentique fédéralisme était né qui, s'emparant des communes, pénétrait « jusque dans les hameaux ». Il constituait une force autonome dont le Comité de salut public prit ombrage car l'ami d'aujourd'hui pouvait devenir l'ennemi de demain.

Plus tard, la réaction politique ayant triomphé, le pouvoir central se prémunit contre les conseils généraux et les conseils municipaux en les plaçant sous sa tutelle.

Enfin, la glorieuse Commune de Paris, par la crainte qu'elle inspira, renforça les tendances centralisatrices des gouvernants. Partout l'Etat fit sentir son omnipotence et s'annexa de nouveaux secteurs d'activité. Ainsi que l'écrit M. Lizerand — un bon historien des questions rurales — **« la mairie est devenue une sorte d'agence locale dont le siège central est l'ensemble des services du chef-lieu du département »**. Au village, les édiles ne sont plus que des figurants puisque « le conseil municipal souvent n'est appelé à délibérer que pour la forme ».

L'autonomie communale n'est plus qu'une fiction, l'ombre d'une ombre de souveraineté locale. On lui reste cependant attaché et l'on va aux urnes avec une candeur désarmante.

Il est à noter ici que les réactionnaires, déjà

(1) **Alexis de Tocqueville** : « L'ancien régime ».
(2) Ibid.

(3) **Louis Jacob** : « Les suspects sous la Terreur ».

si assidus à se servir du bulletin de vote, ne s'abstiennent jamais lors des élections municipales. Ils cherchent opiniâtrement à s'emparer des mairies parce que le Sénat est le représentant symbolique des « notables » des communes rurales. Il est regardé par eux comme une force sociale essentiellement conservatrice destinée à canaliser les élans populaires quand ils se manifestent avec puissance et à revenir en arrière lorsque la réaction s'empare du pouvoir.

***

A Blacé, et dans tous les villages ayant moins de 1.000 habitants, la confection d'une liste de candidats est une chose difficile. A Vaux-en-Beaujolais une liste hétéroclite n'a pu se former qu'au second tour.

Chaque hameau important désire avoir son ou ses conseillers afin d'être tenu au courant de ce qui se passe à la mairie. Il faut que le postulant soit sympathique et aussi qu'il jouisse d'une bonne situation sociale.

A Blacé, le hameau du Gay a été longtemps représenté par Victor D... que l'on appelait familièrement Totor et qui n'était qu'un verbeux bouche-trou. Totor aurait été avantageusement remplacé par Jean Thillet, un homme de grand bon sens et d'esprit ouvert. Mais voilà ; Thillet n'était qu'un modeste vigneron (métayer) et Totor un propriétaire aisé à qui sa fortune conférait une supériorité décisive. Depuis les récentes élections, Philippe Thillet, fils de Jean et vigneron au Gay, lui aussi, a été élu numéro 6. Ce fait constitue une petite révolution symbolique, une baisse de l'esprit hiérarchique.

Les moscoutaires, en dépit des impérieuses consignes des sommets, n'ont pas présenté de candidats. Ils n'auraient pu former une liste. Même remarque pour le Perréon, Salles et Saint-Julien-sous-Montmelas où il y eut des cellules aussi remuantes que nulles.

Autre particularité beaucoup plus rare ailleurs. A Blacé on n'aime pas le paternalisme des « autorités sociales ». Les nobles ne comptent plus et les gens riches, se sentant suspects, ne cherchent pas à jouer un rôle dans la commune.

En 1929, le commandant Gérard, alors possesseur du château de Mademoiselle Courajod (la bienfaitrice de la commune), prit la tête d'une liste réactionnaire. Non seulement il prit une bonne veste mais il arriva dans les derniers. Son grade lui avait nui.

Par contre, à Arnas et à Montmelas, communes conservatrices, MM. de Fleurieu et d'Harcourt sont à la tête de listes sans concurrence.

Un slogan dangereux a cours dans les milieux réactionnaires. Le voici : « Il ne faut pas politiser les élections municipales. » Ce slogan permet aux ratapoils de se glisser dans les mairies par le biais d'une « compétence » qu'ils s'attribuent gratuitement.

Slogan dangereux, je le répète. Villefranche-sur-Saône, au temps de ses municipalités radicalo-conservatrices, était une ville malpropre dont le budget était sans doute en équilibre mais qui ne pouvait se glorifier que de ses taudis et de ses étroites rues malodorantes. Il a fallu des municipalités socialistes homogènes pour la moderniser et l'embellir.

Revenons au village. Après la confection d'une liste susceptible de recueillir une confortable majorité, quel programme présenter à l'électeur ?

Eh bien ! presque toujours ce programme manque. Par ignorance (on ne sait pas s'exprimer correctement), par peur de se compromettre, on se contente des bulletins portant le nom des candidats.

Cependant à Limas (1.200 habitants), un maire actif, le socialiste Ponot, présente un bilan détaillé de sa gestion et demande hardiment que son mandat lui soit renouvelé, afin que soient menés à bien les travaux qu'il a en vue et qui coûteront assez cher. La loyauté paye. Toute la liste Ponot passe brillamment au premier tour. Pas de liste opposée.

A Blacé, égal succès (4). Programme également, mais plus modeste.

Nous le donnons ci-dessous en entier, à titre documentaire, parce que, de plus en plus nombreuses sont les petites communes où l'on se borne désormais à établir, vaille que vaille, une liste de candidats.

LISTE D'UNION D'ACTION DEMOCRATIQUE SOCIALE ET D'INTERETS COMMUNAUX

Aux électrices, aux électeurs de Blacé, nous présentons une liste de candidats comprenant des membres de l'ancienne municipalité et des représentants du commerce et du vigneronnage, tous capables de bien gérer les affaires communales. Leur programme est celui de la municipalité sortante qui, depuis 1947, a obtenu sans augmentation d'impôts des réalisations importantes, mais il reste encore beaucoup à faire.

ADDUCTION DES EAUX. — La première tranche est en voie d'achèvement. Pour les tranches suivantes, nous nous engageons à en poursuivre la réalisation par le vote des crédits nécessaires, et par notre action auprès du Syndicat intercommunal des eaux dont l'un de nous est vice-président.

REFECTION DES CHEMINS. — Le chemin numéro 1 est passé sous l'administration départementale depuis le 1er janvier 1953 ; le vicinal numéro 2 a été cylindré et sera goudronné sous peu. Celui du Paragard est en voie d'achèvement. D'autres travaux d'aménagement sont prévus ; pour bénéficier des subventions sur les ressources du Fonds routier, nous consacrerons aux dépenses de la vicinalité la totalité des ressources spéciales ordinaires que la loi met à notre disposition.

CANTINE SCOLAIRE. — En prévision de la nomination d'un adjoint à l'instituteur, le transfert de la cantine à l'école des filles est prévu, et des pourparlers avec l'inspection d'académie sont en cours ; nous en poursuivrons la réalisation avec les crédits dont nous disposerons (subventions, loi Barangé).

Nous faisons donc appel à tous ceux qui pensent que les querelles de parti sont inadmissibles dans l'administration des affaires locales. Ce ne sont pas des politiciens ni hommes d'un clan qui s'adressent à vous, ce sont des citoyens qui veulent servir les intérêts de la commune dans un esprit d'égalité.

Faites-nous confiance et apportez à notre liste le bloc de vos suffrages.

VIVE LA FRANCE ! VIVE BLACE !

Satanée adduction des eaux ! Depuis 6 ans elle est à l'ordre du jour. On va de promesse en promesse, mais les travaux n'avancent qu'avec une lenteur désespérante.

Au bourg de Blacé, la canalisation d'amenée est terminée depuis un an, mais il reste à établir les branchements à domicile.

Les fonds ont été souscrits et versés à temps, mais c'est leur « dégagement » qui est difficile. En vérité, il n'y a qu'une caisse dans laquelle tombent indistinctement tous les emprunts : celle

(4) Résultats de Blacé — Inscrits : 541. Votants : 404. Suffrages exprimés : 384. Majorité absolue : 193. Le candidat arrivé le dernier obtient 289 voix. Il ne réside à Blacé que depuis peu. L'adjoint au maire arrive en tête avec 363 voix.

de l'Etat. De sorte que, si la caisse est vide ou médiocrement garnie, les travaux restent en plan ou ne sont exécutés qu'avec d'extraordinaires retards. Aurons-nous en 1953 ce qui aurait dû être achevé en 1950 ?

Réfection des chemins. Elle est à Blacé d'une importance capitale pour les hameaux installés dans les parties hautes de la commune. Aux Etuiles, au Gay, au Peillon, au Paragard, les pentes sont fortes, les eaux ravinent les chemins étroits et rendent la circulation difficile aux poids lourds (camions et citernes). Aussi le département a-t-il dû être appelé au secours pour prendre en charge une partie des dépenses.

La cantine scolaire, pour filles et garçons, fut installée, en 1933, à l'école des filles, dans une salle minuscule à usage de bûcher. Transférée à l'école de garçons dans l'ancienne seconde classe, elle y est un peu mieux à l'aise. On projette, depuis 4 ans, de rétablir le poste d'adjoint et d'édifier, à l'école de filles, une cantine plus vaste et plus moderne. Mais au service de l'instruction publique, les fonds manquent et les pourparlers traînent en longueur.

Comme on le voit, le domaine de l'activité proprement municipale est très restreint dans un village ; il requiert peu d'efforts personnels de la part des conseillers. Nombreux sont donc ceux qui avouent, en riant, n'être que la cinquième roue d'un char.

Par contre l'immense paperasserie d'Etat absorbe l'activité du maire, de l'adjoint et surtout du secrétaire de mairie, car il arrive que maire et adjoint ne sont tels que pour la forme et par gloriole. Dans une petite commune voisine, j'ai connu un maire conservateur, sceptique, aimable et bon vivant, qui faisait croire à sa noble épouse qu'il avait besoin, de temps à autre, de voir le préfet. Ces visites protocolaires consistaient en bonnes virées dans la Dombe parsemée d'étangs et de bons coins où la cuisine confine au sublime.

Dans les traités d'instruction civique à l'usage des enfants — traités qui sont toujours des apologies plus ou moins cyniques du régime — les institutions administratives fonctionnent avec une harmonie en quelque sorte providentielle. Pratiquement, au contraire, la vieille machine marche très mal : l'Etat envahit tout ; ses lois, ses innombrables opérations administratives il les fait exécuter au loin par le moyen de ces unités secondaires que sont le département et la commune. Leur rendement est faible et leur subordination presque totale. Comme le note M. Lizerand, l'Etat s'est déchargé sur la commune d'attributions qui étaient de son ressort à lui Etat. « Ainsi l'assiette des impôts agricoles, la recherche des cotes irrecouvrables, parce que le redevable n'est pas connu, soit qu'il soit absent, soit que la mutation de propriété ait été négligée ; presque tout ce qui ressortit au ravitaillement en produits essentiels (blé, viande, lait)... Il en résulte un surcroît d'écritures pour le secrétariat qui n'est pas toujours en mesure de les exécuter. »

En échange de son despotisme que donne l'Etat ? Il ouvre plus ou moins largement sa caisse. Le maire bien en cour, le maire au bras long, le maire qui a pour lui un sénateur, un député, un conseiller général, ou quelque fonctionnaire de la préfecture, peut obtenir, pour les œuvres communales, les subventions nécessaires à leur création, à leur vie et à leur entretien.

Une remarque encore. Dans tout le canton le vote des femmes n'a pas modifié les situations communales. Ce vote dont on attendait tant dans les milieux réactionnaires et moscoutaires a simplement doublé le contingent électoral. Electrices, les femmes n'ont pas cherché du tout à être élues.

A Blacé, en 1947, les réactionnaires ont tenté de faire passer Mme S... une honnête et sympathique dévote. L'excellente femme est restée sur le carreau et ses « supporters » n'ont pas récidivé. Pareille mésaventure vient d'arriver, à Denicé, à Mlle de T...

⁂

Le jour de l'élection, les citoyens ne manquent jamais de boire un pot, de trinquer à la ronde et de bavarder, car le bon vin délie les langues. J'écoute et j'observe que personne ne parle de politique générale alors que les événements devraient normalement la mettre au premier rang de toutes les préoccupations.

En effet :

La situation financière est mauvaise ;

Le réarmement nous ruine en pure perte ;

La folle et criminelle guerre d'Indochine tourne au désastre ;

Par la faute de nos gouvernants conservateurs et cléricaux, la situation s'aggrave dans toute l'Afrique du Nord ;

Dans la mystérieuse Russie, des conflits intérieurs couvent qui peuvent bouleverser le monde ;

Aux Etats-Unis, des « machines » disparates fonctionnent pêle-mêle et créent des tensions dangereuses.

Tout cela est si énorme, si obscur que le citoyen n'ose même plus y penser. Il se tait et les gouvernants convertissent ce silence en approbation.

Le citoyen imite ses maîtres, il s'en tient comme eux à des phrases vagues où reviennent les mots : **ils, eux, on.**

Ecrasé, trahi, le citoyen en appelle du mauvais tyran au bon despote ; il croit à l'homme providentiel : avant-hier Pétain ; hier de Gaulle ; aujourd'hui quelque Juin. Il croit, mais non sans trembler. Il n'est rassuré que s'il vote pour quelqu'un qu'il connaît, qu'il voit à son gré et qu'il peut facilement aborder. Il sait qu'il peut se tromper, mais que, dans le domaine étroit où il se meut, ses erreurs ne sont ni graves ni irréparables.

Il peut certes de moins en moins, notre électeur paysan ; il ne lui reste qu'une souveraineté fictive, mais elle lui donne l'illusion de participer aux décisions qui l'affectent. Et alors il y tient.

⁂

Concluons en quelques lignes.

Au monde nouveau qui s'élabore doivent correspondre des institutions adéquates. Elles nous manquent. Pourtant un des meilleurs travaux de G. Sorel est cette brochure, plusieurs fois remaniée et enrichie, qu'il consacra à **l'avenir socialiste des syndicats** ; syndicats assortis d'institutions dont ils auraient assuré la régulation.

Sorel vit très bien, dès 1900, que les « nationalisations » et les « municipalisations » n'avaient rien de spécifiquement socialiste. Ce qui, par contre, était socialiste c'était l'extension des sphères d'activité et de compétence des syndicats arrachant leurs pouvoirs à l'Etat et à ses unités locales secondaires, départements et communes, qui ne sont plus que les ramifications, les bras suceurs du poulpe énorme installé à Paris.

C'est en s'enfermant dans leurs Bourses du Travail, leurs coopératives et leurs syndicats chargés de nouvelles attributions, que les travailleurs édifieront une société nouvelle. La voie douteuse des élections ne peut leur apporter que de minces satisfactions.

10 mai 1953

A.-V. JACQUET.

Notes d'Economie et de Politique

LE TEST DE LA SINCERITE RUSSE

Quand quelqu'un se met à vous faire bonne mine, ce peut être dans deux intentions bien différentes. Ce peut être simplement parce qu'il veut devenir votre ami, mais ce peut être aussi parce qu'il désire vous faire le coup du père François dès qu'il jugera l'instant favorable.

Or les Etats ne se comportent point à cet égard autrement que les individus. Si la Russie fait aujourd'hui de « bonnes manières », au moins en paroles, à l'Occident, ce peut être parce qu'elle désire désormais vivre en bons termes avec lui, mais ce peut être aussi parce qu'elle trouve que le moment n'est pas favorable pour entrer en guerre et que, par conséquent, il vaut mieux, pour l'instant, ne pas en courir le risque.

Comment déterminer lequel des deux termes de cette alternative est le bon ?

C'est assez simple. L'expérience cruciale qui permettra de savoir dans laquelle des deux intentions la Russie a adopté sa présente attitude sera fournie par le désarmement. Si la Russie renonce à son expansionnisme et veut réellement la paix, elle n'a aucun intérêt à rester armée, elle acceptera donc un plan de désarmement réciproque, simultané et *contrôlé* notamment en ce qui concerne les armements atomiques, ce à quoi elle s'est toujours jusqu'à présent refusée.

Mais si, au contraire, elle persiste dans son attitude présente, si elle n'accepte qu'un soi-disant plan de désarmement comme celui qu'elle propose, qui, en réduisant uniformément de 10 % les forces armées actuelles de toutes les Puissances, maintiendrait l'énorme supériorité en forces terrestres qu'elle a en ce moment (175 divisions sur pied de guerre, sans compter celles des armées satellites, contre quelques dizaines de l'autre côté), et si elle continue à demander l'interdiction des armes atomiques sans accepter que soit établi un contrôle international permettant de s'assurer que nulle part, y compris en Russie, il n'est fabriqué d'armes atomiques, c'est que, aujourd'hui comme hier, elle ne veut pas la paix, mais qu'elle juge que le moment n'est pas venu pour elle de faire la guerre.

Essayons de déterminer pour quelles raisons elle peut estimer que ce moment n'est pas venu... mais qu'il viendra.

Nous sommes de ceux qui pensons que la décision, dans toute grande guerre, ne sera désormais atteinte qu'au moyen de l'aviation et des armes atomiques.

Déjà dans la dernière guerre, non seulement la bombe atomique a décidé de la capitulation du Japon, mais ce sont les bombardements massifs des usines allemandes, notamment ceux des usines de pétrole synthétique, qui, en privant presque totalement d'aviation l'armée allemande dès 1944, a obligé celle-ci à la retraite et finalement à la capitulation. Dans l'avenir plus encore, la destruction de l'industrie adverse et la protection de sa propre industrie seront les conditions nécessaires et suffisantes pour la victoire.

C'est ce que les Russes paraissent avoir bien compris et c'est parce qu'ils ont été jusqu'ici inférieurs aux Américains en ce qui concerne l'aviation et la bombe atomique qu'ils n'ont pas voulu profiter de l'énorme supériorité numérique dont ils disposaient pour submerger l'Europe.

Pas de victoire possible, en effet, pour eux tant qu'ils n'ont pas la possibilité de détruire en une attaque surprise tout l'essentiel de l'industrie et des stocks du continent américain ; pas de victoire possible tant qu'ils ne sont pas en mesure d'interdire à l'aviation américaine des attaques de représailles sur leur sol.

Or ni pour cette attaque ni pour cette défense, les Russes aujourd'hui ne sont prêts... Mais ils y seront demain.

Jusqu'à aujourd'hui, l'avion dont l'armée russe dispose pour intercepter des bombardiers atomiques qui viendraient survoler son territoire est le Mig. Or celui-ci est un avion qui ne voit pas, ou, plus exactement, qui ne voit que dans la mesure où son pilote voit. C'est donc un avion qui n'est efficace que de jour et par beau temps. La Russie se trouve ainsi vulnérable à tout bombardement effectué de nuit ou par mauvais temps... Mais un nouvel avion, capable d'intercepter les bombardiers par tous temps, et de nuit comme de jour, a été récemment mis au point. Le jour où l'on aura remplacé les trois à quatre mille Mig qui assurent actuellement la garde du territoire russe par autant de ces nouveaux avions, la sécurité de l'industrie russe pourra être considérée comme assurée. Seulement, ce remplacement demandera, pour être achevé, plusieurs années.

D'autre part, s'il apparait comme à peu près certain que les Russes ont la bombe atomique et peut-être même la bombe à hydrogène, il semble bien que leurs stocks en l'une et en l'autre soient faibles ; enfin, ils ne possèdent point encore de bombardiers à longue distance munis de moteurs à réaction, les seuls qui seront capables de mener dans l'avenir une sérieuse guerre atomique. Or constituer un stock important de bombes atomiques, mettre au point et construire en série des bombardiers à réaction, cela demande également quelques années.

En un mot, donc, la Russie se trouve présentement au début d'une vaste transformation de son armement et il est, par conséquent, naturel qu'elle ne veuille rien entreprendre avant que cette transformation soit achevée.

Ou bien, elle poussera cette transformation, et alors nous serons prévenus : tout ce qu'elle désire c'est une trêve, la trêve dont elle a besoin pour achever de se préparer à la guerre ; ou bien, au contraire, elle arrêtera ses armements et les réduira, à la seule condition que ses rivaux en fassent autant ; dans ce cas, mais dans ce cas seulement, on pourra admettre que, d'un côté comme de l'autre, on considère comme possible « la coexistence pacifique des deux mondes ».

Le désarmement est le test, le seul test valable des intentions russes.

L'AMERIQUE CAFOUILLE

Mais tandis que la Russie poursuit, que ce soit dans un but ou dans l'autre, une politique bien définie, l'Amérique cafouille, comme elle n'a jamais cafouillé.

Dans une brochure écrite au lendemain de la première guerre mondiale, j'écrivais que « la Chine représente la seule grande possibilité de développement encore existante pour l'économie capitaliste ».

Cela est encore plus vrai aujourd'hui qu'alors, et c'est là qu'il faut chercher la cause de la faiblesse de la politique américaine.

La Chine est la seule possibilité de développement de l'économie capitaliste ; l'économie capitaliste, la seule économie capitaliste qui soit encore capable de développement est l'économie américaine ; c'est donc l'économie américaine qui ne peut réaliser sa pleine capacité de développement que grâce à la Chine, la Chine avec « son immense population, ses ressources minérales considérables, son appareil technique et industriel encore à peu près nul ».

C'est pourquoi ce marché chinois qui est indispensable aux Etats-Unis s'ils veulent grandir encore, marché pour leurs marchandises, marché pour leurs capitaux, marché pour leur activité, Washington ne veut pas le laisser échapper. Et cependant, voici maintenant près d'une demi-décade que, du fait de la victoire de Mao Tsé-tung et de la fuite de Chang Kaï-shek, il lui est fermé. Aussi, depuis lors, l'Amérique a perdu la tête, et plus la situation dure, plus elle la perd.

A la politique d'indépendance des peuples asiatiques qu'elle avait remarquablement pratiquée à l'égard de l'Inde en la soutenant contre l'Angleterre même en pleine guerre, à l'égard des Philippines en les évacuant, à l'égard de l'Indonésie en forçant les Hollandais au départ, et aussi à l'égard de l'Indochine en pressant la France, durant toutes les premières années, d'accéder aux demandes du Viet Minh, l'Amérique a commencé à substituer, pendant les derniers temps de la présidence Truman, une politique toute contraire, et comme l'administration Truman ne paraissait pas aux yeux du peuple américain présenter suffisamment de garanties pour faire cette politique contraire, Truman a été renversé et Eisenhower installé à sa place.

Derrière Taft, derrière Mac Carthy, c'est le profil de Chang Kaï-shek qui se dresse ! Celui de l'homme que l'expansionnisme américain veut ramener en Chine pour qu'il ouvre la Chine aux entreprises de l'Amérique. Le libéralisme américain s'est ainsi transformé en impérialisme. Un impérialisme de vieux style, du vieux style le plus pur : l'impérialisme colonialiste. L'Amérique se trouve ramenée, par delà Wilson, au temps du premier Roosevelt et du *big stick*.

Mais cela crée pour l'Amérique un problème formidable.

Car l'Asie de 1950 n'est plus l'Asie de 1850, ni même l'Asie de 1900 ; la Chine n'est plus la Chine de l'époque de la guerre de l'opium ou de celle de la prise de Pékin, un pays qu'on pouvait soumettre à ses volontés par tout juste une petite expédition coloniale que seuls les appétits rivaux des « Grandes Puissances » empêchaient de conduire à son terme. Aujourd'hui, ces rivalités seraient inopérantes, l'Amérique n'a point à se soucier des veto de l'Angleterre, de la France ou de l'Allemagne, mais, par contre, c'est la Chine elle-même qui se lève pour défendre son indépendance, une Chine qui, plus rapidement encore que le Japon il y a quatre-vingts ans, est devenue en quelques années une puissance formidable. La Chine, et, avec elle, toute l'Asie. Toute l'Asie, musulmane, hindouiste ou bouddhiste, qui sent que si la Chine perdait son indépendance, il en serait bientôt de même pour tous les autres Etats asiatiques. En voulant s'ouvrir la Chine, l'Amérique dresse contre elle l'Asie tout entière.

Ce n'est pas là une mince affaire.

Ce serait en toutes circonstances une grosse affaire, mais c'en est encore une bien plus grosse dans les circonstances présentes, alors que l'Amérique a déjà à faire face à la puissance russe. Doit-on, afin de s'ouvrir la Chine, amener la coalition de la Russie et de toute l'Asie, soit d'un milliard d'hommes ? Ou bien, doit-on, pour pouvoir se défendre victorieusement contre la Russie, s'assurer du concours de l'Asie, ou, tout au moins, de sa neutralité, et, pour cela, renoncer à la Chine ?

Tel est le terrible dilemme qui se pose aux hommes d'Etat américains ; il se pose à eux à propos de tout et chacun de ses termes comporte de si graves conséquences que personne en Amérique, ni chez les démocrates ni chez les républicains, n'a encore osé prendre une position nette à son égard, ce qui fait qu'il n'y a plus, pour l'instant, de politique américaine. Washington en est réduit à prendre au jour le jour des décisions en sens contraire, dont l'effet des unes détruit l'effet des autres.

La France est le seul pays européen qui a encore des forces armées importantes en Extrême-Orient ; ces forces peuvent être utiles contre la Chine, puisque opérant dans un pays limitrophe de la Chine et susceptibles de former un maillon dans une chaîne d'encerclement de la Chine. Donc, ménageons la France, et aidons-la, afin qu'elle ne retire point ses troupes d'Indochine ! En avant donc, l'aide en dollars, en avions, en armes de toutes sortes ! Et n'hésitons pas, non plus, toujours afin de ne point mécontenter la France, à lâcher la Tunisie et le Maroc, bien que cela dressera le monde arabe contre nous ! Et même nous irons jusqu'à affirmer, en pleine Delhi, comme cet imbécile de Dulles, que le Viet Minh agresse le Laos, bien qu'aucun Hindou n'ignore qu'en Indochine il n'y a qu'un seul agresseur : la France, et que le gouvernement hindou a interdit, pour cela, tout atterrissage d'avion militaire français sur son territoire !

Mais si, ce faisant, on dresse contre soi l'Afrique et l'Asie, on ne s'assure point pour cela l'appui de l'Europe.

Le temps est passé, en effet, où l'Angleterre s'intéressait à la conquête de la Chine. L'Angleterre n'est plus capable d'expansion ; elle est en plein retrait ; la réouverture d'un marché chinois, qui, en tout état de cause, se trouverait réservé plus ou moins à l'Amérique, est pour elle sans grand intérêt ; elle n'a pas abandonné le Moyen-Orient pour conquérir l'Extrême-Orient; elle est donc toute prête à laisser la Chine au « communisme » et à la Russie, en échange de quelques concessions de cette dernière en Europe ; d'ailleurs, il a toujours été de bonne guerre pour ceux des Etats européens qui craignaient l'expansion russe de la détourner le plus possible dans « l'autre direction », vers le Pacifique. D'où le dernier discours de Churchill qui, si prudent qu'il ait été, a soulevé le tollé que l'on sait en Amérique, parce qu'on s'y est parfaitement rendu compte que c'était essentiellement la politique *asiatique* de Washington qu'il mettait en cause.

La France elle-même n'est nullement conquise par le soin que prend l'Amérique de faire siennes la politique et l'argumentation officielles françaises à l'égard de l'Indochine. Car cette politique et cette argumentation sont uniquement *officielles*. Le peuple français est dans sa quasi-unanimité opposé à cette nouvelle guerre du Mexique, et le fait que seule l'aide américaine permet de la continuer ne donnera certainement pas à l'Amérique un seul soldat français de plus pour combattre de bon cœur à ses côtés contre la Russie ; tout au contraire !

Bien mieux ! Toujours pour ne pas mécontenter la France, et toujours à cause de l'Indochine,

l'Amérique relâche sa pression en faveur du réarmement de l'Allemagne (1), c'est-à-dire qu'elle abandonne la constitution de la seule force européenne qui soit capable de s'opposer avec quelque efficacité aux armées russes sur les champs de bataille.

La Chine fait donc perdre à l'Amérique l'Asie, et, par contre-coup, l'Europe. Tant que le dépit de s'être vu fermer la Chine restera le facteur déterminant de sa politique, tant qu'elle désirera la Chine, mais ne se résoudra point à la conquérir, l'Amérique sera contrainte à ne pas avoir de politique.

DEFAITE EN INDOCHINE

Nous indiquions en février dernier que la stratégie inaugurée par le Viet Minh, au cours du mois d'octobre précédent, par sa pénétration en pays thaï était devenue parfaitement claire. Il s'agissait pour le Viet Minh « de menacer partout et de n'attaquer nulle part ». La pénétration au Laos des forces annamites au cours des deux derniers mois a été la dernière phase, pour cette année, de cette stratégie.

Après avoir obligé l'état-major français, durant l'automne et l'hiver, à concentrer tous ses efforts sur Na-San et Laï-chau en pays thaï, transformés en grands camps retranchés ravitaillés uniquement par avion, le Viet Minh l'obligea pareillement durant le printemps à concentrer tous ses efforts sur Luang-Prabang et la plaine des Jarres en haut Laos, transformés eux aussi en grands camps retranchés, ravitaillés uniquement par avion. Si bien que, durant toute la saison sèche, la seule pendant laquelle des opérations de grande envergure peuvent être conduites, les troupes françaises ne purent se livrer à aucune action d'importance contre le Viet Minh. Maintenant que la saison sèche est passée, qu'il n'y a donc plus rien à craindre à ce sujet, le Viet Minh, qui n'a aucune raison de maintenir ses troupes au loin, en pays étrangers, enlisées dans les montagnes, retourne à ses bases. La prise de Nghia-lo, près de la rivière Rouge, par laquelle débutèrent les opérations du Viet Minh se produisit au premier jour de la saison sèche, le départ des approches de Luang-Prabang par lequel elles se terminent a lieu le jour de la première pluie.

La « remarquable stratégie » du Viet Minh a donc parfaitement réussi. Du premier au dernier jour de la saison sèche, les troupes françaises ont été radicalement immobilisées, non, comme elles vont l'être dans les mois qui viennent, du fait des intempéries, mais du fait des opérations menées par le Viet Minh en pays thaï et au Laos.

Les Indochinois sont évidemment très inférieurs aux Français au point de vue armement (ils n'ont même pas un avion !), mais ils compensent cette infériorité par la supériorité de l'intelligence.

En dernier ressort, c'est toujours celle-ci qui a le dernier mot.

DEFAITE EN TUNISIE

Ainsi donc, la grande réforme imposée par le maître chanteur Hauteclocque au bey, — par chantage contre son fils — et qui, si elle avait pu être menée à bien, n'aurait que consolidé la domination française, s'est soldée par un échec total. Non seulement, dans près de la moitié des communes les élections ne purent avoir lieu faute de candidats, non seulement, dans la plupart des autres, il n'y eut pas assez de candidats pour les sièges à pourvoir (4 candidats à Sousse pour 12 sièges ; 3 candidats à Kairouan pour 9 sièges), mais le nombre des votants fut partout insignifiant. 8 % à Tunis et à Sousse déclarent les statistiques officielles, ce qui n'est guère, et cependant, si faible que soit cette proportion elle est fausse, ainsi qu'en fait foi une dépêche envoyée à *France-Soir* par son envoyé spécial Henri Danjou :

D'après ce que j'ai constaté par moi-même et fait constater par mes informateurs — déclare ce journaliste dont les chiffres n'ont fait l'objet d'aucun démenti — le nombre exact des votants musulmans à Tunis fut de 512 (au lieu de 1.422 annoncés par la Résidence). Ces 512 électeurs courageux comprenaient d'ailleurs dans le 11e secteur 124 militaires à qui une permission exceptionnelle avait été accordée à l'occasion de cette journée de devoir civique.

...Les statistiques officielles accordent par exemple 37 voix à M. Hassen ben Mansour, élu du premier secteur, où il n'y eut que 16 votants. Elles donnent 24 voix à Abdel Majig Zarouk, candidat élu du 9e secteur contre 10 à son concurrent battu, M. Mohammed Skandrani, quand neuf électeurs seulement se sont présentés au bureau de vote. Je constatai la même multiplication des voix dans le 12e secteur, où neuf votants — il n'y en eut pas un de plus — apportèrent miraculeusement 32 voix à un bien charmant homme nommé Mohammed Tahar Djellal.

Ainsi, les chiffres officiels furent à peu près le triple des chiffres vrais dans les grandes villes (dans les petites et dans les campagnes, où tout contrôle est impossible, les tripatouillages de la Résidence durent atteindre de tout autres proportions), de sorte qu'il faut admettre qu'à Tunis et à Sousse la proportion des votants a été réellement de 3 % au plus, y compris les militaires ! Ailleurs, Allah seul le sait !

En outre, les attentats qui eurent lieu, soit sur des candidats, soit sur des élus, montrent que la fraction la plus combattive du peuple tunisien est prête à l'ultime sacrifice pour s'opposer aux manœuvres machiavéliques de ceux qui veulent « algériser » la Tunisie, car tout attentat politique, à moins que l'on ne soit sûr de l'impunité comme ce fut le cas des assassins de Fahrat Hached, est beaucoup plus l'affirmation de l'esprit de sacrifice de ceux qui s'y livrent qu'un acte de vengeance sur ceux qui en sont victimes.

Ainsi, se trouve confirmé ce que nous disions à la veille de ces élections. En Allemagne et en Russie, en des élections faites sous la menace du camp de concentration pour les abstentionnistes, il y avait 90 et 95 % de votants ; la crainte courbait tout le monde. En Tunisie, en des élections faites sous un régime identique à celui de l'Allemagne hitlérienne et de la Russie stalinienne, sous la menace des camps de concentration, ce sont plus de 95 % des inscrits qui se refusent de céder à la terreur en se refusant à voter.

Et vous direz encore, Français prétentieux, que ce peuple est incapable de se gouverner !

Un peuple qui fait preuve d'un courage civique exactement égal à la lâcheté des peuples européens a cent fois plus de droit qu'eux à la liberté et à l'indépendance.

R. LOUZON.

---

(1) Ce pauvre Dulles, qui n'est vraiment pas très malin, a été jusqu'à déclarer qu'il s'opposerait au réarmement de l'Allemagne si celui-ci ne se faisait pas dans le cadre de l'armée européenne. Il a ainsi abandonné la seule arme efficace dont il disposait pour faire ratifier le traité sur l'armée européenne par la France.

La Renaissance du Syndicalisme

DANS LA METALLURGIE

20 jours de grève à Rive-de-Gier

L'usine Brunon-Vallette

Cet établissement de métallurgie est l'un des plus anciens de notre région. Il est situé à Rive-de-Gier, localité extrême de l'industrielle vallée du Gier qui ne compte pas moins d'une dizaine de petites villes ouvrières dont Saint-Chamond et Izieux. La proximité de Givors (15 km.), de Saint-Etienne (20 km.) et de Lyon (33 km.), place cette usine de près de 1.000 ouvriers au cœur d'une grande région industrielle dominée par la métallurgie.

Rive-de-Gier compte, comme industries importantes, trois verreries et une autre grosse entreprise de sidérurgie : les Ets Marcel Frères.

L'entreprise B.V., quant à elle, comporte trois principaux secteurs de fabrication : armement (emboutissage et usinage d'obus de 120), bouteilles à oxygène et châssis Panhard, dont ceux de la Dyna en particulier.

Une grève bien préparée... par la direction !

D'abord un mot sur cette direction composée par un triumvirat : Barthélemy Vallette, le représentant de « la famille », est gérant ; M. Ollagnier, depuis plus d'un an, est directeur général ; M. Fauvre est directeur technique. Ces deux derniers ont été imposés par le Conseil d'administration pour le relèvement et l'expansion de la boutique, qui paraît-il, était en assez mauvaise posture, il y a deux ans. Ils ont donc pour mission de *réussir* coûte que coûte ! Les travailleurs en savent quelque chose.

Avant d'entrer dans le détail des faits qui ont littéralement acculé le personnel à la grève, deux remarques préliminaires doivent être faites :

1) Le degré de syndicalisation chez B.V. était très faible avant le conflit où les trois sections syndicales CGT, CGT-FO et CFTC devaient péniblement contrôler en tout et pour tout 150 ouvriers. Cela était dû certes aux causes générales relevées pendant ces dernières années dans les industries privées, mais aussi à d'autre causes typiquement « maison ». Chez B.V., il n'y eut que très rarement des initiatives d'action. Quand il y en eut, elles furent brisées par une direction de combat qui s'est par ailleurs toujours employée à épurer son personnel des éléments dynamiques.

2) Une direction qui croyait vraiment « que c'était arrivé »...

Typiquement significatifs de l'état d'esprit de la fraction la plus importante de notre patronat, depuis plusieurs plusieurs semaines ses agissements allaient se multipliant et s'accentuant en importance. Misant sur la désorganisation des forces ouvrières et syndicales, en même temps qu'elle pratiquait le chantage à la crise, elle s'attachait à reprendre pied à pied les avantages acquis et employait chaque jour des méthodes plus autoritaires. Ce fut surtout la direction technique avec son chef de file Fauvre (technicien de la C.O.R.T.), assisté de sa petite équipe de chrono-analyseurs, qui fit le plein contre elle. Cela en raison de l'accumulation des brimades, vexations et erreurs qui sont à mettre à son actif. J'ai passé près de trois semaines au milieu des grévistes, chaque jour ils nous apprenaient de nouveaux faits !

Le climat de l'entreprise était donc très lourd depuis deux mois. Rappelons quelques faits significatifs. — Lors du lancement de la fabrication des châssis Panhard, on embauche des soudeurs. Il en faut beaucoup, et vite. Pour ce faire, on y met le prix. Un jour, les commandes sont réduites : on mute et on déclasse. Lorsque la demande Panhard redevint plus importante, le personnel des châssis et particulièrement les soudeurs se rendirent compte que revenus à un travail identique, il y avait, d'une année à l'autre, un déclassement d'une et parfois deux catégories.

— Dans tous les secteurs, l'effort de production et de productivité n'a pas été rémunéré. Ainsi de 36 heures, temps initial pour le châssis, on en est arrivé, ces jours derniers, à 18 heures. L'ensemble des salaires, lui, n'a progressé que de 10 % !

Pour mener à bien la lutte « contre les temps morts », tous les moyens sont bons pour M. Fauvre. Il a pour habitude de se cacher pour photographier les ouvriers chaque fois qu'ils délaissent leur travail, ne serait-ce que quelques secondes. Lorsque l'on remanie un temps et que l'ouvrier proteste, alors on sort le document photographique !

Enfin, la semaine précédant la grève, on en arrive à l'application de consignes autoritaires données à la maitrise. Pour quelques instants (une minute environ) de retard à leur travail, sept ouvriers sont mis pied en l'espace de deux jours. Un délégué proteste en ces termes auprès de M. E. Vallette : « Le directeur technique emploie des méthodes de gendarme. » Sur ce simple propos, M. Vallette le met à pied.

Pendant trois jours, les délégués interviennent, protestent, renouvellent leurs revendications... En vain. Le 17 avril, dans la matinée, un débrayage d'une heure a lieu pour appuyer une délégation. Par représailles, la direction tente de lock-outer les ouvriers l'après-midi du même jour.

Le lundi 20 avril, les délégués du personnel sollicitent une ultime entrevue avec M. Vallette pour envisager la réponse aux revendications présentées ainsi que l'arrêt des sanctions. Après avoir temporisé toute la journée, le gérant reçoit la délégation tard dans la soirée et, à 19 h. 30, répond « non » catégoriquement à toutes les revendications et... pour corser l'affaire, prononce huit nouvelles mises à pied de deux ou trois jours, dont six à l'adresse de délégués du personnel, et tout cela en donnant des motifs qui ne tiennent pas debout.

Cette mesure sera la goutte d'eau qui fera déborder la coupe.

Je suis volontairement entré dans le détail des faits : nous sommes, en effet, trop habitués à voir taxer a priori toute grève « d'agitation politique voulue et fomentée par les cocos ». Dans certains milieux, qui se disent cependant syndicalistes, on me l'a dit ; tout comme on m'a presque reproché d'avoir, au départ, cautionné le mouvement. Je n'insiste pas... ; on a vu quel état d'esprit régnait aux Etablissements B.V.

20 jours de grève et d'occupation

Le mardi matin, à 6 h. 30, le personnel au complet arrive au travail. Les six délégués mis à pied la veille restent à l'extérieur des grilles en compagnie de leurs responsables syndicaux départementaux alertés. Le personnel se réunit dans la cour et décide d'attendre l'arrivée du directeur pour lui demander une nouvelle entrevue sur les questions précédemment posées :

Augmentation des salaires de 15 francs de l'heure.
Indemnité de congés de 5.000 francs.

Renvoi de M. Fauvre, directeur technique.

Plus : *levée immédiate de toutes les sanctions injustifiées.*

M. Ollagnier arrive à 8 heures et refuse toute entrevue. Il mande un huissier qui essaie en vain de relever les noms des ouvriers n'étant pas à leur travail. Chaque ouvrier pressenti refuse énergiquement toute déclaration. L'huissier n'insiste pas et se retire. Voilà résumées les circonstances du déclenchement de la grève et expliquée l'occupation de l'usine. Elle devait durer du 21 avril au dimanche 10 mai, journée où fut signé l'accord. Il est à remarquer que le fait, la cause primordiale du conflit c'est le cas Fauvre et les méthodes autoritaires de la direction. Sans négliger toutefois le problème des salaires qui était posé.

Connaissant la mentalité de « patron de droit divin » de Vallette et le tempérament du directeur général Ollagnier (ex-officier de marine qui allait vivre la première grève de sa carrière patronale), il fallait donc prévoir un mouvement long. C'est dans ces perspectives que, dès la première assemblée générale des grévistes, je me suis personnellement attaché à *endurcir* le moral pour la résistance et à prendre des dispositions en conséquence.

Dès le second jour, le comité de grève et un comité de solidarité étaient organisés sur le plan intersyndical (CGT, CGT-FO et CFTC). Très vite, une cuisine fut installée à l'intérieur de l'usine.

Les vingt jours de grève et d'occupation devaient se dérouler dans une fermeté et une dignité exemplaires. Non seulement aucune dépradation ne put être reprochée, mais spontanément les grévistes assurèrent l'entretien et la propreté des ateliers. Ils furent balayés de fond en comble chaque semaine.

La première semaine du conflit coïncidait avec la dernière semaine de la campagne électorale. A Rive-de-Gier, M. Vallette avait « sa liste » conduite par M. Hemain, patron de verreries. Fait curieux, cette liste bien « de droite » était socialement cautionnée par deux ou trois militants locaux CFTC et par un ancien militant CGT ! A côté de cette liste, qui devait d'ailleurs prendre la mairie aux SFIO qui la détenaient depuis plusieurs dizaines d'années, deux autres listes. Une liste SFIO sans nerf et surtout bien « petite bourgeoise » qui devait mordre la poussière et celle du P.C. qui maintenait très facilement sa progression.

Ce climat électoral ne fut pas sans répercussions sur le conflit Vallette. Les gens de la liste de M. Hemain étaient très gênés. Ce qui explique que les « bonnes » personnalités politiques locales n'aient pas manqué d'appeler M. B. Vallette à la modération, à la discussion et surtout à un règlement amiable avant le dimanche. Il est resté sourd à ces sollicitations, tout comme il a résisté aux pressions du préfet de la Loire et aux recommandations de la direction du Travail. Il a obstinément refusé la discussion pendant les dix-huit premiers jours, avant tout par amour-propre.

Par contre, pendant ce même temps, il a multiplié les initiatives pour briser le mouvement soit par la force, soit par la ruse, soit par le chantage:

1) en introduisant deux actions devant le juge des référés pour obtenir l'évacuation des lieux par la force publique ;

2) en portant plainte pour violation de domicile contre plusieurs délégués et les responsables syndicaux : Bravet (CFTC), Sanguedolce (CGT) et moi-même (FO).

3) en fansant raccoler par un chef d'atelier une vingtaine de vieux ouvriers avec qui M. B. Vallette entrait directement en pourparlers, passant pardessus le comité de grève et les organisations ;

4) en inondant Rive-de-Gier d'affiches titrées « Assez de mensonges et assez de misères », en prenant à partie les syndicats ouvriers ;

5) en intimidant les « mensuels ». Notons que parmi le personnel payé au mois il n'y a que quelques syndiqués isolés. Pourtant, dès le second jour, ce personnel se prononçait à bulletin secret en faveur de la grève : 64 pour, 17 contre, 7 nuls. En réalité, l'application s'avéra difficile, malgré les efforts courageux et remarquables de notre camarade Desgranges et d'un militant de la CFTC. Les « mensuels » devaient finalement se borner à verser une heure de salaire par jour à la caisse de solidarité.

La fin du conflit

Les pourparlers s'engageront le vendredi 8 mai par l'intermédiaire de la nouvelle municipalité. Le protocole d'accord était signé après douze heures d'entrevue le dimanche à 12 h. 30. Immédiatement les ouvriers évacuaient l'usine et traversaient la ville acclamés par la population laborieuse.

Voici quelques larges extraits du dernier communiqué du comité de grève :

« De nombreux pourparlers ont eu lieu dans les dernières quarante-huit heures entre la direction et les représentants ouvriers. Ces discussions ont abouti à un certain nombre de propositions qui furent faites dimanche matin par la direction. Les travailleurs réunis en ont pris connaissance.

« Celles-ci consistent en une augmentation générale des salaires de 3 %, une prime équivalant à la valeur de deux journées de travail et le retrait de toutes les sanctions prévues avant et pendant la grève.

« Suite à ces propositions, les ouvriers ont décidé de reprendre le travail le lundi 11 mai

« Cette victoire acquise à la suite d'une grève de vingt jours démontre que seule l'action directe des travailleurs peut faire céder le patronat.

« En effet, la direction B.V. qui a refusé de discuter pendant dix-huit jours, qui prétendait ne rien vouloir donner et même infliger des sanctions, a été contrainte de discuter puis d'accepter ce qu'elle refusait au début du conflit. Cette victoire doit être un exemple pour les travailleurs des autres entreprises qui doivent s'en inspirer, etc. ».

« Le comité de grève : *CGT-CGT-FO-CFTC.* ».

Parallèlement, le bureau de l'Union locale FO de Rive-de-Gier publiait le communiqué ci-dessous :

« Depuis vingt jours, nos camarades de chez B.V. luttaient pour leurs revendications. Ils viennent de reprendre le travail après victoire complète.

« Le Bureau de l'Union locale CGT-FO tient à féliciter tous les travailleurs de cette usine de leur ténacité à faire triompher en même temps que leurs droits le syndicalisme dans la Loire.

« De cette victoire, il ressort que tous les travailleurs se doivent d'être syndiqués et que, sans politique, les revendications peuvent être défendues au coude à coude.

« Le secrétaire : Marcel DELMARTY ».

Pour conclure

Sortant de la simple relation des faits, je voudrais maintenant tenter de tirer quelques conclusions, et cela sans prétention...

Un bilan positif

J'entends déjà les esprits chagrins me démontrer que 3 % pour vingt jours de grève, ça ne paye vraiment pas! Sur ce simple fait, ils ont déjà tort, parce qu'il faut considérer, dans la période actuelle de blocage strict des salaires, que ces 3 %, bien maigres c'est vrai, n'en constituent pas moins un *précédent* très appréciable dans notre région.

Mais l'exposé des faits ci-dessus montre que d'autres choses sont à considérer. Voir seulement les 3 %, ce serait regarder les résultats par le petit bout de la lorgnette.

C'est la première fois, de mémoire de Ripagérien, que l'on a vu l'usine B.V. se rendre !

D'autre part, rappelons-nous que la cause principale de la grève, c'était le cas Fauvre, avec les agissements dictatoriaux de la direction. De ce côté, qu'on le veuille ou non, la cause est gagnée à 100 %. Le personnel est rentré dans un état d'esprit tel que la direction est obligée d'en tenir compte car plus de cent ouvriers ne voulaient absolument

pas transiger ; ils voulaient poursuivre encore la bataille !

Enfin il faut souligner que ce bilan positif a été acquis dans une période peu favorable. Je m'explique : lorsque le mouvement B.V. s'est déclenché, on en était au début du mouvement Renault. De ce fait, de nombreux espoirs étaient permis : élargissement de l'action revendicative dans la région parisienne, développement en province.

Malheureusement, rien de tout cela ne s'est produit et nous avons dû conclure le conflit B.V. deux ou trois jours après l'échec Renault sans que l'action se soit développée dans l'industrie privée, dans la métallurgie en particulier. Ce qui est très regrettable.

Il semble bien, en effet, que le patronat français a tremblé quelques jours en fin avril. J'ai la ferme conviction qu'il n'attendrait pas un nouveau juin 1936 pour lâcher du lest. Les derniers jours d'avril et les premiers jours de mai semblaient exceptionnellement favorables. Renault, la marine marchande, les cheminots, l'hôtellerie et quelques conflits locaux tel que B.V. avaient tracé la voie. Si, dans la métallurgie, par exemple, quelques autres foyers d'incendie s'étaient allumés dans les régions industrielles de Paris, du Nord, de l'Est ou de l'Ouest, les chambres patronales auraient vite ouvert les portes qu'elles nous ferment depuis deux ans pour les salaires et les conventions collectives.

Une deuxième grève de dix jours que nous venons de terminer cette semaine à la SOFAL en Isère me renforce dans cette façon de penser. La direction ne lâchait rien le premier jour : après dix jours de lutte, nous obtenons les revalorisations de salaire suivantes : de 8 à 20 fr. de l'heure pour les manœuvres, de 14 à 20 fr. pour les O.S. et de 8 à 15 fr. pour les professionnels.

J'ai eu aussi de larges échos de l'attention exceptionnelle avec laquelle patronat et pouvoirs publics suivaient ces quelques conflits considérés par eux comme des tests et surtout *s'inquiétaient* quant à leurs chances et possibilités de développement. La prudence manifestée par le préfet de la Loire pour l'évacuation de l'usine B.V. est significative.

Enfin la presse réactionnaire ne cessait de crier depuis plusieurs semaines « Gare à l'agitation communiste » et « Syndicats libres, prenez garde de ne pas vous faire manœuvrer ». Nous savons ce que cela veut dire, tout comme la si rapide taxation par la même presse de « grèves politiques » de certains mouvements en cours, authentiquement revendicatifs ; cela nous fait percevoir à quel point les possédants flairaient le danger.

Il n'y a peut-être rien de perdu. Si cela n'est avant, ce sera après les congés. La réaction des travailleurs n'en sera d'ailleurs que plus vigoureuse.

A propos des actions communes avec la C.G.T.

Dans notre région, la rigidité idiote des positions officielles de la CGT-FO ne nous a jamais liés, parce que nous avons toujours eu les pieds sur terre. Nous avons toujours estimé inévitable, voire même nécessaire, l'action en commun sur la base de l'entreprise ou de la profession régionalement. Dans 90 % des entreprises du secteur privé, refuser l'action commune c'est accepter de se croiser les bras en attendant des jours qui, dans ce cas, ne pourraient devenir meilleurs que pour le patronat ou pour les cocos. Il s'agit de savoir si à certains moments, devant le patronat, on veut faire jouer le rapport de forces en notre faveur.

Fermer obstinément les yeux sur l'éventualité des actions communes à la base, c'est aussi livrer nos sections et nos syndicats aux pires aventures et compromissions. Alors que les préparer, les armer et leur faire prendre l'initiative des actions communes c'est le seul moyen de s'en sortir avec bénéfice pour la classe ouvrière et aussi pour l'organisation.

Dans le cas des deux conflits que je viens de suivre jour par jour aussi bien chez B.V. qu'à la S.O.F.A.L., refuser l'action commune c'était couler irrémédiablement les deux petites sections que nous avons dans ces entreprises et y perdre nos *effectifs ouvriers*.

Conséquence plus grave : c'était au départ diminuer et peut-être anéantir les chances des beaux succès que les travailleurs ont pu obtenir dans ces deux entreprises.

Au contraire, notre participation totale et sans réserve à l'action en a assuré la pleine réussite :

1) par son maintien strict sur les seules revendications professionnelles ;

2) par son caractère de fermeté et de dignité ;

3) par l'unanimité sans réserve que notre caution a permis de réaliser dans le personnel ;

4) par les éléments solides de notre programme revendicatif que l'on a pu aisément faire adopter tant par les travailleurs que par la CGT.

Je ne sais pas si nous gagnerons des adhérents chez B.V. et à la S.O.F.A.L. *Je l'espère bien*, car je suis persuadé que notre influence aura grandi dans ces deux boites.

Pourquoi dans ces cas l'action commune est-elle bénéfique pour notre organisation ? 1) Au cours d'une dizaine de meetings ou d'assemblées générales, nous avons eu la possibilité de nous adresser à plus de 1.000 ouvriers que nous n'avons l'occasion de toucher en aucune autre circonstance par notre presse, ou encore moins dans nos réunions publiques. 1.000 ouvriers pour une grande partie intoxiqués par la littérature et les slogans staliniens. Ce fut l'occasion de les informer des perspectives du syndicalisme libre et de son action. Ce fut surtout l'occasion de leur présenter la CGT-FO sous un autre jour que celui où leurs leaders habituels la leur avaient présentée. 2) C'est en nous voyant à l'œuvre dans l'organisation de la grève, de la solidarité, dans les délégations et dans les entrevues que les préjugés savamment entretenus par les cocos tombent. 3) C'est enlever aux staliniens et à la CGT un monopole de l'action qu'ils semblent garder. Ne pas être aux côtés de la CGT dans ces mouvements, aux yeux des travailleurs, c'était les *briser*. En réalité, c'était tout au moins gravement les compromettre et le patronat y comptait...

Nous ne sous-estimons pas les risques que nous avons à courir dans certains cas, parce que c'est très vrai, il y a des *risques*. Au sujet des déviations toujours possibles des staliniens dans un mouvement parti de bases revendicatives, il semble que, dans la période actuelle, toute déviation serait *vigoureusement réprimée* par les travailleurs eux-mêmes dès que nous la porterions à leur connaissance. Ce qui veut dire que les risques que comporte l'action commune seront annihilés si nous sommes suffisamment énergiques, vigilants et courageux. L'action commune ne consiste pas pour nous en un protocole quelconque, mais en une *présence constante* et en une *affirmation soutenue* de notre personnalité.

Ce qui m'amène à dire que finalement beaucoup refusent systématiquement les actions communes par manque de courage et par complexe d'infériorité. Evidemment, c'est beaucoup plus facile de dire systématiquement « non » ou de faire le sourd plutôt que d'aller dans la bagarre aux côtés de la CGT dans les conditions énoncées plus haut. De même qu'il est beaucoup plus facile de confondre les staliniens et de flétrir leurs agissements par la plume que de le faire par la parole à la sortie des usines, voire aux côtés de leurs leaders sur les mêmes estrades. C'est au cours d'actions communes, lorsque nous les voyons faire la plus petite entorse à la règle du jeu que nous devons avoir assez de personnalité pour nous imposer au départ. Là seulement, la propagande porte, lorsque au vu et au su de la masse des travailleurs, nous les prenons en flagrant délit ! C'est pour cela qu'ils ne s'amusent guère à ce jeu.

Un mot sur la solidarité

Si la CGT semblait négliger cet aspect de la lutte, par contre la CGT-FO et la CFTC firent un effort remarquable pour organiser dans tout le département de la Loire la solidarité financière. A ce jour, les rentrées continuent. Des collectes pour les grévistes de chez B.V. furent faites à

peu près dans toutes les professions. On approche des deux millions.

Un pas a été fait pour montrer qu'une grève pouvait être financée par la région. Les appels à la solidarité ont eu aussi une certaine résonance du fait que les métallurgistes du département en particulier eurent dès le premier jour le sentiment que leurs employeurs considéraient la grève B.V. comme un test et que son échec serait leur échec, ou sa réussite leur réussite.

Bien des choses seraient encore à dire ; il faut se limiter. Une dernière réflexion pourtant : certains ont écrit que les traditionnels moyens de pression des syndicats et du mouvement ouvrier tels que la grève étaient périmés. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui nous ont démontré que certains slogans du syndicalisme révolutionnaire étaient soit dépassés, soit utopiques ou vides de sens à notre époque.

Malgré ma bien jeune expérience, je ne leur donnais pas raison. Encore moins maintenant. Le patronat français ne cède devant aucun argument, si valable soit-il. Il ne plie que devant la force.

Il ne faut pas se leurrer en croyant que l'on remplacera avantageusement un syndicalisme de masse par un syndicalisme de compétence ! Il faut les deux.

Antoine LAVAL

Métaux CGT-FO, Saint-Chamond.

Sous le signe du Front unique élargi

On sait que la filiale cégétiste du P.C., groupement soi-disant à l'usage exclusif des salariés, ne manque pas dans chacun de ses communiqués de quelque importance de faire des risettes aux paysans, artisans, commerçants, travailleurs indépendants, etc., pour des fins qui n'ont que de très lointains rapports avec le syndicalisme.

Aussi ne saurait-on s'étonner outre mesure d'avoir pu lire dans l'*Humanité* du 16 mai un communiqué de la C.G.T. dénonçant *« le contenu réactionnaire et antiouvrier des projets Mayer »* comportant entre autres : *« La création d'une taxe sur les camions affectés au transport des marchandises ; des augmentations des impôts de consommation sur les alcools et sur les apéritifs »*.

Car il faut savoir aussi que parmi cette clientèle électorale hétéroclite on compte : chez les paysans, 3.800.000 bouilleurs de cru, chez les travailleurs indépendants et artisans, un nombre respectable de transporteurs routiers, enfin, parmi les commerçants, la masse innombrable de bistros dont la clientèle forme aujourd'hui la majeure partie de celle du parti frère des bateleurs de la vodka.

La manœuvre a d'ailleurs réussi puisque, une fois de plus, les tabous de l'alcool et des transports routiers se sont révélés intouchables. Sauront-ils au moins se montrer reconnaissants ?

Les élections de chez Renault

Le 19 mai, les ouvriers et les employés de la régie Renault ont procédé à l'élection des délégués du personnel.

Les résultats méritent d'être regardés en face :
C.G.T. : 17.107 voix.
C.F.T.C. : 2.624 voix.
S.I.R. : 2.588 voix.
F.O. : 1.450 voix.

Si l'on tient compte que l'ensemble du personnel ouvrier et employé chez Renault à Billancourt est de 33.2000, cela fait 9.430 abstentions.

La C.G.T. garde la tête et de loin, tandis que F.O. ferme la marche.

Pourquoi ?

Quelque camarade de chez Renault l'expliquera-t-il ?

F.O. et les Soviets

L'éditorial de *Force Ouvrière* du 21 mai prévient les lecteurs : le compte rendu du comité confédéral qu'il présente n'étonnera que les détracteurs, les aigris et les adversaires. Cet avertissement prend tout son sens à la lecture de la motion sur l'unité d'action :

« Le comité confédéral national repousse toute action commune, tout contact direct ou indirect avec la C.G.T. et ses filiales, lesquelles ne les désirent et ne les recherchent que pour « liquider » les organisations syndicales libres.

« Le C.C.N. dénonce le danger que constituerait l'unité d'action avec ceux dont la raison d'être est l'institution des soviets en France. »

Il faut préciser que ce texte émane du bureau confédéral. Par une circonstance appréciée des connaisseurs cette motion a été lue par le président du C.C.N. qui était un responsable de la fédération des cheminots ; on se rappelle en effet qu'il y a quelques semaines ceux-ci semblaient s'engager dans l'unité d'action avec la C.G.T.

On admirera aussi combien ce texte, dans sa brièveté, est riche de signification.

Conscient de la force de son million d'adhérents, confiant dans leur fidélité, le bureau confédéral affirme qu'au premier contact avec la C.G.T., les syndicats F.O. risquent d'être liquidés. Voilà une méthode originale pour donner aux syndicats l'idée de la lutte.

Le second paragraphe s'élève à des considérations d'une bien plus grande portée. Les communistes n'ont-ils pas l'intention d'instituer les soviets en France ? La preuve : Poincaré ou un autre a dû le dire quand les communistes étaient des communistes et que les soviets étaient des soviets. Evidemment aujourd'hui, c'est bien la dernière chose à leur reprocher ; comme disait un « aigri » de ma connaissance : « les staliniens se fichent autant des soviets que le bureau confédéral de F.O. de mener une action syndicaliste ».

Mais ce copain est un détracteur. Comme l'a dit Le Bourre : « les militants doivent appuyer sans réserve le bureau confédéral dans sa position sur la C.G.T. C'est pour le bureau confédéral unanime une question de confiance. » En effet, imaginez qu'un jour un mouvement révolutionnaire authentique puisse être déclenché en France. S'il n'y a pas alors de soviets, il y aura quelque chose d'équivalent. Le bureau confédéral n'en sera pas. On s'en doutait déjà un peu. Il tient à nous le faire savoir. Il faudrait être aigri pour s'en plaindre.

Notons enfin que le C.C.N. a approuvé le bureau à l'exception de 8 voix contre et de 12 abstentions. *Force Ouvrière*, qui n'est pas aux mains des agités d'un soviet, signale brièvement les observations de Hébert et de Sidro. En dix lignes. Ce qui est conforme à la promesse de Bothereau d'augmenter le volume des informations dans l'organe confédéral.

On peut conclure que ce C.C.N. n'a pas été inutile. Il a permis au bureau confédéral F.O. de montrer qu'il a le sens de l'humour.

G. W.

P.-S. — Avec une certaine prudence, j'avais avancé (*R.P.* de février 53) que le secrétaire général de F.O. s'était désolidarisé du comité exécutif de la C.I.S.L. décidé à porter plainte contre la France pour violation du droit syndical au Maroc. *Force Ouvrière*, faute de place, n'avait rien dit sur ce sujet. On prétend que le rapport du même secrétaire général, préparé pour le C.C.N., confirme cette information. Est-ce un racontar ?

Le denier du Culte

Nous avons extrait de la corbeille à papier du Syndicat des Correcteurs de Paris, où l'avait laissée choir le trésorier, la présente note à payer. Nous laissons à nos lecteurs le soin de commenter comme il convient ce geste sacrilège, tandis que le camarade A. Gorce attend...

Paris, le 28 mars 1953.

Chers camarades,

Le jour où nous avons appris la douloureuse nouvelle du décès du camarade respecté et aimé des travailleurs du monde entier, Joseph Staline, l'Union des Syndicats de la Région Parisienne a réuni les dirigeants des syndicats de la région parisienne, de la Bourse du Travail et de ses annexes.

Il fut décidé au cours de cette assemblée qu'en signe de deuil, et pour rendre hommage au dirigeant du peuple soviétique, au guide des prolétaires du monde entier, au meilleur défenseur de la Paix, d'installer une chapelle ardente, et de décorer la Bourse du Travail et les annexes ; cette décision prise en commun (?) a été appliquée.

Aujourd'hui, il s'agit de régler les frais engagés pour en assurer l'organisation.

La somme totale s'élève à environ 175.000 *francs, compte tenu du travail exécuté de nuit, vu la nécessité d'aller vite, ce qui représente pour votre syndicat la somme de* 1.000 *francs que nous vous prions de régler aux camarades secrétaires de la C.A. de la Bourse du Travail, contre reçu.*

Comptant sur un règlement rapide, recevez, chers camarades, nos salutations syndicalistes.

Pour la C.A., un secrétaire :
A. GORCE.

P.-S. — *Nous vous demandons pour faciliter notre contrôle de rapporter la présente lettre en venant régler.*

PETITES NOTES

Bibliothèque ouvrière

Parmi les lettres reçues par Michel Ragon, après la publication de son « Histoire de la littérature ouvrière », il y en a une qui l'a particulièrement intéressé. Elle venait d'un groupe de mineurs du Pas-de-Calais.

Ils ont fait grâce à lui la découverte d'une littérature ouvrière et vont maintenant monter une bibliothèque fort différente de celles de la mairie et du syndicat.

Excellente idée !

Mais une bibliothèque cela réclame de l'argent et pour son entretien un local et du travail. Le projet ne sera-t-il pas un peu lourd ?

N'y aurait-il pas un moyen pour ce groupe de mineurs de mettre son nez dans les bibliothèques de la mairie et du syndicat, de les aérer, améliorer, compléter ?

Reste à savoir évidemment si c'est possible dans l'endroit. Mais il y a pas mal de bibliothèques de syndicats ou de municipalités qui n'attendent que des bonnes volontés pour les dépoussiérer parfois, pour la réanimer toujours.

L'unité de l'A.F.L. et du C.I.O.

Au congrès du syndicat C.I.O. des ouvriers de l'Automobile, qui s'est tenu fin mars, Walter Reuther, son président en même temps que celui du C.I.O., a indiqué les conditions auxquelles était possible l'unité avec l'A.F.L. :

Acceptation sans réserve du principe du syndicalisme industriel ;

interdiction de toute mesure discriminatoire contre les noirs et les autres minorités raciales dans les organisations affiliées à l'A.F.L. ;

expulsion de l'A.F.L. de tous les dirigeants non démocratiques, malhonnêtes et compromis avec des gangsters et élimination de toutes les pratiques qu'ils ont instaurées ;

établissement d'une procédure propre à résoudre les conflits de compétence entre les syndicats.

LIVRES
REVUES

PIERRE BIGO : **Marxisme et humanisme.** Préface de Marchal. — Presses Universitaires de France. — Bibliothèque de science économique.

Il y a quelque vingt ans, la plupart des « professeurs » d'économie politique qui tenaient les chaires officielles venaient à bout de Marx et du marxisme en quelques minutes de conférence ou quelques lignes de « cours ». Ils le faisaient d'autant plus allégrement que, manifestement, ils n'avaient pas lu une ligne de Marx !

Les temps sont heureusement changés. Les bruits de la rue étaient devenus trop obsédants. Et l'on ne saura bientôt plus où donner de la tête si l'on veut absorber tout ce qui se publie maintenant sur Marx et le marxisme.

L'ouvrage de M. Pierre Bigo est une importante et personnelle contribution à cette « lecture expliquée » de Marx qui est devenue matière d'enseignement. La première partie du livre s'intitule d'ailleurs « Lecture de Marx ». C'est en effet une excellente méthode que de commencer par lire un auteur que l'on veut commenter, et c'est absolument sans ironie que nous remercions M. Pierre Bigo de l'avoir adoptée.

Bien entendu, certains ne manqueront pas de lui reprocher d'avoir lu dans Marx tout autre chose que ce qui y est écrit. Reproche mal fondé, car ce qui est intéressant, justement, c'est un commentaire original ; il est heureux que tous les lecteurs n'extraient pas, d'un même texte, les mêmes choses. Certes, M. Bigo y a mis « du sien » ; je veux dire qu'il a lu Marx avec un esprit déjà formé et une philosophie établie. Marx, lui-même, a-t-il fait autre chose, en écrivant le « Capital », que d'expliquer le monde avec un certain nombre d'idées préconçues ? Ne serait-ce que celle de le transformer ?

M. Bigo veut montrer précisément que Marx est moins un économiste, au sens habituel du mot, qu'un philosophe, un métaphysicien. Ceci ne serait pas tellement original, puisque l'étiquette de métaphysicien était depuis longtemps collée sur Marx par les économistes que lui-même ne s'était pas fait faute de qualifier de « vulgaires ». Mais M. Bigo n'entend pas prendre à son compte ce que M. Gaëtan Pirou disait du marxisme : une doctrine qui commande et non une théorie qui explique. Il admet que, chez Marx, la doctrine a commandé, mais il pense aussi que le marxisme explique, si l'on ne s'en tient pas aux apparences, aux mécanismes de surface, mais si l'on cherche à comprendre le sens « réel et intime » des phénomènes.

Le thème majeur de M. Bigo, c'est que le marxisme est un humanisme. Le capitalisme, pour Marx, est un antihumanisme ; il aboutit à une déshumanisation des rapports économiques. L'homme y est « aliéné » et « **la dévalorisation de l'homme augmente en raison directe de la valorisation des objets** ».

Lisons encore cette magnifique citation extraite des manuscrits de Marx publiés en 1947 par la « Revue Socialiste » :

« **Quand le produit du travail n'appartient pas au travailleur, quand ce produit est pour lui une force étrangère, c'est que le produit appartient à un autre homme que l'ouvrier. Quand son activité est une torture, elle doit être la jouissance et la joie vitale d'un autre. Ce ne sont pas les deux, ce n'est pas la nature, c'est l'homme seul qui est capable d'être cette puissance étrangère qui opprime l'homme.** »

Le capitalisme substitue la valeur d'échange à la valeur d'usage, le quantitatif au qualificatif, l'optique du marchand à celle du producteur et du consommateur, le « temps de travail » au travail personnalisé : c'est « le monde des choses ». Il part de l'argent pour aboutir à l'argent, au lieu d'aller de l'homme qui produit une marchandise dont il n'a pas besoin à l'homme qui a besoin d'une marchandise qu'il ne produit pas.

Cette profonde critique du capitalisme — à la fois triomphe et défaite de l'homme — repose, on le sait, sur la loi de la valeur-travail qui, d'ailleurs n'est pas de Marx, mais à laquelle Marx donne un contenu

nouveau. Du moins, c'est ce qu'entend prouver M. Bigo. On ne comprend pas la valeur-travail si on la confronte avec la description des phénomènes, alors qu'elle est « une analyse existentielle d'une situation en développement dialectique ».

Je cite, sans être sûr d'avoir bien compris. D'autant plus que je crois relever une contradiction chez M. Bigo lui-même : page 40, en signalant l'article de A. Léontiev (1946) qui prétend établir que la loi de la valeur, « considérée par Marx comme spécifique de l'économie bourgeoise », continue de s'appliquer en U.R.S.S. — ainsi que les commentaires favorables de M. Bettelheim — M Bigo écrit que cela « déciderait une infidélité radicale du régime soviétique à la doctrine marxiste ». Mais, page 60, on lit sous sa plume que « dans la société communiste, la loi de la valeur-travail se vérifiera avec une perfection qu'on ne trouve pas encore dans la société capitaliste ».

Ce n'est pas la seule fois — on s'en doute — où l'auteur se réfère à l'U.R.S.S., considérée par lui (comment en serait-il autrement ?) comme une application pratique du marxisme. On lit alors des choses étonnantes comme celles-ci : « Les témoignages qui viennent de Russie ou des démocraties populaires révèlent aussi bien un effort pour libérer l'homme qu'un effort pour produire efficacement » ; ou encore : « la réalité communiste (celle de l'U.R.S.S.) a tempéré la rigueur des principes de Marx... sur l'omnipotence de l'Etat ! ! » ; et puis, à titre de bouquet, cette question sérieuse : « Staline est-il un humaniste, préoccupé de sauver l'homme, ou un ingénieur préoccupé de planifier scientifiquement ? » Il n'est pas mauvais de découvrir aussi de telles choses savoureuses au cours d'une lecture difficile et nous aurions mauvaise grâce à en vouloir à M. Bigo.

Où veut-il en venir ? D'abord à ceci : l'humanisme marxiste est limité, tronqué par le matérialisme de Marx. Il n'est pas possible de comprendre l'homme en se limitant au monde sensible. Il faut connaître « les vraies dimensions » de l'homme qui sont transcendantes... On voit de quoi il s'agit. Mais c'est à d'autres titres que les conclusions de M. Bigo nous retiendront : l'équivoque du marxisme subsiste, dit-il ; entend-il vraiment donner la première place à l'homme, ou bien à l'entité : production ? Dans cette seconde hypothèse, serait-il autre chose qu'une sorte de capitalisme « supérieur » ? M. Bigo se demande en fin de compte si le marxisme pratique ne serait pas tout simplement « une méthode d'industrialisation » des pays arriérés.

Il constate dans le capitalisme contemporain un courant centralisateur, mais aussi son contraire, et il croit constater le même phénomène dialectique dans les régimes « marxistes » établis. Si bien que se dessinerait déjà une conjonction des deux systèmes.

« **Est-il plus facile,** demande l'auteur, **d'organiser le bien commun à partir d'une technique d'entreprises privées, ou la liberté individuelle à partir d'une technique d'entreprises publiques ?** » Et il prêche aussitôt une sorte de doctrine associativiste et communautaire : on y retrouve « le juste prix », le « juste profit », la participation des travailleurs à la plus-value, tout le meilleur saint Thomas d'Aquin...

Nous n'acceptons pas le « juste profit » de M. Bigo, mais, comme lui, nous pensons que des « autonomies » sont nécessaires, les autonomies des groupes de travailleurs libres, mais organisés, contre l'omnipotence de l'Etat. Le problème de la synthèse de l'organisation et de la liberté est posé ; seuls les dialecticiens « à la manque » ne le voient pas. Dans le mouvement ouvrier, ce n'est pas autre chose, au fond, que la synthèse Marx-Proudhon. Pas un mélange, un « salmis », mais une vraie synthèse dialectique des deux méthodes de pensée et d'action. C'est sur elle qu'il faut parier.

La simple constatation que de tels problèmes puissent être soulevés à l'occasion du compte rendu du livre de M. Bigo montre que cet ouvrage est utile, que sa lecture est féconde et stimulante. Ce n'est pas un livre réservé aux « marxologues » ; il sera lu avec profit par les militants qui cherchent à comprendre. Il y en a bien encore quelques-uns.

R. GUILLORE.

La Vie des Cercles

BULLETIN DE ZIMMERWALD

LA REUNION DU DIMANCHE 17 MAI

Le Cercle décide tout d'abord d'adresser à la presse une protestation contre l'arrestation de Masmoudi et son transfert en Tunisie. En voici le texte :

Sur mandat d'un tribunal militaire de Tunis, Masmoudi, président de la Fédération du Néo-Destour en France, est arrêté et aussitôt extradé. Aucun motif valable n'est donné pour justifier cette procédure expéditive.

Pour le gouvernement français et ses représentants en Tunisie, il n'y a pas de légalité qui compte ; il n'y a que les bas moyens d'une politique de force et d'une politique de clan qui n'osent pas dire leur nom. Six mois après l'assassinat de Farhat Hached, ses amis restent déportés mais les assassins sont toujours en liberté. Au lendemain de l'assassinat de Kastally, qui acceptait la comédie des élections organisées par Hauteclocque, ce sont encore des militants du Néo-Destour qui sont arrêtés. Toujours la même tolérance vis-à-vis des clans âpres à défendre leurs privilèges ; mais pour les militants tunisiens, l'emprisonnement et la déportation. Pas de justice : le fait du prince.

Le gouvernement français risque ainsi de compromettre définitivement la réalisation pacifique d'une solution du problème tunisien conforme aux intérêts de tous les peuples. En persévérant dans la voie d'une répression aveugle, il endosse, en fin de compte, la responsabilité de tous les attentats. La tâche des hommes libres est de dénoncer ses crimes.

Aussitôt après, Chambelland nous présente quelques réflexions sur le livre de Rosmer : *Moscou sous Lénine.*

Rosmer, en un style dépouillé de tout artifice littéraire, expose dans son ouvrage ce qu'il a vu à Moscou, avec les yeux du révolutionnaire. De ce fait, comme le dit dans la préface Albert Camus, son point de vue diffère en tous points de celui de l'anticommuniste vulgaire. « L'homme qui adhéra sans réserve à la grande expérience dont il parle dans ce livre, qui sut aussi reconnaître sa perversion, n'a jamais pris prétexte de l'échec pour condamner l'entreprise elle-même. » A la question principale qui est sur toutes les lèvres : « Staline a-t-il continué Lénine ? Le ver était-il dans le fruit et la dégénérescence fatale ? », Rosmer suggère une réponse négative, sans jamais nous l'imposer. C'est dire que si l'on n'accepte pas toutes ses conclusions (Humbert-Droz nous présenta le mois dernier des conclusions différentes), on ne peut pas négliger l'opinion d'un des acteurs et témoins de cette grande époque. Le point central du livre est ce deuxième congrès de l'I.C., qui fut un effort pour regrouper les éléments révolutionnaires de diverses tendances : syndicalistes, anarchistes, socialistes. Cet effort de regroupement qui fut considéré au début avec faveur par des hommes très différents a échoué par suite de l'incompréhension de Zinoviev et de Radek, par suite de la pression des anarchistes russes déjà persécutés sur les anarcho-syndicalistes étrangers. Mais la grande cause de cet échec réside dans l'absence de révolution européenne, dans l'isolement de la Russie. La mort de Lénine, puis l'éviction de Trotsky n'ont fait qu'accélérer une dégénérescence désormais fatale.

L'échange de vues qui suit l'exposé de Chambelland montre l'intérêt que tous les lecteurs trouveront au livre de Rosmer. Des discussions approfondies sur les problèmes de la révolution porteront alors tous leurs fruits.

***

L'exposé de Raphaël Ryba sur le nationalisme et l'internationalisme en Moyen-Orient (Arabes et Juifs) fut exempt de tout préjugé nationaliste. Ryba eut le mérite assez rare de préconiser une solution pacifique et fédéraliste en Palestine, sans

éluder jamais les problèmes difficiles que causent l'existence voisine d'un jeune Etat nationaliste juif et d'Etats arabes également chauvins et incompréhensifs. Il sut même humaniser et poétiser cet aride conflit d'après-guerre

Bien que parlant en son nom personnel, il s'efforça d'exposer tout d'abord le point de vue de son organisation : le Bund, groupe antisioniste de fondation et socialiste internationaliste. Le Bund, en effet, considère que l'existence de l'Etat d'Israël ne résout aucunement le problème juif millénaire, problème lié à l'évolution socialiste du monde entier, à ses transformations économiques, à un idéal de justice sociale pour tous, même pour les Arabes. L'Etat d'Israël ne peut absorber tous les juifs de la « diaspora » et ne tend qu'à exacerber les sentiments nationalistes de part et d'autre. Mais il est trop tard pour se lamenter sur la fondation de cette Palestine juive et il faut à tout prix l'intégrer pacifiquement au monde arabe.

Le point le plus douloureux de cette affaire est celui des réfugiés arabes dans les pays voisins d'Israël et c'est sur lui que Ryba fera l'essentiel de son exposé. L'existence de ces centaines de milliers d'Arabes isolés dans des camps et chassés de leur pays ne peut que retarder l'avènement d'une conscience socialiste dans les pays arabes (de multiples autres facteurs, coloniaux ou économiques, aggravent encore cet état retardataire, malgré la grande misère de ces peuples). Il est assez paradoxal de constater que le peuple le plus persécuté du monde, le peuple qui a connu les camps nazis d'extermination, en est réduit à imposer aux Arabes des conditions d'exode presque analogues. Peu importe le nombre d'Arabes qui ont quitté la Palestine : 1 million, disent les Arabes ; moins de 500.000, disent les sionistes. Peu importe que l'exode ait été forcé ou en partie volontaire. L'injustice reste la même pour ceux qui ont dû abandonner leur foyer et leurs terres dans des conditions inhumaines. Il est vrai que nous autres Français, nous voyons aussi d'anciens résistants devenir les bourreaux du peuple vietnamien qui réclame son indépendance nationale ! Mais, dans un cas comme dans l'autre, une telle attitude n'est pas seulement indéfendable sur le plan moral mais absurde sur le plan pratique et « réaliste » : les meilleurs propagandistes de la Ligue Arabe sont les sionistes qui imposent des mesures discriminatoires aux Arabes de Palestine. Rien ne se résout à notre époque sur le plan national étroit, surtout dans un petit pays comme la Palestine ! Les sionistes, qui ont créé là-bas une colonie de peuplement en sont réduits aux arguments des colons français au Maroc : le spectacle de leurs réalisations matérielles, souvent admirables, ne justifie pas le revers d'injustice et d'oppression raciale. Même l'argument de nécessité n'est pas entièrement valable : les juifs pouvaient souvent aller ailleurs qu'en « Terre sainte », si une propagande sioniste effrénée ne les avait pratiquement forcés à adopter cette solution, qui n'en est pas une.

La seule solution acceptable, c'est le retour des réfugiés arabes, après entente préalable avec les voisins d'Israël et instauration d'un Etat fédéral en Palestine. Peu de sionistes s'en rendent compte, malheureusement. Et tout cela risque de créer un nouveau foyer d'incendie à la moindre occasion, tout cela est exploité par tous les impérialistes qui s'intéressent au Moyen-Orient et à son pétrole ; les nationalistes arabes ne sont pas les seuls responsables.

REUNION DU DIMANCHE 7 JUIN

Les membres du Cercle Zimmerwald se réunissent le dimanche 7 juin à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7e (métro Solférino).

Deux sujets seront traités. Le camarade Sal Tas, journaliste, qui revient d'Afrique, parlera de :

— La situation en Afrique du Sud sous le régime Malan ;

— L'insurrection Mau-Mau au Kenya.

Jacques Maurice des *Cahiers Socialistes* de Belgique fera un exposé sur La Sarre et le problème de l'union européenne.

Une libre discussion suivra comme d'ordinaire.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

ENTRE NOUS

L'actualité de l'histoire

Sous ce titre paraît, imprimé désormais, le bulletin de l'Institut français d'histoire sociale. Les lecteurs de la **R.P.** connaissent l'œuvre de cet institut que son directeur, notre ami Maitron, leur a présenté (**R.P.** juin 52).

Au sommaire, un éditorial de Dolléans, une très intéressante étude sur les sociétés fondatrices d'écoles primaires libres laïques et gratuites (1871-1881) par A. Delcourt, une note sur Juin 36 par F. Boudot.

Le numéro s'achève sur le rapport présenté par Maitron à la quatrième assemblée de l'Institut. On y appréciera sa chaleureuse conviction grâce à laquelle l'œuvre continue malgré le soutien trop faible des trop faibles organisations syndicales. Aussi ne saurait-on trop recommander à tous les militants ayant compris l'intérêt éducatif, et en fin de compte révolutionnaire de l'histoire sociale, d'entrer en relation avec l'Institut et de lui apporter leur soutien matériel et moral. S'adresser à J. Maitron, 117 bis, rue Armand-Silvestre, Courbevoie, Seine.

« Après l'boulot »

Des camarades qui lancent un cahier mensuel de littérature ouvrière portant ce titre nous ont demandé d'encarter le premier numéro dans la **R.P.** Nous sommes heureux de permettre ainsi à nos lecteurs de prendre connaissance de cette initiative.

Bonne chance « Après l'boulot » !

Attention aux recouvrements

Les camarades en retard pour le renouvellement de leurs abonnements sont avisés qu'ils vont recevoir, durant le mois de juin, une carte-remboursement.

Ils peuvent encore éviter les frais supplémentaires, qu'entraine ce mode de paiement, en envoyant aussitôt leur virement au compte postal de la **R.P.**

La caisse n'est pas en trop mauvais état, en apparence ; mais il y a les mois d'été où les rentrées sont minimes et en septembre, il faut repartir.

Aussi demandons-nous à tous nos amis de faire l'effort dont la **R.P.** a besoin.

Renouvelez dès l'échéance. N'attendez pas l'envoi de la première lettre de rappel (coût : 15 fr.). N'attendez pas l'envoi de la carte-remboursement (qui coûte plus de 60 francs).

Vous pensez aux congés ! Bien sûr. Si vous voyagez, parlez de la **R.P.** aux amis que vous rencontrerez. Donnez-nous des adresses d'abonnés possibles.

Si vous prenez le train, notez que Mayer en a augmenté le tarif et que la **R.P.**, elle, n'a pas augmenté le sien.

Quelques remarques

Vassort (S.-et-O.). — « Je me permets de vous féliciter très vivement pour l'excellente tenue de la **R.P.** et particulièrement pour son objectivité et son indépendance. »

Besse (Alpes-Maritimes). — « Félicitations pour votre courage. Dommage que quantité de copains comprennent si peu l'importance de la **R.P.** »

Réponse à un camarade. — Oui, Corresponsal Baires, nous avons reçu votre lettre. Nous lui donnerons suite.

Le gérant : J.-P. FINIDORI


Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 3 MAI. — Elections municipales en **Tunisie**. Très faible participation électorale. A Tunis, 46 % d'électeurs européens, 8,83 % d'électeurs tunisiens.

LUNDI 4 MAI. — La grève des **officiers de la marine marchande**, menée par la C.G.T. et la C.F.T.C. se poursuit dans tous les ports.

La grève se poursuit dans l'atelier de sellerie des **usines Renault**.

MARDI 5 MAI. — Grève des **bouchers** suivie d'un lock-out général dans l'alimentation à **Stockholm (Suède)**.

Elections municipales en **Grande-Bretagne** : avance travailliste.

MERCREDI 6 MAI. — Fermeture des ateliers de Billancourt de la **régie Renault**.

Le général de Gaulle rend leur liberté aux parlementaires **gaullistes**.

Menace accentuée du **Vietminh** sur Paksane et Vientiane.

JEUDI 7 MAI. — Repli des forces **vietminh au Laos**.

A **Pam-Mun-Jom (Corée)** les Sino-Coréens acceptent que les prisonniers de guerre ne soient pas transportés dans un état neutre.

Réunion de l'assemblée du **Conseil de l'Europe** à Strasbourg.

LUNDI 11 MAI. — Dévaluation de la piastre **indochinoise**. Protestation du Viet-Nam.

MARDI 12 MAI. — Grève de 24 heures des **Transports parisiens**, organisée par la C.G.T.

Grand discours de Winston Churchill sur la situation internationale aux **Communes britanniques**.

MERCREDI 13 MAI. — Les **usines Renault** reprennent une activité normale.

JEUDI 14 MAI. — **Grève de 24 heures** dans les **grands** hôtels parisiens.

SAMEDI 16 MAI. — Violente attaque **vietminh** au sud du delta tonkinois.

Comité Confédéral National de la **C.G.T.-F.O.**

DIMANCHE 17 MAI. — Discours du maréchal Tito à **Belgrade** exprimant des réserves sur la conférence des grands.

Elections au **conseil général de la Seine**.

MARDI 19 MAI. — Nouvelle grève de 24 heures de la **R.A.T.P.**

Emeutes dans le **Nigeria britannique**.

MERCREDI 20 MAI. — Grève de 24 heures dans le **Gaz et l'Electricité**.

Nouvelle pression du **Viet-minh** dans la ceinture du delta.

Procès de l'affaire de Moknine devant le tribunal **militaire de Tunis**.

Nouvelles conventions **franco-sarroises**.

JEUDI 21 MAI. — Une rencontre des Trois : **U.S.A., Grande-Bretagne et France**, est prévue aux Bermudes, pour la fin du mois de juin.

Le **gouvernement René Mayer** est renversé par 328 voix contre 244 et 37 abstentions.

SAMEDI 23 MAI. — Ouverture du congrès de la **C.F.T.C.**

DIMANCHE 24 MAI. — Verdict dans le procès de Moknine à **Tunis** : 9 condamnations à mort.

Le danger de paix

Pas mal de gens prévoient que l'instauration de la paix provoquerait dans le monde une crise économique formidable.

Jacob Potofsky, le président du syndicat C.I.O. du vêtement, qui est aussi le président du Comité des affaires internationales du C.I.O. leur a fait une réponse qui vaut pour l'Amérique et pour ailleurs :

Ceux qui sont d'accord avec les communistes pour penser que la paix entraînera la crise économique sont des prophètes de malheur et se sont laissés prendre aux arguments de la propagande soviétique.

Les besoins des consommateurs sont encore si élevés aux Etats-Unis, si on leur accorde un pouvoir d'achat suffisant, qu'ils forment la première ligne de défense contre tout déséquilibre de l'économie américaine que pourrait entraîner la conversion d'une économie de guerre froide à une économie de paix.

D'où vient l'argent?

SITUATION DU 26 AVRIL AU 25 MAI 1953

RECETTES		
Abonnements :		
Ordinaires	33.980	
Soutien	29.900	63.880
Vente « R. P. »		3.760
Souscription « R. P. »		2.815
Divers : librairie		3.500
		73.955
En caisse au 26 avril		160.158
		234.113
DEPENSES		
Impression « R. P. » mai		79.320
Papier		15.666
Routage, expédition, timbrage		4.928
Téléphone		3.955
Frais généraux		185
Divers		10.080
		114.134
En caisse :		
Espèces	4.860	
Chèques postaux	115.119	119.979
		234.113

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Wantiez (Congo) 3.000 ; Berlot (Seine) 1.000 ; Buren (Côte d'Or) 1.000 ; Vassort (Seine-et-Oise) 1.400 ; Pérat (Aisne) 1.000 ; Jouveshomme (Seine-et-Oise) 1.500 ; Lebeau (Paris) 1.500 ; Seguy (Paris) 1.000 ; Glauffret (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Fornerod (Suisse) 1.500 ; Gilberton (Loire) 1.000 ; Vernet (Ardèche) 1.000 ; Tronchet (Suisse) 1.000 ; Delaunay (Paris) 1.500 ; Beaunée (Côte d'Or) 1.000 ; Menu (Pas-de-Calais) 1.000 ; Chartrain (Côte d'Or) 1.000 ; Dufour (Paris) 1.000 ; Livart (Paris) 1.000 ; Marie (Seine) 1.000 ; Rosmer (Seine-et-Oise) 1.000 ; Venot (Paris) 1.000 ; Espinasse (Haute-Savoie) 1.000 ; Autuche (Haute-Loire) 1.500 ; Marthe Pichorel (Paris) 1.000. — Total : 29.900 francs.

LA SOUSCRIPTION

Chaillou (M.-et-L.) 50 ; Pézy (L.-et-C.) 100 ; Jutier (Allier) 50 ; Drocourt (Aisne) 15 ; Chasson (Ardèche) 300 ; Martin (Drôme) 300 ; Caubel (Loiret) 300 ; Bettendroffer (Seine) 300 ; Dubois (Seine-et-Marne) 300 ; Jacquet (Rhône) 700 ; Touron (Loire) 300 ; Besse (Alpes-Maritimes) 100. — Total : 2.815 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 26-4-53	1.314
Abonnements nouveaux	9
	1.323
Désabonnements	7
Situation au 28-5-53	1.316

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 3 ; Seine-et-Oise 1 ; Aisne 1 ; Oise 1 ; Rhône 2 ; Suisse 1.